

**LES TROUBLES
DU MAGHREB****MAROC : 29 morts
selon les chiffres officiels****TUNISIE :
levée du couvre-feu**

LIRE PAGE 7

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

Notre supplément**« le Monde des livres »**

pages 13 à 19

**Kundera et le rapt
de l'Europe centrale**

Paris met en cause la Libye après la destruction d'un Jaguar au Tchad

La riposte difficile

Il y a à peine quinze jours, la table ronde entre Tchadiens, libyens sous l'égide de l'Organisation de l'unité africaine, s'achevait sans avoir seulement commencé. On avait des lors tout lieu de redouter un incident du type de celui qui s'est produit le 25 janvier. Les soldats français ont été, pour la première fois depuis leur retour au Tchad, l'été dernier impliqués dans des combats, un Jaguar a été abattu et son pilote tué. Comme la Libye, contre l'évidence, nie toute présence de ses troupes au Tchad, les attaques au sud de la « ligne rouge » ne pourraient donc être que le fait de ses protégés - les « coalisés » de M. Goukouni Oueddei, - dont les militaires français jugent pourtant le moral défaillant et les capacités opérationnelles bien limitées.

Le colonel Kadhafi aurait pu choisir de continuer à renforcer son dispositif militaire dans le nord tchadien en attendant que, de guerre lasse, les Français trouvent quelque porte de sortie. Il a préféré tâter le terrain, s'inquiétant peut-être de la consolidation, sous la protection française, du régime de N'Djamena.

Sans doute le dirigeant libyen a-t-il voulu d'abord mesurer la détermination de la France. Il s'agissait de savoir si elle ferait doner son aviation contre un convoi d'une vingtaine de véhicules qui, franchissant la ligne rouge, menaçaient ses positions avancées. Si telle était la question posée, la réponse est claire.

Pour Paris, l'affaire démontre le peu d'attachement de ladite ligne rouge. En outre, la réputation de quasi invulnérabilité dont jouit le Jaguar en Afrique est mise à mal. Certes, l'armée française pourrait procéder à des représailles - les cibles militaires libyennes sont nombreuses dans le nord tchadien, - et Tripoli, du fait même qu'il n'a sa présence militaire dans cette région, pourrait difficilement protester. Mais comment, dans cette hypothèse, éviter de nouvelles pertes et, sans se contredire, justifier le fait que l'opération « Manta », déclenchée pour « geler la guerre », n'ait réussi qu'à engager des troupes françaises sur un nouveau théâtre d'opérations à l'étranger ?

Le colonel Kadhafi n'ignore pas que les alliés africains de la France attendent d'elle la grande fermeté que réclame naturellement le président Hissène Habré. Mais il mise sans doute sur les réticences de l'opinion française pour amener Paris, déjà aux prises à Beyrouth avec de graves difficultés que les Libyens, comme les Syriens s'emploient à exacerber, à se résigner à un dégageant au Tchad.

La France n'a évidemment aucune envie de s'enliser dans un conflit interminable et qui, pour la première fois, a provoqué la mort d'un de ses militaires. Elle souhaite un règlement politique. A-t-elle les moyens de l'imposer alors que, sur le terrain, elle ne peut ni ne veut aller au bout de la logique des armes ? La riposte est impossible et la réconciliation improbable. Telle est la dure règle du jeu.

Des renforts aériens sont acheminés vers N'Djamena

Après la destruction, mercredi après-midi 25 janvier, d'un Jaguar de l'armée de l'air française au Tchad, on apprenait, jeudi matin, que Paris avait décidé d'envoyer à N'Djamena des renforts aériens en provenance de métropole et de Libreville.

Le porte-parole du quai d'Orsay a déclaré, ce jeudi en fin de matinée : « On ne doit pas se dissimuler la gravité des événements survenus au Tchad. La Libye semble en porter la responsabilité. La situation sur le terrain est suivie avec la plus grande attention à tous les niveaux. La France n'entend pas modifier ses objectifs qu'elle poursuit en vue de rétablir l'unité et la souveraineté du Tchad ».

Le Jaguar a été abattu par un missile SAM-7, et son pilote a été tué, son parachute ne s'étant pas ouvert. L'incident s'est produit à 70 kilomètres environ au nord de la « ligne rouge » alors que deux Jaguar bombardaient une colonne de dix-huit véhicules armés remanant vers le nord après avoir fait prisonnier un Américain, membre de l'assistance militaire technique, ainsi que deux Belges, membres de « Médecins sans frontières », enlevés la veille nettement au sud de la « ligne rouge ».

M. Charles Heru a déclaré, mercredi soir, que les avions français, ont mission de reconnaissance, ont « essuyé des tirs de missiles sol-air, ont riposté en état de légitime défense et détruit plusieurs véhicules ». Le ministre s'est contenté d'indiquer que cette colonne était constituée d'éléments « provenant de forces stationnées au nord du Tchad », sans préciser si elle comportait des Libyens ou était seulement formée par des « coalisés » tchadiens réfugiés dans le Nord sous l'autorité de M. Goukouni Oueddei.

D'autre part, M. Heru a annoncé son départ, prévu mercredi soir, pour la Réunion afin de suivre l'évolution de la situation au Tchad.

Les trois réserves aériennes ont été envoyées, ainsi que treize soldats gouvernementaux, à Zigué, poste tenu par les FANT (Forces armées nationales tchadiennes), à une soixantaine de kilomètres au nord de Mao et à un peu plus de deux cents kilomètres au nord de N'Djamena. La « ligne rouge », qui passe juste au-dessous du quinzième parallèle, se trouve à deux cent kilomètres au nord de Zigué, que la colonne venue du Nord avait investi, apparemment par surprise, mardi après-midi.

J.-C. P.

(Lire la suite page 6.)

M. Reagan annonce la construction d'une station spatiale habitée

Dans l'hypothèse la plus favorable
la mise en orbite ne pourrait pas être effective
avant 1992

Dans son discours sur l'état de l'Union, le président Reagan annonce une décision attendue de longue date : celle de construire et de mettre en orbite « une station spatiale habitée en permanence ». C'est une annonce difficile à juger. S'agit-il de l'équivalent du célèbre discours de John Kennedy qui engagea les États-Unis dans la course à la Lune ? S'agit-il simplement d'une péripétie de la campagne présidentielle américaine, où l'un des candidats à l'investiture du Parti démocrate, le sénateur John Glenn, est le premier Américain à avoir fait un vol orbital, il y a déjà plus de vingt ans ?

Quelle que soit la réponse, engager 9 milliards de dollars - ce qui est certainement très sous-estimé - mérite une certaine considération. L'occupation permanente de

l'espace est dans la logique de toute la conquête spatiale. Les Soviétiques ont suivi une approche très progressive, leurs stations Salout sont de plus en plus perfectionnées, et s'ils ne les occupent pas en permanence, ils y ont fait séjourner plus de six mois certains équipages. Rien n'interdirait d'envoyer l'équipe de relève avant le départ de celle qu'elle remplace. Si les Soviétiques n'agissent pas ainsi, s'ils laissent, comme actuellement, Salout-7 inoccupée, c'est qu'ils n'estiment pas utile une présence permanente en orbite.

Envoyer un homme dans l'espace n'est pas une panacée. L'astronaute ne peut pas y faire grand-chose. L'observation de la Terre se fait tout bien sans lui, avec des caméras photographiques ou électroniques, et il y a beau temps qu'avec leurs Big

Birds les militaires américains connaissent tous les bords de guétre soviétiques. On peut utiliser l'appareil - il est plus exact de parler de microgravité - pour réaliser certaines cristallisations, pour séparer quelques protéines biologiques de grande valeur pharmaceutique. Mais la présence de l'homme est à proscrire dans de futures « usines spatiales ». Ses moindres mouvements engendrent, en effet, des accélérations qui perturbent les processus mis en œuvre.

La seule justification qu'on puisse donner à l'intervention humaine dans l'espace est qu'il peut juger d'une situation, faire preuve d'imagination et trouver la solution pour réparer ou adapter un appareil. La station spatiale américaine est d'ailleurs actuellement conçue comme un centre d'intervention, un port d'attache où séjourneraient quelques mois six à huit astronautes, prêts à intervenir là où le besoin s'en fait sentir.

Aussi le projet d'une grande station orbitale est-il très discuté. Les scientifiques n'en veulent pas et l'Académie américaine des sciences l'a clairement dit.

MAURICE ARVONNY.

(Lire la suite page 3.)

Le discours du président américain sur l'état de l'Union

Lire page 3 l'article de notre correspondant

Bernard GUETTA

M. Mitterrand et les agriculteurs La scène du Maroc à Paris

Défense et illustration du Marché commun

M. Mitterrand a tenu à faire savoir, mercredi 26 janvier, à l'occasion de la réunion du conseil des ministres, que les agriculteurs français devaient se pénétrer d'une « évidence » : on ne peut pas être à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du Marché commun. Ce rappel à « l'évidence », des règles communautaires va au-delà d'un rappel à l'ordre rituel.

Sans doute M. Mitterrand a-t-il sacrifié aux exigences de sa fonction. Le nouveau président réside simplement dans le fait que la fermeté du discours se traduit en actes (des

poursuites sont engagées contre le leader paysan incarcéré à Brest) et dans le ton employé : le chef de l'Etat a parlé de « sottise » et de « mensonge » à propos de la suppression des montants compensatoires. C'est dire qu'il prend les dirigeants agricoles à rebrousse-poil - sans en courir pour autant leurs foudres, comme en témoigne la réaction modérée de M. François Guillaume. Il le fait d'autant plus aisément que les paysans ne sont pas, et n'ont jamais été, la clientèle électorale de la gauche. Mais au-delà de la

conjoncture, la mise au point présidentielle répond à une triple contrainte : interne, externe et électorale.

En France, il s'agit de faire en sorte, autant qu'il est possible, que la loi soit égale pour tous. On ne peut distinguer selon les catégories socio-professionnelles, demander aux préfets par la voix du premier ministre de faire preuve de la plus grande fermeté, tant en ce qui concerne les prix que l'ordre public, à l'égard du commerce et de l'artisanat, et tolérer les violences paysannes.

Le pouvoir n'est certainement pas au bout de ses peines. Qu'advient-il - sans parler des mineurs eux-mêmes - si « ces mineurs de la vigne » (selon l'expression de M. Raoul Bayou, député socialiste de l'Hérault) que sont les viticulteurs du Midi, se transforment à leur tour en casseurs ? La fermeté du gouvernement serait alors d'autant plus claire qu'elle s'exercerait en terre de gauche.

Il s'agit aussi d'un problème européen : on sait l'hostilité que rencontre dans ces régions la perspective de l'élargissement de la Communauté. Le PCF qui y compte quelques vieux bastions ne vient-il pas de réaffirmer sa propre opposition à l'élargissement ? M. Mitterrand est cependant contraint de tenir le même langage aux agriculteurs français et à M. Thatcher. « Les agriculteurs veulent-ils ou ne veulent-ils pas du Marché commun », a-t-il demandé ? Les Britanniques veulent-ils ou ne veulent-ils pas de l'Europe ? Cet impératif est d'autant plus fort que M. Mitterrand préside aux destinées de la Communauté pendant six mois. Son objectif - parce que c'est l'intérêt de la France et parce que le président est profondément convaincu des bienfaits de la Communauté - est de trouver, avec d'autres, une solution à la crise européenne.

Mais il y est tenu, plus que d'autres : on touche là à la contrainte électorale. Les élections européennes seront une échéance de politique intérieure. Qu'on veuille bien simplement se rappeler que l'idée de la liste unique de l'opposition a d'abord été lancée par ceux qui voulaient faire de cette échéance un « référendum » pour ou contre le pouvoir.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 10.)

Faim, intégrisme et dérision

La Maison des cultures du monde, ouverte en 1982, s'est déjà signalée l'an dernier, dans le domaine arabe, par la présentation, avec bon succès, de la pièce *Les Jours de Khayyam* de Libanais Roger Assaf (*le Monde* du 9 avril 1983). Elle offre la dernière création de la compagnie privée marocaine Messaoui Elmassi (Théâtre des gens) que dirige Tayeb Saddiki.

Au cours du lustre écoulé, l'ancien directeur du Théâtre de Casablanca avait pris un peu de champ, donnant l'impression de se consacrer enfin à lui-même - il a pris charmante femme dont il a déjà trois enfants - et tournant, comme pour passer le temps, son premier long métrage, *Zeft* (*le Goudron*) que l'on doit voir bientôt en France.

Pourtant, quasiment en secret, il cherchait de nouvelles voies pour sa compagnie chez les auteurs arabes non conformistes. Comme cette catégorie humaine est pratiquement inexistante parmi les contemporains, notre chercheur opiniâtre a dû s'aventurer, dit-il, en arabe, là, il a pu pousser son « iqaq » l'écriture arabe - en consultant le *Libre des dédications* et du plaisir partagé, ouvrage au titre hélas ironique, dû à un philosophe irakien du dixième siècle, en plein âge d'or de l'islam califal. C'est lors de la représentation de la pièce qu'il a tiré du livre, donnée à Rabat le 20 janvier, sur fond de trône alacouche vacillant sous le poids des mécontents, que Saddiki a dû se rendre compte à quel point il avait eu, si l'on peut dire, l'œil heureux (*le Monde* du 26 janvier).

Cela dit, Saddiki n'est ni un pétroleur, ni un utopiste. Il sait bien que, dans son pays, il y a une montagne de réformes à réaliser, mais que le système de gouvernement, dans toute son imperfection, y est quand même plus vivable que celui de la plupart des autres États arabes. Ainsi mettre en scène le *Libre des dédications*, qui reste à l'index des théologues islamiques, serait sans doute impossible dans presque tous les pays musulmans. Outre le Maroc, un seul d'entre eux, le Sénégal, a pour le moment demandé au Théâtre des gens de venir lui présenter l'œuvre d'Abou Hayyan revue par Tayeb Saddiki (celle-ci est dite en arabe classique simplifiée, mais entrecoupée de urdes en français pour permettre au non arabophone de suivre).

Abou hayyan El-Touhidi (822-1023) fut pratiquement jusqu'à sa mort, plus que centenaire, l'objet d'admirations de la part des maîtres du Bagdad d'alors, les Bouyides (845-1055) « maîtres du poêle » venus de Perse faire la loi chez le calife abbasside arabe. Ces messieurs-là ne supportaient pas que les poètes et autres auteurs du temps fussent tournés en dérision par le trop spirituel Abou Hayyan.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

(Lire la suite page 21.)

AU JOUR LE JOUR

Justice

Ouria, seize ans, vient de passer, à Marseille, un mois en prison pour « complicité de tentative de vol ». Il s'agissait d'un portefeuille qui, finalement, ne fut pas volé.

Libre, elle va lire les nouvelles :

- un journaliste accusé de recel pour un vol qui a bien eu lieu a passé six jours en prison ;

- la Bretagne fait trembler la France pour la libération d'un agriculteur après le saccage bien réel d'une sous-préfecture ;

- à Lyon, des vedettes du football sortent en souriant du bureau d'un magistrat qui les inculpe pour des faits qu'ils ne contestent pas ;

- au procès de Paribas, le procureur a requis la prison avec sursis contre les principaux accusés d'une affaire qui coûtait vraiment une fortune à la France.

Ouria va se demander s'il n'aurait pas mieux valu qu'elle le volât vraiment, ce portefeuille.

BRUNO FRAPPAT.

Calvino et la Littérature

Italo Calvino
LA MACHINE
LITTÉRAIRE

lancer une sorte
de défi
du langage
au réel.

Seuil

Réconciliations-nous

par FRÈRE ROGER, de Taizé (*)

accusations réciproques parfois si graves qu'elles en font fuir.

Voici vingt-cinq ans, alors qu'il annonçait la convocation du concile Vatican II, Jean XXIII avait apporté une réponse. Le 25 janvier 1959, il disait : « Ne cherchons pas à savoir qui a eu tort ou à savoir qui a eu raison, réconciliations-nous ».

Au cours du concile Vatican II, il y eut le bel espoir d'une réconciliation entre les Eglises. Mais, depuis, il a bien fallu constater que cette réconciliation-là ne s'accomplira que dans un lointain avenir. Et pourtant, il y a l'esprit d'unité de nombreux responsables d'Eglise, et aussi tout ce qui a surgi de compréhensions nouvelles, d'amitiés, de remarques, de documents théologiques. Mais là n'est pas encore la réconciliation.

Face aux impossibilités majeures, plutôt que d'entretenir des espoirs illusoirement, mieux vaut chercher comment sortir de l'impasse. Quelle est alors, pour une période charnière, une voie de réconciliation ? Elle existe. Elle n'est pas, certes, une solution de facilité ; elle suppose une même foi, une même pensée, une même espérance. Je voudrais exprimer en très peu de mots cette possibilité.

Cette voie offerte est celle d'une réconciliation au-delà des devoirs, sans pour autant être « symbole de reniement ». Il importe, alors, de réconcilier dans sa propre personne « la soif de la Parole de Dieu, aimée aux profondeurs des Eglises protestantes » et « les trésors de foi des saintes Eglises orthodoxes », avec tous les Chrétiens de l'Eglise catholique, cela en se disposant, jour après jour, à faire confiance à Sa foi commune.

Dans cette période de l'histoire qui connaît de multiples cloisonnements, le Christ, dans la communion de son corps, est délaissé comme rarement. Beaucoup le cherchent, mais sans cette unique communion dans son corps qui est l'Eglise. S'il n'y avait pas ce délaissement du Christ, nous n'engagerions pas tant d'énergies, avec ces frères, pour rassembler des jeunes, non seulement à Taizé, mais aussi ailleurs, à travers l'Europe, de l'Ouest et de l'Est (1) ; avec eux, aller aux sources de la prière, chercher à ren-

(*) Fondateur et prieur de la communauté oecuménique de Taizé. Il s'imprime aujourd'hui à l'occasion de la Semaine de l'Unité des chrétiens, qui s'est terminée le 25 janvier.

dre la Terre habitable par un partage plus équitable des biens matériels, réduire la souffrance humaine, découvrir des voies de réconciliation. Aussi ai-je osé leur adresser cet appel :

Toi, jeune, et même toi, encore un enfant, prendras-tu le risque, selon l'invitation de l'Evangile, d'aller deux à deux chercher des réconciliations entre vous ? Quand la réconciliation est refusée, ne t'abandonne pas au tourment... Chante le Christ jusqu'à la joie acérée.

Quand l'Eglise devient un levain de paix et de confiance dans toute la famille humaine, pour croyants et non-croyants, elle fait de nous non pas des demi-morts, mais des réconciliés, des vivants, revêtus du pardon comme d'un vêtement de joie serene.

(1) Du 25 décembre au 1^{er} janvier de cette année, la communauté de Taizé accueillait une rencontre européenne de jeunes à Paris. Y sont venus, de l'ensemble de l'Europe, vingt et un mille jeunes, auxquels se joignaient quelques milliers de Parisiens. Midi et soir, la prière était célébrée au même moment à Notre-Dame de Paris, à Saint-Sulpice et à Saint-Germain-des-Près.

« JOURNÉES INTIMES », de François Bott

Le sentiment du mystère

Un mot revient souvent dans le recueil d'aphorismes que publie François Bott sous le titre *Journées intimes* : c'est celui de « mystère ». « Vivre ou écrire d'une façon médiocre, lit-on, par exemple, c'est être indigne du mystère qui nous habite. » Ou bien : « Certains passent indolument, fugitivement, un profond mystère dans nos journées. » Ou encore : « Certains voient de femmes emportant le mystère du monde. »

On pourrait citer bien d'autres réflexions tournant autour de ce thème, qu'elles évoquent le mystère des regards féminins, le secret que la nature veut, croyons-nous, nous transmettre à travers tel paysage, la terreur de l'inconnu que nous conservons, dans notre vie adulte, « comme une bête féroce apprivoisée », ou, en conclusion de l'ouvrage, l'énigme que devrait représenter pour nous notre existence si nous prenions le temps d'y songer.

Est-ce à dire que l'auteur se donne pour mission d'élucider ce mystère, de résoudre cette énigme ? Bien au contraire. Les mots n'ont pas pour rôle de nous initier aux secrets des choses, à la littérature de nous familiariser avec l'inconnu. « J'écris, nous dit François Bott, pour ranimer le sentiment du mystère. » Plus loin il affirme : « Je ne prétends pas exprimer des idées, je souhaite seulement faire ressentir des mystères. »

Ailleurs, il cite de Pierre-Albert Jourdan, autre écrivain amateur d'aphorismes, qu'il ne se montre pas moins soucieux de protéger le mystère que de le désigner » et de Georges Perros que ses pensées « nous font ressentir tout le secret des jours ».

Ainsi *Journées intimes* nous rend-il sensible l'obscur clarté de la vie.

François Bott ne cherche pas à percer les arcanes de la création. Il n'a pas pour ambition de dévoiler une vérité cachée ni de suggérer une explication du monde. Il se méfie des systèmes, ne croit pas à la vérité révélée. Aux théories il préfère l'usage des maximes qui « contrarie les prétentions de l'esprit de système et conduit la pensée à devenir plus modeste ». « L'aphorisme, ajoute-t-il, veut exprimer seulement une vérité fragmentaire, en laissant aux jugements ultérieurs le loisir de contester celle-ci. »

Eloge de la contradiction. Eloge de l'inconstance. Loin de regretter ses « variations intérieures », l'auteur les encourage et considère comme vertu « le dilettantisme, qui demande beaucoup de rigueur », au contraire du « laisser-aller », « vice le plus ordinaire du siècle ». Par la précision de son langage et l'austérité de sa démarche, il incite le lecteur à refuser les facilités du faux savoir.

« Ce qui a porté Cloran, Baudelaire et Chamfort à choisir le genre de l'aphorisme, dit-il encore, c'est une morale de littérature. » Responsable du département littéraire du *Monde*, François Bott, à sa façon, met en pratique cette morale. Contre les séductions de tous les ordres, il est de ceux qui préservent le désordre et proposent, selon l'expression par laquelle il définit sa propre recherche, « un dépaysement supérieur à celui de tous les voyages ».

THOMAS FERENCZI.

* *Journées intimes*, Albin Michel, 59 F.

L'art d'être grand frère.

Hélène Carrère d'Encausse
LE GRAND FRÈRE



« L'auteur - et c'est là sans doute la partie la plus originale de son étude - montre comment "Le grand frère" russe et soviétique a affiné au fil des ans et des crises les moyens de "normaliser" les petits cadets récalcitrants. » Bernard Fresson. *Le Monde*.

« L'empire soviétique, qui s'est lourdement abattu sur l'Europe Centrale est-il en pleine gloire ou sur le déclin ? Hélène Carrère d'Encausse apporte son intelligent diagnostic. » Jean-François Revel. *Le Point*.

Le nouveau livre-événement d'H. Carrère d'Encausse.

Flammarion

LETTRES AU Monde

Le procès de l'ordre hiérarchique

A propos des « avions renifleurs » : le rapport Giquel ouvre sans doute le procès de quelques dirigeants, mais il ouvre d'abord le procès de l'ordre hiérarchique.

L'ordre hiérarchique tue l'homme, sa liberté et sa responsabilité.

Parmi les collaborateurs, énarques ou ingénieurs, de MM. Giscard, Barre, Guillaumat et Chabanon, il est évident que certains - ceux qui n'étaient pas aveuglés par l'espoir de recevoir un éclat de la gloire d'une éventuelle réussite - ont eu plus que des doutes sur le sérieux des deux complètes renifleurs.

Aucun, cependant, n'a osé alerter l'un des grands chefs et insister pour que soit consulté un expert de confiance. C'est que, dès l'école primaire, ils ont appris que l'élève ne dit pas au maître que celui-ci a un trou à son pantalon ou a fait une faute d'orthographe. Ils s'en souviennent tout au long de leur carrière.

Aussi élevé que soit leur grade, ils savent que, aux yeux des chefs qui les honorent du nom de collaborateurs, ils sont d'abord des subordonnés. Ils n'ont pas droit à la parole. Ils abritent leur conscience derrière l'obligation de réserve ou, au mieux, derrière l'instruction écrite.

A la limite extrême, le capitaine S.S. obéit aux ordres du général S.S. Et il brüte Oradour. Il arrive cependant que le colonel Piquart exige de dire la vérité. Il est jeté en prison.

D^r NOEL RIST
Professeur honoraire à l'Institut Pasteur.

La laïcité en péril

A qui revient-il de déterminer le contenu de l'enseignement de l'histoire ? La critique de M. Ségué porte (le *Monde* du 19 janvier) sur la composition de la commission Girard, chargée par le ministre de l'éducation nationale de lui remettre un rapport sur la situation de cet enseignement dans les établissements secondaires. « Parler de réforme en matière d'enseignement de l'histoire en écartant de son élaboration les représentants de la classe sociale, dont la place dans l'histoire ne saurait être contestée, reviendrait à appauvrir a priori le contenu même de cet enseignement », écrit M. Ségué.

Si l'on suit M. Ségué à la lettre, on ne voit pas pourquoi, à ce compte, devraient être écartées de cette entreprise les autres catégories sociales qui ont joué et jouent un rôle dans l'histoire : paysans, patrons, petits commerçants, sans oublier le clergé et l'aristocratie, dont le rôle passé ne saurait être nié. A l'opposé, les enseignants d'histoire pourraient exiger d'être associés aux restructurations industrielles en cours, qui occupent une place essentielle dans l'enseignement de l'histoire de demain. Mais soyons sérieux : le langage de M. Ségué doit être traduit ; il appartient au discours communiste, dont les chefs sont connus ; lorsque M. Ségué parle de la « classe ouvrière », à plus forte raison, de « ses représentants », il désigne le Parti communiste et la CGT. Cela étant en-

tendu, la proposition de M. Ségué s'écrit : l'Institut CGT d'histoire sociale, au nom duquel il a écrit son article, « revendique le droit de contribuer... à la rénovation qui s'impose aussi bien en ce qui concerne le contenu que la méthode de l'enseignement de l'histoire ». Traduisons : le Parti communiste et la CGT exigent d'avoir des représentants dans la future commission chargée de réformer l'enseignement de l'histoire.

Cette tentative, dont témoigne l'article de M. Ségué, s'inscrit dans une stratégie globale : membre de la majorité, le Parti communiste cherche à compenser le déclin continu de son influence réelle dans le pays par un renforcement de sa présence dans l'Etat et l'appareil socio-économique. Le secteur de l'éducation nationale n'échappe pas à cette stratégie de conquête.

Chacun doit être conscient du danger d'une telle entreprise : la question est en effet de savoir si l'histoire qu'apprendront les futurs citoyens dans les établissements scolaires publics de ce pays sera l'histoire revue et corrigée selon les conceptions communistes ; si les manuels d'histoire que nos élèves auront entre les mains auront subi la censure du Parti ; si les professeurs auront le droit de s'écarter de la vulgate marxiste-léniniste.

Un témoignage de Louis Aragon

Un de nos lecteurs londoniens, M. Jacky Simon, nous écrit :

« Comme suite à l'affaire de la place Aragon rebaptisée « place de la Poste », à Chauxvigny (Vienne), par une opposition à l'immigration fertile, veuillez trouver, ci-dessous un texte paru le 5 décembre 1944, dans le journal *Ce Soir* et signé François La Colère, nom de résistance de Louis Aragon... »

Dans cette ville du Nord, vers la fin de mai 40, j'entraî dans une manière de villa, en bordure de la longue avenue par laquelle se prolongeait sans fin la patelin sans forme au milieu d'usines et de brusques immeubles gris et pauvres. Détaché, comme médecin, auprès d'un régiment où je ne connaissais personne, j'en avais cherché de porte à porte le colonel, dont on m'avait fausement indiqué le poste de commandement.

Je le trouvai enfin là, dans une pièce toute de guingois, étroite et haute, avec des officiers, des plans directeurs sur la table, mais, les ayant repoussés, tout absorbé par la contemplation de grandes plaques blanches. J'essayai de lui dire que j'étais mis à sa disposition, et de lui demander les ordres pour l'évacuation des blessés : car les Allemands arrivaient de tous les côtés, je ne savais sur quel hôpital diriger ces empaquetements de douleurs et de plaies.

Le colonel agite les mains. Qu'on ne le dérange pas ! Il n'y eut pas moyen de retenu son attention. Elle était prise par les plaques blanches : il s'agissait de choisir entre elles celles qui étaient les plus plaisantes. Elles portaient la mention : ROUTE NATIONALE, écrite de façon différente, et elles étaient destinées d'urgence à remplacer, dans cette avenue interminable où j'avais erré, les plaques : RUE JEAN-JAURES, qui

Eh bien ! cela continue. Il y a des gens chez nous qui font aujourd'hui la guerre non pas à Hitler, mais les uns à Mauricie Thorez, d'autres aux curés, d'autres à l'ensemble de la Résistance. Toutes leurs forces, leurs sarcasmes, leur machiavélisme. Mais non pas contre la Wehrmacht et ses miliciens aux arrières de nos troupes, non ; contre des Français qui leur déplaisent. Contre des Français qui se sont montrés les plus irréductibles ennemis de ceux-là qui défilent insolemment fin mai 40 ROUTE NATIONALE. De ceux-là qu'il s'agit de vaincre aujourd'hui, et non pas lauréats, comptable lui aussi d'avoir voulu que le peuple de France partît tout entier en armes contre l'envahisseur.

FRANÇOIS LA COLÈRE.

L'article de M. Ségué nous montre que, si la laïcité est en péril, le danger ne vient pas d'où l'on croit.

P.A. MEYER
Professeur d'histoire au lycée de Poissy.

Réductionnisme

Encore une illustration du réductionnisme scientifique ! M. E. Schatzmann (médaillé d'or du CNRS 1983, le *Monde* du 20 janvier), compare simplement le service de l'école publique à celui des PTT ou de la SNCF. A la manière de certains analystes qui ramènent tout ce qu'ils rencontrent à des catégories « scientifiques » déterminées, ou encore comme des biologistes, perdus dans leur univers de chaînes causales, oubliant que l'homme se caractérise par ses valeurs, ses choix... son humanité.

Ainsi, pour M. Schatzmann, service public pour service public, qu'il s'agisse de transporter des colis urgents ou de s'occuper d'éducation, c'est du pareil au même. A moins que les enfants, de ce chercheur soient les premiers automatiques du genre ? Sacré Descartes, sacré Hume ! Vous nous avez engendré des drôles de machines pensantes (?)

PHILIPPE GROSS
Molsheim.

En prison pour erreur de jugement

Ce n'est pas la première fois que le *Monde* raconte le drame d'une victime d'un juge d'instruction trop expéditif (le *Monde* du 12 janvier 1984, affaire Vogne). Je me souviens en particulier du cas d'une femme envoyée en prison pour un chèque sans provision de quelques francs. On s'était ensuite rendu compte qu'en plus ce n'était même pas elle la coupable !

Dans ce genre d'erreur, les indemnités financières paraissent, bien dérisoires en compensation.

J'aimerais savoir ce qu'il arrive au juge d'instruction s'il s'avère qu'il a agi par légèreté. Si rien n'est prévu, je proposerais volontiers qu'il soit astreint à passer en prison le même temps que sa victime. Cela l'amènerait peut-être à réfléchir un peu plus avant d'envoyer en prison un innocent ; en tout cas cela lui donnerait le temps de la réflexion !

PATRICK CHATELAIN
Melle (Deux-Sèvres).

Consternant

Le débat politique actuel est consternant. Alors que le pays doit effectuer des mutations économiques essentielles pour son avenir, on assiste, désemparé, à des guerres de religion politiciennes que l'on croit à jamais enterrées. On fustige ici, on dénonce là, on tempête, on condamne, on porte haut l'étendard de la barge, on adore se draper de principes sentimentaux, pour sabrer l'autre : l'ennemi ! Et le débat embourbé dans ce cliage gauche/droite, qui fit jadis le régal et les délices de notre vie politique, sonne faux, sonne l'indécence...

Sous le couvert du bon droit et de la justice, on règle des comptes comme pour masquer un manque évident d'imagination à appréhender les problèmes réels et profonds de notre société. On nous rassure de bons vieux trairons électoraux alors qu'on redécouvre aujourd'hui les vertus de la rigueur et de l'austérité hier au pouvoir. Pourquoi ne pas admettre honnêtement que les solutions ne sont pas légion compte tenu de notre environnement international ? Si le gouvernement est aujourd'hui amené à user d'un langage économique de droite, c'est qu'il n'a pas le choix devant tant d'urgences et de contraintes. Qu'il cesse alors, comme pour mieux faire oublier son revirement, de susciter de vaines passions, de dangereuses rancœurs jetées en pitié !

On peut se demander si le cliage : opposition/majorité, droite/gauche, méchants/bons, est encore sa raison d'être. Il ne porte plus la dynamique de notre vie politique : il s'enlise au contraire. Or, la France est confrontée à des réalités difficiles. Peu de chemins s'offrent à elle. Au diable le langage démagogique trompeur maximaliste ! Cessons les guerres de religion inadaptées, inutiles, néfastes... Ne marquons surtout pas le chemin qui nous mènera au XXI^e siècle !

JEAN-YVES NOIRET
Beauchamps (Somme).

Le Monde

étranger

DIPLOMATIE

Pyongyang rejette l'idée américaine d'associer la Chine à des conversations sur la Corée

Le gouvernement de Pyongyang a rejeté la proposition américaine d'une conférence à quatre - c'est-à-dire avec la participation de la Chine - sur l'avenir de la péninsule coréenne. Cette réaction fait suite à une suggestion formulée par le président Reagan, qui, informé d'une proposition nord-coréenne de conférence à trois - les deux Corées et les États-Unis - avait suggéré d'y associer la Chine (le Monde des 13 et 14 janvier).

L'Agence nord-coréenne de presse, citée de Tokyo par l'agence UPI, a diffusé jeudi un commentaire prenant note de « certains points de vue selon lesquels d'autres pays, outre les États-Unis, devraient prendre part aux conversations pour le règlement pacifique de la question coréenne ». Mais, estime l'agence, « aucun autre pays que les États-Unis, aujourd'hui, ne s'ingère directement dans nos affaires intérieures, aggravant la tension et créant un danger de guerre ».

Rappelons que le premier ministre chinois, M. Zhao Ziyang, qui se trouvait à Washington au moment où la proposition nord-coréenne et celle du président Reagan avaient été rendues publiques, s'était borné pour sa part à observer que la Chine, n'ayant pas été officiellement invitée à participer à une conférence sur la Corée, n'avait pas envisagé d'y participer.

Les experts - qui ne jugent pas cette réponse entièrement négative observent d'autre part que la Chine est, à part les États-Unis, le seul pays dont la participation à des négociations sur la Corée serait juridiquement justifiée puisqu'elle était signataire de l'accord d'armistice de 1953 et qu'elle est toujours représentée à Pan-Mun-Jom.

A LA CONFÉRENCE DE STOCKHOLM

La Roumanie reprend à son compte la plupart des propositions soviétiques

A la Conférence sur le désarmement en Europe (CDE), qui poursuit ses travaux à Stockholm, la Roumanie a présenté, mercredi 25 janvier, un projet de mesures visant à « éliminer la suspicion et le sentiment d'insécurité causés par certaines activités militaires ».

Il s'agit notamment d'un traité paneuropéen de non recours à la force, de la création de zones démilitarisées, de l'interdiction du stationnement de nouvelles troupes étrangères, du blocage des dépenses militaires au niveau atteint en 1984, et de la notification des manœuvres militaires à partir d'un certain niveau.

Le délégué roumain a précisé qu'il ne s'agissait pas là de la réponse des pays du Pacte de Varsovie aux propositions récemment avancées par ceux de l'OTAN, mais d'une initiative propre à Bucarest. La plupart de ces propositions ont cependant été mentionnées par M. Gromyko.

Le premier ministre roumain, M. Iulian, est arrivé mercredi à Prague, pour y présenter son projet d'initiative pour la paix et le désarmement, qui prévoit notamment l'organisation d'une conférence entre les cinq puissances nucléaires (États-Unis, Union soviétique, France, Grande-Bretagne et Chine). Le gouvernement tchécoslovaque a indiqué qu'il soutiendrait l'initiative de M. Iulian, qui doit également se rendre à un symposium sur le désarmement en Suisse, puis à Berlin-Est et à Bucarest.

Les services de renseignement américain ont par ailleurs établi que les Soviétiques viennent d'installer en RDA de nouvelles fusées de type SS-20. Le premier de ces engins a pu être repéré à Bernsdorf, à une trentaine de kilomètres de la frontière polonoise. D'une portée d'environ 900 kilomètres, le SS-22 est considéré comme beaucoup plus précis que le SS-12, qu'il serait progressivement amené à remplacer. Il est équipé d'une seule ogive nucléaire. (AFP, AP.)

M^{me} LOUISE BEAUDOIN EST NOMMÉE DÉLÉGUÉE GÉNÉRALE DU QUÉBEC À PARIS

M^{me} Louise Beaudoin a été nommée déléguée générale du Québec en France, en remplacement de M. Yves Michaud, récemment désigné comme président de la Société du nouveau palais des congrès de Montréal (le Monde du 1^{er} décembre). A son tour, M^{me} Beaudoin a été nommée déléguée générale du Québec en France, en remplacement de M. Yves Michaud, récemment désigné comme président de la Société du nouveau palais des congrès de Montréal (le Monde du 1^{er} décembre). A son tour, M^{me} Beaudoin a été nommée déléguée générale du Québec en France, en remplacement de M. Yves Michaud, récemment désigné comme président de la Société du nouveau palais des congrès de Montréal (le Monde du 1^{er} décembre).

[Agée de trente-huit ans, M^{me} Beaudoin est une des personnalités du Parti québécois, dont elle a porté les couleurs aux élections législatives de 1976 et en 1979. Elle a dirigé le cabinet du ministre des affaires intergouvernementales de 1976 à 1981, puis a été chargée, au sein de l'administration québécoise, des relations avec la France. Elle s'est signalée, à différentes reprises, par de vigoureuses prises de position contre les autorités d'Ottawa, notamment lorsqu'il fut révélé, en août 1981, que des diplomates français s'étaient chargés de la séparation des documents relatifs à l'objet d'une surveillance particulière au cours des deux dernières présidences. M^{me} Beaudoin doit prendre officiellement ses fonctions le 5 mars prochain.]

AMÉRIQUES

LE BILAN DE M. REAGAN POUR L'ANNÉE 1983

« Les Etats-Unis sont en meilleur état et l'amélioration va se poursuivre »

Washington. - Peu d'hommes d'État dans l'histoire, sauf dans l'Antiquité peut-être, auraient pu déclarer sans somnolence dans le rôle : « Nous sommes les premiers, nous sommes les meilleurs et nous le sommes parce que nous sommes libres ». M. Reagan le peut. Il l'a fait, mercredi soir 25 janvier, dans son discours sur l'état de l'Union - parce que cet homme rompu aux manœuvres politiques possède en même temps une grande authenticité.

Il croit aux bienfaits de l'initiative individuelle et aux méfaits de l'État; il croit à l'Amérique et, lorsqu'il lance au Congrès réuni : « America is back » (« L'Amérique est de retour »), il est à l'évidence aussi satisfait que s'il retrouvait une jeunesse perdue.

Avant son discours, l'indice des valeurs industrielles de Wall Street, parti pour la hausse, avait soudain faibli, pour finir en repli de onze points. Une rumour, en effet, s'était répandue : le président ne se représenterait pas. Une telle hypothèse ne peut être écartée, puisque ce n'est que dimanche prochain que M. Reagan annoncera officiellement sa décision. Les investisseurs devraient pourtant être déjà rassurés, car le discours télévisé du président, qui était au mieux de sa forme, n'eût rien d'un testament, même glorieux.

En revanche, ce fut, pendant trois quarts d'heure, un panégyrique de l'œuvre accomplie, une résurrection de « l'esprit pionnier de l'Amérique », qui doit désormais viser sa « prochaine frontière » : l'espace. En donnant l'ordre à la NASA de lancer « au cours de la prochaine décennie » une station orbitale habitée permanente, le président a montré sa foi en l'Amérique (« Il faut jouer notre rôle d'aventurier »), sa foi dans l'industrie privée appelée à participer à l'aventure, sa foi enfin, dans l'aptitude des États-Unis à entraîner le monde derrière eux, tout en ignorant l'Union soviétique : « Nous voulons, dit le président, que nos amis nous aident à relever ce défi et en partagent les bénéfices. (...) Il s'agit de renforcer la paix, de développer la prospérité et d'étendre les libertés de la liberté à tous ceux qui adhèrent à nos objectifs ».

Le lyrisme d'un tel discours a évidemment l'avantage - néfaste - d'escamoter bien des problèmes mais derrière les ovations de rigueur, ceux-ci ont tout de même percé dans les réactions du Congrès. Par exemple, lorsque le président a dit que les « marines » « étaient à briser le cercle du désespoir au Liban », qu'il y avait un « espoir d'un Liban libre, indépendant et souverain », et qu'il fallait avoir « le courage de donner une chance à la paix », il a été accueilli par un silence de marbre. Quand il a dit qu'on ne pouvait laisser « le terrorisme soutenu par les États » « porter sur la volonté des États-Unis, il n'y a pas même eu un seul républicain pour l'applaudir.

A l'inverse, quand le président a affirmé : « Une guerre nucléaire ne peut être gagnée et ne doit jamais être livrée », républicains et démocrates ont applaudi à tout rompre. La prospérité tranquille ou le sacrifice des « marines » pour des enjeux lointains, la quiétude ou la tension dans les relations avec l'URSS sont les sujets qui dominent déjà la campagne, et cela se sent.

De notre correspondant

En attendant, et c'est là-dessus qu'insiste le président, les États-Unis sont « dans une bien meilleure situation » et « l'amélioration va se poursuivre ». Fort des excellents résultats de l'économie, M. Reagan oppose les années 70 aux années 80, celles qui ont débuté avec son mandat.

« L'Amérique est trop grande pour de petits rêves »

Hier, l'inflation galopait, les impôts « réduisaient la récompense du travail, de l'épargne et des risques pris ». « Nous avons perdu le respect de nos amis et de nos ennemis ». Aujourd'hui, le pays est gonflé d'optimisme et d'énergie renouvelée : « L'Amérique est trop grande pour de petits rêves ».

Demain, donc, c'est cette Amérique-là qu'il faudra continuer à restaurer, car elle seule (allusion à la minorité noire qui profite bien peu de la reprise) « peut offrir à tous, sans discrimination, le maximum de sécurité ». Oui, dit en substance M. Reagan, il faut réduire le déficit budgétaire (applaudissements des démocrates), mais il ne faut le faire (applaudissements des républicains) ni en augmentant les impôts ni en réduisant le budget de la défense, puisque seul l'État peut le prendre en charge; seulement en diminuant les dépenses publiques, car « l'État dépense trop ».

Autrement dit, sur ce sujet brûlant, M. Reagan ne cède pas d'un pouce à la pression des démocrates, de certains républicains et même de certains de ses conseillers économiques.

ques. Habilement, il propose aux démocrates qui porteraient la responsabilité d'un éventuel refus - de créer une commission bipartite chargée de pratiquer un minimum de coupes budgétaires, avec l'accord des deux partis. Il annonce une lutte contre le gaspillage et une réforme du système fiscal pour le rendre « équitable » et empêcher la fraude. Il demande aussi des amendements constitutionnels imposant l'équilibre budgétaire et lui donnant le pouvoir d'opposer son veto à un point quelconque de la loi de finances, sans avoir à rejeter la totalité du texte.

Unique concession électorale : la promesse d'une augmentation substantielle du budget de l'Agence pour la protection de l'environnement, systématiquement réduit jusqu'à présent. Pour le reste, il promet de défendre et de renforcer les « valeurs traditionnelles de notre communauté », c'est-à-dire la famille, l'ordre, la discipline, la liberté de prier à l'école, la qualité de l'enseignement et le droit des « enfants non nés », car il faut, « dans un esprit de compréhension, trouver des solutions à la tragédie de l'avortement ». Ce n'est pas cela qui va lui attirer le vote féminin, mais il est déjà bien compromis.

Selon le dernier sondage du New York Times, 57 % des Américains approuvent la politique du président et 32 % sont contre. Pourcentage à méditer : 27 % des Noirs approuvent la façon dont M. Reagan exerce ses fonctions. Si l'élection présidentielle avait lieu demain, il l'emporterait par 48 % des voix contre 32 % à M. Mondale, le candidat favori à l'investiture démocrate.

BERNARD GUETTA.

« Nous n'avons jamais été des agresseurs »

Il est significatif, d'ailleurs, qu'en politique étrangère, M. Reagan se soit borné à des considérations générales sur le pacifisme des États-Unis (« Nous n'avons jamais été des agresseurs »), sur la supériorité morale des démocrates et la nécessité pour les démocrates et les républicains d'agir ensemble en « Américains patriotes ».

Le reste a été traité brièvement. Aucun fléchissement n'est apparu dans les conceptions du président. M. Reagan estime qu'en Amérique centrale, il faut appliquer les recommandations de la commission Kissinger; il se félicite de la « force » des alliances européennes et asiatiques. Maintenant que « l'Amérique est plus sûre et plus forte » (...), il entend « saisir avec confiance les possibilités de paix » (avec l'URSS). Pour y parvenir, il faut, dit-il, des relations « plus stables » avec Moscou et une « réelle et durable réduction du niveau des armements ». Dans la matinée, M. Reagan avait réagi avec un prudent optimisme aux dernières déclarations de M. Andropov : « Je les accueille favorablement, avait-il dit, et je suis prêt à établir un dialogue » si les Soviétiques veulent parler. Mais, dans l'esprit de M. Reagan, c'est à Moscou de montrer maintenant sa bonne volonté. « Si votre gouvernement veut la paix », dit-il, « adressez-vous directement à la population de l'Union soviétique, il y aura la paix [car] nous pouvons ensemble construire avec foi et amitié un monde plus sûr et meilleur ».

LA GRAVITATION EXPERIMENTALE

par P. Tournenc et P. Teyssandier

D'ALEMBERT

par M. Paly

LA COMMUNICATION GESTUELLE

par P. Feyerherm et X. Seron

L'ORIGINE DES RETROVIRUS

par H. Temin

LA RECHERCHE

LA GRAVITATION EXPERIMENTALE

par P. Tournenc et P. Teyssandier

D'ALEMBERT

par M. Paly

LA COMMUNICATION GESTUELLE

par P. Feyerherm et X. Seron

L'ORIGINE DES RETROVIRUS

par H. Temin

transporter les modules de la future station, les astronautes qui les assembleront, puis ceux qui y vivront.

Le président Reagan a donc finalement franchi le pas et décidé de s'engager dans une entreprise qui ne se concrétisera, au mieux, qu'en 1992. D'ici là, il faudra définir le projet, lequel est encore bien vague; lever diverses options sur l'alimentation en énergie, ou le système de transport entre la station et les satellites qu'elle desservira. Il faudra aussi convaincre le Congrès d'accorder les crédits, ce qui est loin d'être acquis et négocier avec l'Europe sur une éventuelle participation. Les Européens gardent un mauvais souvenir de l'accord sur le Spacelab, laboratoire européen qui appartient maintenant en toute propriété à la NASA. Ils ont déjà fait savoir qu'ils n'apportent pas une contribution financière que si on leur donne des responsabilités et qu'on leur garantit une utilisation raisonnable du système.

MAURICE ARVONNY.

A TRAVERS LE MONDE

Brésil

● CENT CINQUANTE MILLE PERSONNES ONT MANIFESTÉ À SAO-PAULO. - Au moins cent cinquante mille personnes ont manifesté, le mercredi 25 janvier, à Sao-Paulo en faveur du rétablissement du suffrage universel pour l'élection du président de la République. Trois gouverneurs de l'opposition, MM. Franco Montoro (Sao-Paulo), Tancredo Neves (Minas-Gerais) et Lionel Brizola (Rio-de-Janeiro), ainsi que le président du Parti des travailleurs, le syndicaliste « Lula », ont participé à cette manifestation, qui fait partie d'une campagne commencée au début de l'année par la principale formation de l'opposition, le Parti du mouvement brésilien (PMDB). - (AP, AFP).

Afghanistan

● REMANIEMENT AU SEIN DE L'ARMÉE. - Le général Nazar Mohamed, qui commandait l'armée de l'air, a été nommé, le 7 janvier, chef d'état-major, en remplacement du général Bakht Jan, qui approchait de l'âge de la retraite. A son départ, le général Ghulam Qader Mikhail, chef adjoint de la police secrète, le Khad, devient chef d'état-major adjoint, et le général Nabi Azimi, de retour d'un cours de perfectionnement en URSS, est promu vice-ministre de la défense. Ces mesures ont pour objet de donner un nouvel élan à la lutte contre la résistance. - (Reuters).

Cambodge

● NOUVELLE RADIO ANTI-VIETNAMIENNE. - Les deux mouvements nationalistes de la coalition antiviétnamienne dirigée par le prince Sihanouk ont annoncé mardi 24 janvier à Bangkok le lancement officiel d'une radio, la Voix des Khmers : la troisième composante de la coalition, les Khmers rouges, disposaient déjà de sa radio. Le même jour, le prince Sihanouk a présidé la quatrième réunion du conseil des ministres du gouvernement de coalition en territoire cambodgien au cours de laquelle les trois composantes se sont déclarées « déterminées à maintenir leur unité dans tous les domaines ». - (AFP).

Grenade

● LE RETOUR DE SIR ERIC GAIKY. - Sir Eric Gaiky, l'ancien premier ministre de la Grenade, est rentré dans l'île le dimanche 22 janvier après cinq ans d'exil aux États-Unis. Il avait été renversé le 13 mars 1979 par Maurice Bishop lui-même assassiné le 19 octobre 1983. Sir Eric Gaiky a déclaré qu'il ne serait pas candidat aux élections prévues avant le fin de l'année.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS - Tél. MONDIPAR 69672 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER	
Algérie, 3 DA; Maroc, 4,20 dr.; Tunisie, 300 m.; Allemagne, 1,70 DM; Autriche, 17 sch.; Belgique, 28 F.; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA; Danemark, 6,50 kr.; Espagne, 110 pes.; E.-U., 95 c.; Grèce, 80 p.; Irlande, 85 p.; Italie, 1.500 L.; Liban, 375 P.; Lituanie, 0,350 Lt.; Luxembourg, 28 F.; Norvège, 8,00 kr.; Pays-Bas, 1,75 f.; Portugal, 85 esc.; Roumanie, 340 F CFA; Suède, 7,75 kr.; Suisse, 1,50 f.; Yougoslavie, 100 d.	

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Larumie, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bonin-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimeur : M. le Monde, 5, rue des Italiens, PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437 ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS	
3 mois	6 mois
FRANCE	FRANCE
341 F	605 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE
661 F	1.245 F
ÉTRANGER (par mandat)	ÉTRANGER (par mandat)
1. - BELGIQUE-LUXEMBOURG	1. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
381 F	685 F
2. - SUISSE, TUNISIE	2. - SUISSE, TUNISIE
454 F	830 F

Par voie aérienne : tarifs sur demande. Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre un chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les sous-projets en espèces d'importance.

LA RECHERCHE

LA GRAVITATION EXPERIMENTALE

par P. Tournenc et P. Teyssandier

D'ALEMBERT

par M. Paly

LA COMMUNICATION GESTUELLE

par P. Feyerherm et X. Seron

L'ORIGINE DES RETROVIRUS

par H. Temin

DOSSIER : LE PLOMB DANS L'ESSENCE

par E. Caplan, D. Petit et E. Picciotto

N° 152 - 22 F EN VENTE PARTOUT

OFFRE SPÉCIALE D'ABONNEMENT

Un an : 189 F au lieu de 242 F *

Étranger : un an 215 FF

Je souscris un abonnement d'un an (11 n°) à LA RECHERCHE au prix de 189 F (TTC) au lieu de 242 F*

Nom :

Prénoms :

Adresse :

Code postal :

A retourner accompagné de votre règlement à LA RECHERCHE, 57, rue de Seine, 75006 Paris.

Abonnement Belgique : Soumillion S.P.R.L., Avenue Massenet 28 1190 Bruxelles

* Prix de vente au numéro.

EUROPE

Italie

M. Craxi a exposé devant le Parlement les principes du nouveau concordat

De notre correspondant

Rome. - Le Sénat a approuvé, à une large majorité, mercredi 25 janvier, un document autorisant le gouvernement italien à poursuivre ses négociations avec le Saint-Siège, en vue de la signature d'un nouveau concordat. La Chambre des députés devait se prononcer ce jeudi.

Le président du conseil, M. Craxi, n'a pas présenté au Parlement le texte de l'accord mais les principes fondamentaux qui sont à la base des treize ou quatorze articles du nouveau concordat. Ayant obtenu l'approbation des deux Chambres, il sera à même de poursuivre les négociations qu'il mène personnellement et qui pourraient aboutir dès le mois prochain.

Cette négociation, qui, comme l'a souligné M. Craxi, vise à donner « une nouvelle dimension aux rapports entre l'Etat et l'Eglise », met fin à un régime reconnu par tous comme inadéquat, anachronique et non conforme à l'évolution des temps. « Je suis convaincu qu'une conclusion positive est désormais possible », a affirmé M. Craxi.

La retransmission en direct à la télévision du discours du président du conseil devant le Sénat témoigne du caractère historique d'un événement qui marque en un certain sens la fin des accords du Latran. Il s'agit, en effet, a souligné le président du conseil, de consolider les rapports entre l'Etat et l'Eglise dans le cadre d'une séparation de type moderne qui, en tant que telle, exige non pas des barrières anachroniques et un monopole des consciences, mais un Etat laïc dans lequel les citoyens, sans distinction de croyance et en pleine liberté, puissent toujours faire des choix religieux en pleine conscience.

L'étude d'une réforme du concordat, signé en 1929 par Mussolini et connu sous le nom des accords du Latran, est, en fait, à l'ordre du jour depuis près de dix-sept ans. Malgré la chute, seize ans après leur signature, du régime fasciste et l'entrée en vigueur d'une Constitution républicaine mettant fin à la monarchie, les accords du Latran ont continué à constituer le cadre juridique des rapports entre le Vatican et l'Etat italien ; auparavant, en effet, le Saint-Siège ne reconnaissait ni l'annexion de Rome ni la confiscation des biens de l'Eglise réalisée au lendemain de l'unification de la péninsule.

Huit années de négociations

Cependant une certaine ambiguïté était apparue. D'un côté, aux termes de la Constitution, il y avait séparation de l'Eglise et de l'Etat, mais de l'autre, les accords du Latran faisaient du catholicisme une religion d'Etat. L'article premier du nouveau concordat doit lever toute ambiguïté : le religion catholique ne sera plus la religion d'Etat en Italie. D'une manière significative et afin de souligner le caractère pluraliste des rapports que l'Etat entend entretenir avec la foi en général, M. Craxi a présenté par ailleurs un

projet d'accord avec l'Eglise vandoise (protestante).

Au cours des huit années de négociations proprement dites se sont succédées une dizaine de gouvernements et ont été rédigés plusieurs projets de nouveaux concordats cherchant à tenir compte de l'évolution de l'Eglise et de la société italienne (le concile Vatican II, les réformes sur le divorce et l'avortement en marquant certains grands tournants), mais sans qu'on parvienne à entrer véritablement dans la phase finale des négociations : la dernière fois que fut présenté un projet au Parlement, ce fut en 1978, sous un gouvernement Andreotti. C'est, en fait, sur la sixième mouture de nouveau concordat que devra, cette fois, se prononcer le Parlement.

Les négociations entre l'Italie et le Vatican avaient été suspendues après l'affaire du Banco Ambrosiano, pendant l'été 1982, et reprises en novembre dernier. Le nouveau projet est, en substance, le fruit des efforts des gouvernements précédents. Le mérite de M. Craxi, partant de l'acquis des négociations antérieures, est d'en avoir tiré une proposition nouvelle qui paraît avoir débarrassé la question : le concordat ne devant être qu'une sorte d'accord-cadre réduisant aux points essentiels, aux lignes de force sur l'indépendance et la souveraineté, et laissant, en revanche, à des négociations annexes et ponctuelles le soin de régler les problèmes spécifiques. Une formule qui évite la rigidité des accords de 1929. Le second mérite de la proposition de M. Craxi, notamment aux yeux des partis laïques et, dans une certaine mesure, des communistes, tient aux dispositions concernant le statut des établissements catholiques et l'enseignement religieux dans les écoles. La question centrale qui concerne les établissements catholiques est celle du statut fiscal particulier qui leur était reconnu par les accords du Latran. Il est prévu qu'une commission mixte devra, en six mois, recenser les établissements de l'Eglise, fixer leur statut et proposer des révisions de charges revenant à l'Etat, avant la ratification du concordat avec le Parlement.

En revanche, une autre question semble toujours posée, celle du « supplément de prébende » versé par l'Etat italien aux prêtres. Aux termes de l'accord financier (et des accords du Latran), signé par Mussolini, l'Etat italien s'était engagé à verser au Vatican 750 millions de lire et à lui remettre des bons du Trésor pour une valeur de 1 milliard. En outre, les prêtres étaient inclus dans le budget de l'Etat un certain montant destiné aux revenus du personnel ecclésiastique. C'est ainsi qu'au budget 1984 a été inscrite une somme de 271 342 millions de lire qui servent, en partie, au paiement du « supplément de prébende ». Le second point épineux du nouveau concordat concerne l'enseignement religieux dans les écoles. Le nouveau texte le rendrait facultatif dans « un souci de respect de la liberté de conscience et de la responsabilité éducative des parents ».

Sur un dernier point, le mariage, un accord existait déjà depuis l'arrêt de la Cour constitutionnelle de janvier 1982, qui établit une distinction nette entre mariage civil et mariage religieux.

PHILIPPE PONS.

Grande-Bretagne

LES SYNDICATS BANNIS DU CENTRE D'ECOUTES DE CHELTENHAM

Londres (AFP, UPI). - Le gouvernement britannique a décidé d'interdire aux sept mille employés du centre d'écoutes et de communications secrètes de Cheltenham de se syndiquer. Cette décision a été annoncée, mercredi 25 janvier, aux Communes par le secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, qui a invoqué « les intérêts de la sécurité nationale ». Sir Geoffrey a ajouté qu'il s'agissait d'empêcher le déclenchement de grèves, comme celles qui s'étaient produites à Cheltenham entre 1979 et 1981, et il a nié que cette décision ait été prise à la demande des Etats-Unis, qui sont associés à l'utilisation du centre de Cheltenham.

Selon certains commentateurs britanniques, les syndicats de Cheltenham auraient menacé d'appeler à la grève pour protester contre l'introduction, à titre d'essai, de détecteurs de mensonges destinés à contrôler le personnel.

Sir Geoffrey a annoncé au Parlement que les employés de Cheltenham recevraient une prime de 1 000 livres pour le démantèlement de l'interdiction qui leur est faite désormais de s'affilier à un syndicat.

Le centre de Cheltenham est chargé d'intercepter les communications civiles, militaires et diplomatiques de l'Europe de l'Est, de la partie européenne de l'URSS, du Proche-Orient et de l'Afrique.

Danemark

LE NOUVEAU PARLEMENT S'EST REUNI EN PRESENCE DE M. GLISTRUP, CONDAMNÉ A TROIS ANS DE PRISON

(De notre correspondant)

Copenhague. - Le Parlement danois s'est réuni mardi 24 janvier, sa première séance. Fait sans précédent : parmi les cent soixante-dix-neuf députés présents était assis M. Mogens Glistrup, fondateur du Parti du progrès (contre les impôts sur le revenu) qui est censé purger, depuis le 31 août 1983, une peine de prison de trois ans pour fraude fiscale. M. Glistrup a en effet retrouvé le mandat qu'il détenait en permanence depuis dix ans. On s'attendait que, d'ici à la fin de la semaine, une majorité de membres du Folketing (la Chambre unique du Parlement danois) lèvent son immunité et le renvoient à sa geôle des environs d'Elsinore, où le personnel a cependant déclaré refuser désormais de l'accueillir (il avait accusé ses gardiens de l'avoir brutalisé et empêché de sortir alors qu'il était déjà élu).

Cette première réunion s'est, par ailleurs, déroulée sans incident, au soulagement général, les dirigeants sociaux-démocrates ayant persuadé l'un de leurs candidats malheureux, le syndicaliste Hans Joergen Jensen, de ne pas s'installer dans l'hémicycle comme il en avait initialement l'intention. M. Jensen avait, plusieurs jours après la proclamation officielle de son élection, appris qu'il devait céder la place à un concurrent libéral, à cause d'une erreur technique d'écritures, et il conteste vivement ce verdict.

M. Schlöter, chef de la coalition quadripartite centre droit, au pouvoir depuis septembre 1982, a fermement souligné son intention de continuer la politique de redressement de son gouvernement et annoncé que, dès ce mercredi, le ministre des Finances présenterait à nouveau, sans aucune modification, le projet de budget 1984 que la Chambre précédente avait rejeté le 15 décembre - ce qui avait entraîné ce scrutin anticipé.

C. O.

• M. Arkhipov à l'Elysée le 31 janvier. - M. Ivan Arkhipov, premier vice-président du conseil des ministres de l'Union soviétique, qui doit faire une visite officielle à Paris du 29 janvier au 3 février (le Monde du 24 janvier), sera reçu à l'Elysée par M. Mitterrand le mardi 31 janvier dans l'après-midi. Commentant cette visite, l'agence Tass a estimé, mercredi 25 janvier, qu'elle serait certainement de nature à relancer la coopération bilatérale et les relations commerciales entre Paris et Moscou. - (AFP, AP).

Israël

La Knesset a fait un accueil glacial au chancelier Kohl

De notre correspondant

Jérusalem. - Le chancelier ouest-allemand, M. Helmut Kohl, a consacré sa visite en Israël, mercredi 25 janvier, dans une ambiance toujours aussi glaciale. Les promesses de vente d'armement faites par Bonn à l'Arabie Saoudite pesaient sur une visite qui semble laisser l'homme de la rue totalement indifférent.

Lorsque M. Kohl fit son apparition devant la Knesset, aucun député ne prit la peine de se lever ou de l'applaudir. Un député de l'opposition travailliste, M. Menahem Ha-cohen, a même apostrophé le président de la Chambre en lui reprochant de ne pas avoir ouvert la séance - boycottée par six élus - avec une parole « à la mémoire des disparus ». Il brandit une pancarte portant une prière biblique et une photo d'un camp de concentration, avant de se faire rappeler à l'ordre.

Le ministre israélien de la Défense, M. Moshe Arens, a réaffirmé, mercredi, l'opposition catégorique de Jérusalem au contrat envisagé par Bonn et à sa coopération militaire avec Ryad. « Un pays, a déclaré M. Arens, qui se dit membre de la communauté libre et démocratique au même titre qu'Israël, ne peut, pour des raisons commerciales, mettre des armements modernes à la disposition d'une armée en guerre avec nous. Notre argument est simple et juste. Nous nous opposons au renforcement militaire des pays qui renforcent leur coopération avec nous, et c'est le cas de l'Arabie Saoudite. Il n'y a rien de plus légitime et de plus sérieux ».

Pendant les discussions parallèles devant le ministre d'Etat allemand aux affaires étrangères, M. Alois Mertens, et le directeur du ministère israélien des affaires étrangères, M. David Kimche, ce dernier a rappelé que l'armée israélienne avait, en 1982, mis la main au Liban sur du matériel militaire d'origine américaine fourni à l'OLP par l'Arabie Saoudite. Pour Jérusalem, Ryad n'est en rien la capitale d'un « pays modéré » dans le conflit au Proche-Orient. On souligne ici que l'Arabie

Saoudite avait, en avril 1982, accordé à l'OLP un prêt de 250 millions de dollars pour l'achat de missiles à plusieurs pays d'Europe de l'Est.

La presse israélienne ne cesse de rappeler l'Allemagne à ses responsabilités à coup d'éditoriaux et de caricatures féroces. L'une d'elles, publiée dans Maariv, montre le chancelier Kohl quittant l'Allemagne salué par les vétérans de la Waffen SS - dont l'organisation vient d'être légalisée à Bonn - et débarquant en Israël accueilli par d'anciens déportés revêtus de leur pyjama rayé. « Les enfants allemands, écrit Maariv, ne sont pas coupables des péchés de leurs parents. Mais nous ne devons pas permettre au peuple allemand de rayer l'holocauste de sa conscience collective ».

Pour sa part, le Jerusalem Post souligne que « M. Kohl a rompu avec la tradition allemande qui consistait à ne pas vendre d'armes aux ennemis d'Israël. (...) L'Allemagne n'est pas obligée de dire amen à tout ce que nous faisons, mais il est un domaine, celui de notre sécurité, où elle doit s'imposer la plus grande retenue ».

L'avenir des Palestiniens est un autre sujet de discordance entre Allemands et Israéliens. Rappelant l'attachement de son pays au principe de l'autodétermination des Palestiniens, exprimé à Vienne en juin 1980, M. Kohl a invité M. Shamir à saisir toutes les initiatives de paix. Le premier ministre israélien a répondu que les accords de Camp David sont le seul chemin conduisant à la paix, et rejeté toutes les propositions de règlement formulées depuis lors et qualifiées d'« unilatérales », qu'il s'agisse de la déclaration de Vienne, du plan Reagan ou du plan de Rabin. Ce dernier, a dit M. Shamir, « ne fait que reprendre le plan de l'OLP d'élimination d'Israël par étapes en le ramenant d'abord dans ses frontières de 1967 ».

J.-P. LANGELLIER.

OFFICIERS MINISTÉRIELS

VENTE sur saisie-immobilière au Palais de Justice d'EVRY (91) MARDI 14 FÉVRIER 1984, à 14 h.
UN PAVILLON
RUE DES VIGNES, n° 20
à ETRECHY (91)
Mise à Prix : 50 000 F
Cons. préalable indispensable pour enchérir par chèque cert. ou en espèces.
Renseignements : M. AKOUN à TRUXILLO, Av. ass. à EVRY (91), 4, Boulevard de l'Europe. Téléphone : 079-39-45.

ET VENTES PAR ADJUDICATION

POUR CETTE RUBRIQUE, S'ADRESSER
7, rue Ste-Anne
75001 PARIS
261.51.52

Vente s/sais. Palais de Justice de Pontoise (95), 9 févr. 1984 à 14 h.
MAISON D'HABIT. A PRESLES (95) 7 à 15 es. M. à P. : 80 000 F
128, rue A. PRACHAY avec COUR et JARDIN, 25 000 F (ch. cert.)
Rens. : M. BUISSON, Avocat T. 032-31-62
29, rue Pierre Buzin à Pontoise (95)

VENTE au Palais de Justice à PARIS, le JEUDI 16 FÉVRIER 1984, à 14 h.
UN APPARTEMENT DE TROIS PIÈCES
au deuxième étage, C.AVE, dans un immeuble sis à
PARIS (18^e), 4, rue Yvonne-Le-Tac
MISE A PRIX : 70.000 FRANCS
S'adr. à M. Jean NOUËL, avocat à Paris (7^e), 26, bd Raspail, tél. 544-10-33.

Vente au Palais de Justice de CRÉTEIL, le JEUDI 9 FÉVRIER 1984 à 9 h 30
EN UN SEUL LOT : UN
PAVILLON à VITRY-SUR-SEINE (94)
115, avenue Paul-Vaillant-Couturier et 175, avenue André-Maginot
Mise à prix : 200.000 F
S'adresser pour tous renseignements à la S.C.P. d'avocats GRANUT, CHRESTEIL, BRILLATZ, BARSU, RIBADEAU-DUMAS (M^e Serge Brillat), 18, avenue Bugaud 9116 Paris. Tél. 721-09-04. Et à tous avocats postulant près les Tribunaux de Grande Instance de CRÉTEIL, PARIS, NANTERRE et BOBIGNY.

VENTE s/subrogation de saisie immob. Palais de Justice Paris
LE JEUDI 9 FÉVRIER 1984, à 14 heures
UN APPARTEMENT compt. 4 P. princ. au 1^{er} ét., C.AVE
4, RUE ROQUEPINE, PARIS-8^e
PARKING, dans un immeuble sis
MISE A PRIX : 520.000 F
S'adr. M^e B. LEOPOLD-COUTURIER, avocat, 14, r. d'Anjou, PARIS-8^e.
Tél. : 265-92-75. M^e BOUSQUET, avocat, 3, r. Anatole-de-la-Forge, PARIS-17^e. Ts avocats près Trib. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil.
Sur les lieux pour visiter.

Vente sur surenchère du dixième au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 9 FÉVRIER à 14 heures, EN UN SEUL LOT
UN APPARTEMENT DE 2 PIÈCES
principales au 1^{er} étage du bâtiment A avec cave et 2 empl. de voit.
DANS UN ENS.
IMMOBILIER
à PARIS-7^e
32 ET 34, RUE SAINT-GUILLAUME
MISE A PRIX : 1 101 100,00 FRANCS
S'adr. à M^e Denis TALON, avoc. à Paris-1^{er}, 20, quai de la Mégisserie. Tél. : 236-59-25. SCP GASTINEAU - MALANGEAU - BOITELLE-COUSSEAU, avoc. ass. à Paris-1^{er}, 29, rue des Pyramides. Tél. : 260-46-79. A ts avoc. près les T.G.I. de PARIS, BOBIGNY, NANTERRE et CRÉTEIL.

Vente judiciaire après liquidation des biens sur baisse de mise à prix au Palais de Justice à PARIS le JEUDI 9 FÉVRIER 1984 à 14 heures
ENSEMBLE IMMOBILIER
à USAGE INDUSTRIEL ET D'HABITATION
le tout d'une contenance de 5 HECTARES 13 ARES 87 CENTIAIRES
sur les communes de
VAL et CHATILLON et PETITMONT
(Meurthe-et-Moselle)
ENTIÈREMENT LIBRE - MISE A PRIX : 250.000 FRANCS
S'adresser à M^e H. AMBROISE-JOUVION, avocat à PARIS-16^e, 160, rue de la Pompe. Tél. : 727-32-39 + M^e A. CHEVRIER, syndic à PARIS-5^e, 16, rue de l'Abbé-de-l'Épée. Au Greffe du T.G.I. de PARIS où le cahier des charges est déposé. Et sur les lieux pour visiter.

10^e numéro Revue d'études Palestiniennes

IBRAHIM ABU LUGHOD Fragments d'une mémoire palestinienne

« Un rêve, un seul, me revient parfois la nuit. Mais c'est un cauchemar... Je me vois habitant au bord de la mer - notre maison à Jaffa donnait sur la mer. Un cambrioleur essaie d'ouvrir la porte et moi, j'essaie de l'en empêcher... La porte reste ainsi toujours entrouverte et le cauchemar se répète sans jamais trouver de solution. »

MOURAD HAÏM WAHBA L'identité déchirée

Impression d'un écrivain juif égyptien sur son voyage en Israël.

Le n° 45 F - Abonnement 1 an (quatre numéros), 140 F
Étudiants (sur justificatif), 110 F
Réglement en un des Editions de Minuit (CCP Paris 180-43 J)
Revue trimestrielle publiée par l'Institut des Etudes palestiniennes
Diffusion : les Editions de Minuit - 7, rue Bernard Laffont - 75006 Paris



FINLANDE

L'amour du ski profondément

Grands espaces vierges, randonnées solitaires ou en groupe, promenades en traîneaux tirés par des rennes, ski à la ferme ou depuis votre chalet : en Finlande, vous savourez votre amour du ski. Profondément.

Pour recevoir notre brochure aux mille idées neige et ski de fond, retournez le coupon-réponse à :

Office National du Tourisme de Finlande
13, rue Auber, 75009 PARIS - Tél. : 266.40.13.

Nom : _____

Adresse complète : _____

مركز الامم المتحدة

AFRIQUE

LE DÉVELOPPEMENT DU CONFLIT TCHADIEN

Plusieurs rafales de SAM-7 contre deux avions à très basse altitude

Après la perte d'un avion Jaguar, mercredi après-midi 25 janvier, Paris a envoyé à N'Djamena des renforts, notamment plusieurs appareils de même modèle venus du Gabon, où ils étaient stationnés en deuxième échelon de l'opération Manta déclenchée en août dernier et même depuis une base de l'armée de l'air en France. Le dispositif militaire français au Tchad a été renforcé et le déplacement de la colonne attaquante, dans le nord du pays, continuait d'être suivi, ce jeudi matin 26 janvier, grâce à des données à distance qui avaient permis, précédemment, aux militaires français d'être renseignés sur les résultats du raid contre Zigué.

C'est, en effet, mardi soir 24 janvier qu'une colonne de dix-huit véhicules, transportant une centaine de combattants venus du nord du Tchad, a attaqué un poste des Forces armées nationales tchadiennes (FANT), situé à Zigué, au nord de Mao, en arrière de la ligne « verte » de la zone de non intervention. Les forces françaises à l'instar des détachements de sa force Manta (soit, au total, deux mille huit cents hommes). Cette position de Zigué est tenue par les seules forces de l'armée régulière tchadienne de M. Hissène Habré. La colonne attaquante utilisait des matériels soviétiques aux couleurs libyennes sans qu'on puisse indiquer,

à Paris, si ses effectifs étaient composés de « coalisés » fidèles à M. Goukouni Oueddei, de Libyens, voire de partisans de la Légion islamique recrutée par Tripoli.

En se repliant après l'attaque, la colonne s'est éloignée avec elle treize soldats du FANT, une gynécologue et un médecin « tropicaliste » belges de Médécine sans frontières, ainsi qu'un ressortissant américain, en mission d'assistance technique militaire.

Des missiles mobiles et maniables

Mardi 25 janvier, en fin de matinée, le général Jean Pol, qui commande la force Manta à N'Djamena, a demandé l'autorisation à Paris d'envoyer une mission de reconnaissance aérienne et de dissuasion au-dessus de la zone « rouge », cette zone de 70 kilomètres de profondeur au nord de la ligne « verte » de la zone de non intervention, à l'intérieur de laquelle la France a fait savoir qu'elle y protégerait des intérêts tchadiens menacés. La mission a été autorisée, et deux vagues d'avions de combat Jaguar ont été envoyées.

C'est peu avant le crépuscule que les Jaguar ont repéré la colonne lors

d'une navigation à basse altitude. Aussitôt, des véhicules de commandement (command-car), sur lesquels avaient été installés des missiles SAM-7 de fabrication soviétique, se sont mis en batterie et ont ouvert le feu sur les Jaguar, qui n'étaient pas pris l'initiative d'un tir en raison de la présence, à bord de véhicules Toyota, des seize personnes prisonnières.

Un engagement limité a alors eu lieu entre les SAM, tirés du sol, et deux avions Jaguar. L'un des deux appareils de l'armée de l'air française a été atteint et, malgré le bon fonctionnement de son siège éjectable, le parachutiste du pilote, dont l'identité n'a pas encore été révélée, ne s'est pas ouvert, entraînant la mort de l'aviateur français. Lors de cet engagement, une dizaine de véhicules de la colonne ont été détruits, parmi lesquels quatre command-car porteurs de SAM et trois camions-citernes.

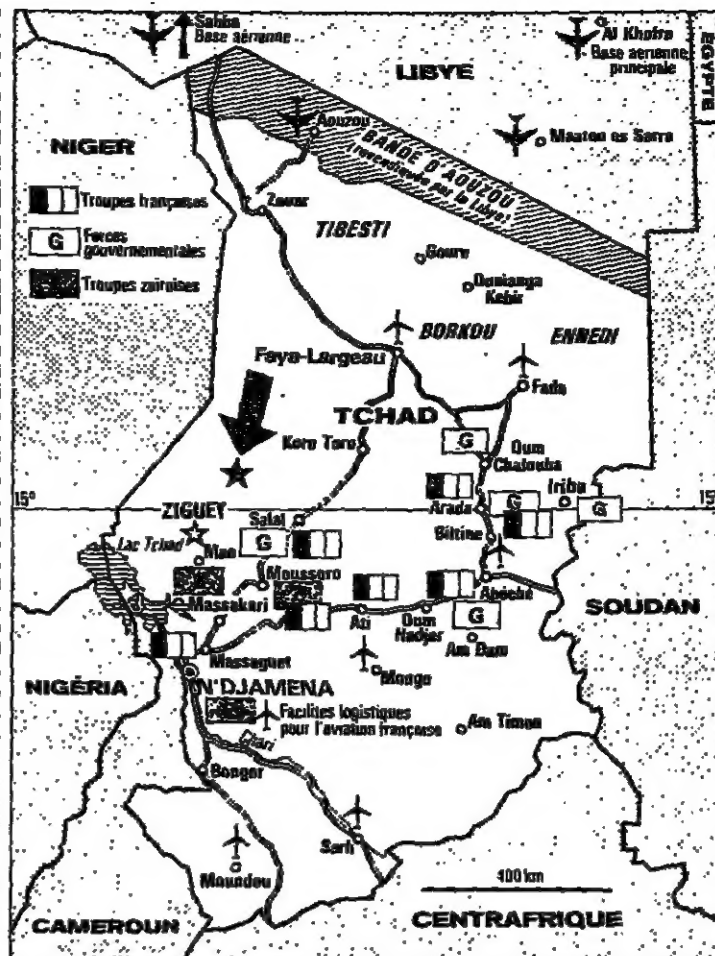
Selon des renseignements de très bonne source à Paris, l'attaque des SAM-7 - qui sont des missiles mobiles, maniables, contre avions à très basse altitude, et d'un emploi facile ne nécessitant pas un long apprentissage - a eu lieu en fin d'après-midi, la nuit tombée, afin que les derniers rayons du soleil pour ajuster le lancement du missile, tandis que la proximité du crépuscule

limite la possibilité d'organiser une contre-attaque aérienne. Un avion Mirage F-1 a également été touché, mais il a pu regagner N'Djamena.

Dans les basses couches de l'atmosphère (moins de 2 000 mètres), le SAM-7 est attiré par l'infrarouge et, en particulier, par le réacteur d'un avion dont le pilote ne peut obtenir son salut qu'en accélérant en piqué - au besoin en employant le post-combustion dégage par le moteur - au risque d'accroître sa vulnérabilité à basse altitude. Dans le cas présent, il semble que plusieurs rafales de SAM-7 ont été dirigées contre les deux Jaguar de reconnaissance, ce qui limite les chances de survie.

On ne s'explique pas encore, en revanche, pourquoi le parachute du siège éjectable de l'un des deux Jaguar ne s'est pas ouvert comme prévu. Il existe, aujourd'hui, peu d'incidents de fonctionnement du siège éjectable, et on conçoit volontiers, dans les milieux compétents, que la destruction de l'avion par un missile SAM ait endommagé partiellement le système d'éjection, à moins que, du fait du vol en rase-mottes du Jaguar, le séquence d'ouverture du parachute ait été exécutée de manière trop aléatoire.

JACQUES ISNARD.



La flèche désigne l'endroit (marqué par une étoile noire) où le Jaguar a été abattu. L'atterrissage de deux Belges et d'un Américain s'est produit à Zigué (indiqué par une étoile blanche). La « ligne rouge » correspond approximativement au quinquantième parallèle.

SOUS LA PROTECTION MILITAIRE FRANÇAISE

M. Hissène Habré est parvenu à remettre en marche les rouages essentiels de l'Etat

Revenu du Tchad peu avant la perte d'un Jaguar de l'armée de l'air, notre envoyé spécial expose comment le président Hissène Habré tire parti du bouclier militaire français pour la remise en ordre d'un Etat assailli de la région septentrionale et assailli par plus de vingt années de désordres et de combats.

N'Djamena. - Une compagnie de soldats « sudistes » ralliés à récemment pris les quartiers dans la capitale tchadienne alors que de sévères mesures de sécurité y étaient ordonnées à la suite de renseignements faisant état de l'infiltration de commandos terroristes. Dans le Sud, la récolte de coton - principale richesse du pays - est interrompue, et son ramassage s'est effectué, jusqu'ici, dans de mauvaises conditions en dépit de quatre incidents. Bien qu'attendu, l'écho des pourparlers d'Addis-Abeba contribue à renforcer la lassitude générale de la guerre. Entre-temps, dans les lieux concernés, on s'inquiète du vide créé par le mort d'Ibrahim Mikine, l'ancien « numéro deux » du régime.

Ces faits ont beau paraître sans lien direct, leur addition montre à quel point, dans l'incertitude actuelle, il est difficile de remettre en route un Etat à la fois désorganisé et assailli. Au sud de la « ligne rouge », la présence militaire française, cantonnée dans la zone sahélienne, centre du pays - joue également un rôle de dissuasion. Elle assure un calme provisoire et ne constitue pas, de toute façon, une garantie sur l'avenir. Les gens le savent, ce qui explique l'attente d'attente que le régime de M. Hissène Habré tente, au mieux, de dissiper.

Les ralliements dans le Sud

Les ralliements, dans le Sud, de dissidents des FAT - les anciennes forces armées tchadiennes du lieutenant-colonel Kamougué - fournissent, dans leur ambiguïté, un bon exemple de ces difficultés. En août et septembre 1982, des éléments des FAT se sont sans doute ralliés aux FAN - forces armées du Nord, de M. Hissène Habré - et les ont même aidés à s'assurer le contrôle de cette partie riche et peuplée du pays.

Mais des unités entières des FAT ont fui en brousse, et certaines sont même passées en Centrafrique. « Il y a eu un manque de tact de la part des FAN », explique, à sa façon, M. Gouara Lasso, lui-même sudiste, ancien chef d'état-major des FAN et toujours membre du très influent CC-FAN (conseil de commandement), qui préside M. Hissène Habré et qui regroupe ses plus fidèles compagnons.

En 1983, la situation s'est dégradée dans le Sud. M. Gouara Lasso reconnaît qu'il y a même eu des heurts, brulés et pillés par les forces de l'ordre. Le 12 septembre, raconte-t-il, les dissidents ont reçu « des livraisons d'armes libyennes qui ont sans doute transité par un pays voisin ». Pour N'Djamena, vite au courant de ce développement, il devenait urgent de réagir. Des mesures ont aussitôt été prises pour tenter de rallier des rebelles.

Le 22 septembre, M. Djidjingar, ministre d'Etat chargé de l'agricul-

ture, également originaire du Sud, a commencé à sillonner la région pour tenter de négocier ces ralliements. Des contacts ont été établis, et cinquante-cinq jours de discussions, à Bodo, petite localité située au sud-est de Doba, dans la province du Logone oriental, ont permis d'aboutir à un accord. Commandos « verts » et « rouges » se sont « ralliés à l'abîme », c'est-à-dire en unités constituées et avec leurs armes. Entre-temps, M. Ibrahim Debi, le jeune commandant en chef de la nouvelle armée nationale - les FANT, ou forces armées nationales tchadiennes, dont les « combattants » FAN demeurent le noyau le plus opérationnel, - a fait plusieurs voyages dans le Sud, notamment pour imposer davantage de discipline parmi les éléments des FAN en garnison dans les principales villes. Des ralliements ont eu lieu par centaines, et des officiers des anciennes FAT ont même été reçus, à N'Djamena, par le président Hissène Habré.

Dans ce type d'accommodement, rien n'est jamais définitivement acquis. « Ces soldats », explique M. Gouara Lasso, « ne perdent pas leur identité, ils restent libyens ». L'ennemi, en outre, qu'il reste encore quatre cents ou cinq cents dissidents dans le maquis, dans la province du Logone occidental. Pour éviter de nouveaux incidents, il va donc falloir rassurer les ralliés, destinés à être intégrés au sein des FANT. Il faudra leur faire une place, les nourrir et les payer, éviter les brimades et les incidents.

En résumé, si la priorité demeure, pour N'Djamena, l'installation de l'armée libyenne au nord de la « ligne rouge », l'élargissement de l'assise du régime est vital. La consolidation des ralliements serait le meilleur moyen de mettre un terme à la « subversion » dans le Sud, de renforcer la paix publique - notamment en mettant un frein au banditisme armé en dehors des villes - et d'assurer de meilleures récoltes. Avant l'été 1982, replié sur lui-même, le Sud a vécu deux années de gabegie et même, sur la fin, d'anarchie. La crainte de voir revenir ces jours sombres devrait jouer en faveur du nouveau régime, à condition qu'il sache l'exploiter.

La lutte contre la corruption

De façon générale, dans l'impasse actuelle des négociations, M. Hissène Habré entend profiter de la protection militaire française - qui ne sera pas éternelle - pour tenter de restaurer un Etat et non d'en dilapider les fonds, ainsi que l'avaient fait ses prédécesseurs, les « coalisés » de M. Goukouni Oueddei, aujourd'hui réfugiés dans le Tibesti, sous protection libyenne, ou exilés à l'étranger.

M. Ibrahim Mahamat Etou, ministre rattaché à la présidence, contrôleur d'Etat, tient à son image de marque. Il s'est fait une réputation de « Saint-Just » à fouiller les comptes de l'administration et des sociétés d'Etat. A titre d'exemple, les deux derniers directeurs des hôtels de N'Djamena, le Chari et la Tchadienne, sont en prison. Le patron de la STEE - Société tcha-

diennne des eaux et de l'électricité - ainsi qu'une bonne partie de sa direction ont été écartés.

Autre signe révélateur : on peut voir aujourd'hui, à N'Djamena, un petit nombre de « combattants » FAN en uniforme kaki, épaulettes vertes, bérets rouges et cravates noires. C'est une « petite révolution », pour reprendre l'expression d'un officier français qui les connaît bien, quand on songe à la tenue habituelle et aux turbans des FAN, à N'Djamena comme dans le désert. On songerait même à introduire dans leurs rangs, mais à plus long terme, une hiérarchie militaire plus classique alors qu'ils ont encore l'habitude de vivre par petits groupes autour de chefs sans galons.

D'un autre côté, certains rouages essentiels de l'Etat se sont remis à fonctionner. Depuis plus d'un an, un conseil des ministres se réunit le jeudi dans la capitale. Pendant les trente derniers mois de l'ancien régime de M. Goukouni Oueddei, les quelque douze mille fonctionnaires du pays n'avaient perçu que l'équivalent de sept mois de salaires. En 1983, ils ont pratiquement tous touché des demi-salaires, tous, parfois, quelques gros retards en province. Les mieux lotis sont les employés municipaux de N'Djamena, qui perçoivent des salaires pleins.

Le budget rétabli

Pour la deuxième fois consécutive, un budget a été établi pour 1984. Compte non tenu des dépenses militaires, il prévoit quelque 12 milliards de francs CFA de dépenses pour environ 10 milliards de francs CFA de recettes, correspondant au quarantième de celui du Cameroun voisin, beaucoup plus riche mais géré plus sagement. Il demeure donc bien modeste. Mais il a d'autant plus le mérite d'exister que les archives de l'Etat ont été détruites entre 1978 et 1982 et que, fait exceptionnel, les organismes financiers internationaux renoucent à tenter d'évaluer le produit national brut du Tchad et l'évolution du coût de la vie.

Ce qui est vrai sur le plan politique et militaire l'est également sur le plan économique : les « des » n'étant pas jadis, les investissements étrangers sont pratiquement inexistant. Un temps suspendus par les combats, des programmes de reconstruction ont repris. Les fonds du cinquième FED (1980-1985) ont été décaissés en 1983, ce qui permet d'aider le développement rural (environ la moitié des 36 millions de dollars concernés) et de remettre notamment en état l'axe principal du Sud routier de N'Djamena-Sahr-Moundou-Léré. La CEE (Communauté économique européenne) va également, en 1984, participer à la reconstruction progressive de la capitale qui avait été à 30 % détruite.

L'autre principal donateur est l'Etat français, qui fournit en particulier une aide budgétaire d'environ 3 milliards de francs CFA. Mais le déficit céréalier - de 260 000 tonnes en 1983 - devrait encore se situer entre 136 000 tonnes et 160 000 tonnes en 1984. Le système bancaire, de son côté, se remet en place mais l'argent

circule mal et les rentrées d'impôts directs ne représentent même pas le dixième des 7 milliards de francs CFA récupérés par le Trésor l'an dernier.

L'agriculture en progrès

En revanche, la production agricole a nettement progressé. Cultures vivrières, mil et sorgho ont augmenté de 8 % en 1983 par rapport à l'année précédente. La récolte de coton de la campagne 1982-1983 a été de 43 % supérieure à celle de 1981-1982, et celle de cette saison, qui bénéficie de la très bonne tenue du marché international qui suit le cours du dollar, s'annonce de 20 % supérieure à celle de l'année passée. Elle devrait se situer entre 120 000 tonnes et 130 000 tonnes de coton-graines, faisant du Tchad le deuxième producteur d'Afrique francophone, à égalité avec le Mali et derrière la Côte-d'Ivoire. Le Trésor tchadien en tirera d'autant plus profit que la taxe à l'exportation, qui n'avait pas été modifiée depuis six ans, a été relevée, début janvier, de plus de 100 %.

Deuxième source de recettes de l'Etat, l'exportation de bétail sur pied - car l'abattoir de N'Djamena est trop vétuste pour être conforme aux normes exigées - a été satisfaisante l'an dernier : 83 000 bovins, 138 000 ovins-caprins et 5 800 dromadaires ont été, pendant les dix premiers mois de l'année, exportés vers le Nigeria.

La remise en route de l'Etat et la relance de la production ne peuvent cependant pas cacher que le Tchad de M. Hissène Habré ne peut pas parler sur l'avenir. Grâce à l'interposition militaire française, le président tchadien peut espérer qu'une bonne proportion de ses « opposants » finira par se décourageant de lui faire la guerre. Mais il restera toujours un noyau dur pour miser sur la carte libyenne.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Paris achemine des renforts

(Suite de la première page.)

Les deux médecins belges faits prisonniers sont M^{me} Marie-Chantal Rouckens et M. Christian Deizne, âgés de vingt-six ans. L'identité de l'Américain enlevé n'a pas été révélée.

La mort du pilote du Jaguar abattu constitue la première perte française depuis le début de l'opération « Manta », amorcée début août, à la veille de la chute de Faya-Largeau entre les mains des « coalisés » et de l'armée libyenne. Auparavant, les quelques trois mille hommes placés sous le commandement du général Poli avaient pu travailler sans trop de difficultés sur la « ligne rouge », qui s'étend de Salal, à l'ouest, à Arada, à l'est. Il y a trois semaines, deux Mirage français avaient intercepté, au-dessus d'Arada, un avion d'observation libyen qu'ils avaient reconduit au nord de la « ligne ».

Pour le commandement français, le fait qu'une vingtaine de véhicules aient pu franchir cette « ligne rouge » sans être repérés par les FANT - qui ont plusieurs « sonnettes d'alarme » dans le secteur - pose un grave problème de sécurité. Dans la « guerre du désert », plus proche d'une guerre maritime que d'un conflit terrestre, aucune démonstration ne peut être infranchissable, ainsi qu'on l'a vu ailleurs, notamment au Sahara occidental.

Radio-Bardai - l'émetteur rebelle qui se trouve au cœur du Tibesti - a annoncé le succès de l'opération montée par l'ALN (l'Armée de libération nationale de M. Goukouni Oueddei), affirmant que la garnison de Zigué avait été « complètement anéantie » et que « deux Jaguar » avaient été abattus.

De son côté, l'agence libyenne de presse JANA, après avoir annoncé sans commentaires l'incident, a mis

en garde, jeudi, « contre toute intervention étrangère dans le conflit tchadien ». « En abattant des avions français », poursuit JANA, le gouvernement libyenne du Tchad a démontré qu'il était capable de tenir sa place sur le champ de bataille sans l'aide de qui que ce soit.

A N'Djamena, l'attaque contre Zigué ne devrait pas provoquer une grande surprise. Le président Hissène Habré a toujours affirmé, en effet, que ses adversaires ne voulaient pas négocier et que la Libye avait pour seul objectif « l'annexion du Tchad ». Chez les militaires français, on s'inquiétait, depuis plusieurs semaines, de voir Tripoli renforcer son dispositif militaire au nord de la « ligne rouge ». Le général Poli nous avait affirmé voilà une dizaine de jours - ce qui devait le contraindre ultérieurement à un démenti de pure forme - que le Nord tchadien était « en voie d'annexion par la Libye ».

J.-C. P.

L'embarras de trois personnalités socialistes françaises en visite à Tripoli

De notre envoyé spécial

Tripoli. - La reprise des combats au Tchad a mis dans l'embarras trois personnalités socialistes françaises qui se trouvent depuis mercredi 25 janvier, en fin de soirée, à Tripoli, à l'invitation du gouvernement libyen. Il s'agit de MM. René Drouin, député et maire de Moyveure-Grande (Vosges), Raymond Vialant, maire adjoint de Liège, ville dont le maire est le premier ministre, et Guy Marty, conseiller de M. Mauroy à Matignon et trésorier de la Fédération mondiale des villes jumelées (FMVJ).

Ces trois responsables français, ainsi qu'une quinzaine d'autres personnalités de diverses nationalités, dont les maires de Rome, de Turin, de Rabat, de Managua, et d'autres élus municipaux de divers pays, tous membres de la FMVJ, sont en Libye pour une visite officielle prévue jusqu'au 5 février. Ils doivent, en principe, être reçus par le « guide de la révolution libyenne », le colonel Kadhafi.

Les hauts fonctionnaires faisant fonction de gouverneur et de maire de Tripoli qui ont accueilli la délégation n'ont fait aucune allusion aux affrontements au Tchad, dans lesquels les autorités libyennes se sont bornées à nier « toute responsabilité directe ou indirecte ». M. Drouin nous a déclaré que, en tout état de cause, il n'était pas venu à Tripoli pour faire des déclarations politiques et que son parti avait naturellement donné son aval à son déplacement. La position d'une partie de la majorité, notamment dans l'entourage de M. Chevènement, ministre des relations extérieures, est qu'il ne faut pas laisser les Libyens dans un « ghetto » et qu'il faut donc

maintenir avec eux des contacts multiformes en dépit de l'affaire tchadienne.

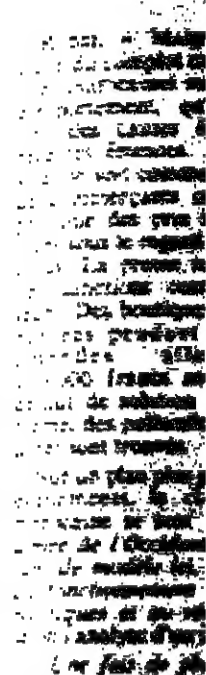
L'opposition avait refusé le voyage

Les dirigeants libyennes ne donnent pas du tout l'impression, eux, qu'ils éprouvent un sentiment de solitude, fors qu'il sont du soutien politique que leur apportent notamment l'Union soviétique, l'Iran et la Syrie. En outre, la coopération économique continue avec les Etats-Unis.

Si MM. Drouin, Vialant et Marty ne peuvent qu'être gênés par les nouveaux développements de la situation au Tchad alors qu'ils sont les invités de la Libye, en revanche des élus de l'opposition comme M. André Rossinot, député et maire de Nancy, et François Léotard, député et maire de Fréjus, doivent se féliciter de ne pas avoir répondu à l'invitation libyenne. Dans une lettre en date du 9 janvier, adressée à M. Jean-Marie Bressand, président délégué fondateur de la Fédération mondiale des villes jumelées, et qui conduit à Tripoli la délégation de son organisation, M. Léotard évoquait le « problème à la fois politique et moral » posé par le fait que « des soldats français sont actuellement au Tchad engagés dans un conflit qui les met face à l'armée libyenne ». Il ajoutait : « Un parlementaire français peut-il rendre visite - fût-ce au nom du rapprochement entre les villes - à un gouvernement étranger qui est aujourd'hui ou qui sera demain dans une situation de conflit ouvert avec son armée ? »

J.-P. P.-H.

Le 1

[illegible][illegible]

ALL INFORMATION CONTAINED HEREIN IS UNCLASSIFIED DATE 08-29-2007 BY 60322 UCBAW

...the ...
...the ...
...the ...
...the ...
...the ...
...the ...

Carné
LE PO
DE PREMIER
EST SUR
L'Assemblée

a adopté, mercredi l'annonce, une résolution pour autoriser le président de la République à modifier les limites des départements de la République. Cette loi a été votée par 257 voix contre 100.

Jusqu'à présent, à la tête de l'État, la société : autocratique. Des Dursins, en la science nationale en la présidence et orga- ni de quarante jour- tion présidentielle, pour pas être ré- Le poste de premier depuis le 21 août 1982, était jusqu'à l'âge que postuler.

ALGÉ
PEUGEOT - SA
BHARMA
11, rue de la République
Tél. 250 300
Tél. 250 300
Fourni: 250 300
remboursement
toutes pièces d
votre véhicule

مکتبہ امن الاعلیٰ

AFRIQUE

Maroc

Le bilan officiel des émeutes dans le Nord est de 29 morts et 114 blessés

Vingt-neuf personnes ont trouvé la mort et cent quarante ont été blessées lors des émeutes qui se sont produites la semaine dernière à Nador, Tétouan et El-Hoceima, a annoncé, officiellement Rabat, le 25 janvier au soir. Les autorités précisent que des médecins légistes ont examiné les corps avant qu'ils soient remis aux familles. Il s'agit du premier bilan fourni par le gouvernement marocain.

Il ajoute, dans un communiqué publié par l'Agence MAP, qu'à Nador seize personnes ont trouvé la mort, et trente-sept, dont cinq membres des forces de l'ordre, ont été blessées. A Tétouan, on a enregistré neuf tués et soixante-trois blessés dont vingt membres des forces de l'ordre, et, à El-Hoceima, quatre tués et quatre blessés dont un policier. Lors des affrontements entre manifestants et

forces de l'ordre dans les trois villes, plusieurs dizaines de voitures ont été incendiées ou endommagées et une trentaine de bâtiments administratifs, écoles et magasins dévastés, poursuit le communiqué, selon lequel les instigateurs des émeutes ont été arrêtés et détenus devant la justice.

A Casablanca, le roi Hassan II recevant, mercredi, les élus de la ville, les a invités à aider le ministre de l'Intérieur à faire disparaître les bidonvilles entourant la cité et à « réduire au maximum les disparités » existant dans le domaine de l'habitat.

Enfin, le journal *Al-Bayane*, quotidien du Parti communiste, a été saisi mercredi pour la troisième journée consécutive.

L'opposition en situation délicate

Rabat. — Malgré la thèse officielle de complot extérieur, les autorités marocaines montrent, par leur comportement, qu'elles ignorent rien des causes économiques des récentes émeutes. Au journal télévisé, on voit comment des boutiques de commerçants couplées d'avoir pratiqué des prix abusifs sont fermées sous le regard des anciens chahands. La presse reprend le thème des sanctions contre les spéculateurs. Des boutiques restent cadenassées pendant un mois, des amendes allant jusqu'à 200 000 francs sont infligées. A défaut de solution durable au problème, des pilleurs présumés populaires sont trouvés.

Sur un plan plus général, après les événements, la classe dirigeante marocaine se sent « à la fois mal armée de l'Occident, qui sert souvent de modèle ici, et piégée quant au fonctionnement des institutions politiques et au rôle des partis », selon l'analyse d'un intellectuel.

« Une fois de plus, nous dit cet interlocuteur, la presse européenne fait, sans rire, un carton sur un régime critiquable à bien des égards, mais qui est tout sauf totalitaire. » La presse marocaine, poursuit-il, fait montre de « naïveté », réelle ou feinte, en parlant de la population de Marrakech qui implore le pardon du roi, « mais jamais à propos du monarque, elle n'a égalé la flagornerie des journaux listés des « pays voisins » à l'égard de présidents de soi-disant républiques ».

Plus nouvelle est la réflexion sur le multipartisme au Maroc. Actuellement, estime certains, le pays vit sans les avantages prosaïques du parti unique, à tout moment mobilisable en cas de besoin, ni ceux du pluralisme qui, quand il fonctionne normalement, joue un rôle de soupape de sécurité.

Quelque-uns ont conscience ici du fossé qui se creuse entre le pays réel et de petites formations ayant une clientèle mais pas de base populaire. Ces formations peuvent certes tempérer l'exercice du pouvoir absolu, mais pas associer efficacement de vrais courants d'opinion à la conduite des affaires ainsi que cela devrait être le cas dans un pays

De notre envoyé spécial

sermellement confié à « un gouvernement de coalition » représentant tous les partis à l'exception des communistes.

Un haut fonctionnaire ne note pas caché que les récents mouvements de révolte, survenus indépendamment de la volonté des partis et des syndicats, avaient « quelque chose d'inquiétant sur quoi il faut réfléchir ». Selon lui, le phénomène avait déjà été constaté lors des manifestations d'hostilité à la France à l'occasion des Jeux méditerranéens de l'automne 1983 à Casablanca. « Aucune des explications avancées, mécontentement contre l'absence des principes, mécontentement contre l'absence de libertés politiques, mécontentement à l'égard des mesures visant à limiter l'immigration, n'est vraiment satisfaisante. Il y avait une cause à la fois plus diffuse et plus profonde. »

L'exaspération des Rifains

Ayant accepté l'« union sacrée » pour la défense du Sahara occidental, les deux principaux partis, l'istigal et surtout l'Union socialiste des forces populaires (USFP) se trouvent dans une situation inconfortable. Leurs chefs respectifs, MM. Bouazza et Abdelhak Bouabib sont parmi les huit ministres d'Etat, représentant chacun une formation distincte, installés avec leur cabinet dans la Chambre des représentants vide de ses occupants normaux jusqu'aux prochaines élections législatives.

M. Bouabib, qui était entré au gouvernement après avoir été le chef incontesté de l'opposition légale, joue actuellement une partie délicate. Les autorités locales ayant « ratifié » lors des arrestations, parfois préventives, ordonnées au moment des troubles, vingt et un militants de l'USFP ont été incarcérés. Le journal de ce parti s'est contenté d'en publier la liste mardi sans faire de commentaire. Six autres militants de l'USFP ont été relâchés après avoir été interrogés.

Expression d'un mécontentement diffus dans l'ensemble du pays, les troubles ont particulièrement mis en évidence l'exaspération d'une partie des habitants du Rif. Selon le témoignage d'un voyageur digne de foi revenu de Nador, les banques de cette ville ainsi que l'Agence de Royal Air Maroc ont été saccagées. L'hôpital affiche complet sans qu'on

puisse faire, hors des chiffres de source officielle, un bilan précis des victimes. L'ordre a été rétabli, l'activité a repris, mais l'armée patrouille encore dans la ville mardi. Le passage de la frontière vers l'Espagne de Melilla est possible, avec des mesures de contrôle renforcées. La circulation est libre en direction de Oujda près de la frontière algérienne.

Frappés par la sécheresse de l'été dernier, gênés dans leur activité actuelle de contrebande par les « mesures d'assainissement », les Rifains ont été clairement mis en garde dans le dernier discours du roi « qui les connaît autant qu'ils le connaissent ». Il faudrait cependant leur trouver d'autres sources de revenu que la culture et la revenue du kif.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

Tunisie

Le couvre-feu a été levé mais l'état d'urgence est maintenu

Tunis. — Le président Bourguiba a abrogé, mercredi 25 janvier, le décret instituant le couvre-feu et interdisant les manifestations et attroupements sur la voie publique qu'il avait signé le 3 janvier à la suite des émeutes dans la capitale et plusieurs régions venant d'être le théâtre.

Cette mesure, qui vient confirmer le retour au calme sur l'ensemble du territoire, va permettre, notamment, la reprise, dès le prochain week-end, des compétitions sportives qui étaient suspendues depuis trois semaines. Le couvre-feu, initialement en vigueur de 18 heures à 4 heures, avait été déjà progressivement ramené de minuit à 5 heures.

En revanche, l'état d'urgence décrété également le 3 janvier est maintenu. Ses dispositions particulières vont permettre entre autres aux services de police de poursuivre leurs activités hors de certaines des règles habituelles du droit commun. En effet, la recherche des pilleurs et des auteurs de saccages durant les émeutes continue de faire l'objet d'enquêtes. De même, croit-on savoir, la police s'efforce de déterminer dans quelles conditions le mécontentement populaire provoqué par l'augmentation du prix du pain et des produits céréaliers a été exploité et attisé. C'est probablement dans ce but qu'ont eu lieu, ces derniers jours, des interpellations dans divers milieux politiques. Une trentaine de militants et sympathisants du Mouvement de la tendance islamique (MTI) seraient actuellement interrogés. Parmi eux figure

De notre correspondant

M. Habib Souissi, membre d'un comité restreint, que le MTI avait chargé — avant les troubles — de constituer un dossier en vue de déposer une demande officielle de reconnaissance en tant que parti politique. Des militants communistes ont également été interpellés puis relâchés après interrogatoire. Dans un communiqué, le Parti communiste a protesté contre « ces pratiques contraires à la démocratie ».

De son côté, le Mouvement des démocrates socialistes (MDS) demande l'organisation d'élections législatives anticipées « avec la participation de toutes les forces vives du pays et sous l'égide d'un gouvernement neutre bénéficiant de leur approbation ». La mission d'un tel gouvernement, qui prendrait fin après le scrutin, consisterait à « garantir la sincérité » de la consultation. Les dirigeants du MDS demandent, d'autre part, que le chef de l'Etat se place « au-dessus de toutes les considérations partisans » et « l'invite à se désaisir de la présidence du parti gouvernemental ».

Adoptant, après un long silence, une position tranchée et un ton agressif peu dans ses habitudes, le MDS se livre à une critique systématique de la politique gouvernementale, rejetant sur le pouvoir l'« entière responsabilité » de la « révolte populaire spontanée ». Il insiste également sur la nécessité de

remplacer la commission d'enquête constituée par le gouvernement (1) pour « délimiter les responsabilités » dans les émeutes du 3 janvier à Tunis par une « commission nationale représentative de tous les courants et formations politiques et sociales ».

MICHEL DEURÉ.

(1) Présidée par un magistrat, cette commission est composée des représentants du premier ministre et des ministères de l'Intérieur et de la Défense nationale.

OFFENSIVE CONTRE L'UNITA

Les forces gouvernementales ont tué, depuis le début de l'année, 118 « insurgés » dans les provinces de Benguela et de Cuanza-Norte, a rapporté lundi 23 janvier l'Agence de presse angolaise Angop. Elle précise qu'une « grande offensive » a été menée contre les rebelles de l'UNITA et que 28 d'entre eux ont été tués le 11 janvier, près de la ville de Mombolo. D'autre part, Angop annonce que son directeur général, M. José Manuel Feio Mena Abrantes, a été limogé samedi pour « manque manifeste de volonté de collaboration franche et militante avec le département d'information et de propagande du MPLA ». L'arrestation a été signée par M. Roberto de Almeida, secrétaire du comité central du MPLA-Parti du travail. — (AFP, Reuters.)

Pour fêter la sortie de son 400^e volume, Jean de Bonnot offre à ses lecteurs un livre d'art au prix coûtant, l'aventure fabuleuse d'un haut lieu de l'histoire de France:

HISTOIRE ET LEGENDES DU MONT SAINT-MICHEL

par Edouard J. Corroyer (1837-1904)
architecte des Monuments historiques élève génial de Viollet-le-Duc.

Une île mystérieuse

Étrange vaisseau de granit ancré dans les sables mouvants d'une baie dangereuse où se déploient, à la vitesse d'un cheval au galop, les marées les plus amples d'Europe, le Mont Saint-Michel, depuis toujours, a fasciné les hommes. Les Celtes l'appelaient le mont Tombé et quand, par temps d'orage, son front noir se couronnait d'éclairs, ces guerriers pourtant intrépides se taisaient frappés d'une terreur superstitieuse.

Ce lieu prédestiné à l'aventure spirituelle par son isolement et sa grandeur sauvage fut de bonne heure investi par la chrétienté qui construisit là, sous le signe de l'archange Saint-Michel, une retraite pour ses moines, un sanctuaire pour ses reliques, une église pour ses pèlerins, une forteresse contre les hérétiques

et les pillards, une bastille pour les irréductibles. Extraordinaire architecture dont l'édification fut poursuivie dans les pires conditions pendant plusieurs siècles!

Des murs cyclopes de la crypte primitive aux voûtes romanes et aux ajutements du gothique flamboyant, tous les styles se superposent et s'accroissent harmonieusement. Rêve de granit, pyramide de 170 m dont les murailles s'étagent dans un équilibre impressionnant, cette merveille attire comme autrefois des centaines de milliers de pèlerins amenés ici par le repentir ou l'espoir.

La mémoire des vieilles pierres

Mais ce haut lieu de la dévotion est aussi un reliquaire de l'histoire. Ces échafaudages et ces bastions hautains, ces nefs élancées, ces salles aux voûtes sonores, ces forêts de piliers bruisant encore des litanies et des misères dont le murmure couvrirait les cris des prisonniers scellés pour raison d'Etat dans les sinistres « fillettes » héritées de Louis XI, où l'on devenait inexorablement fou, tout ici témoigne d'un passé foisonnant qui, entre ces murs, résonne étrangement.

Edouard Jules Corroyer, qui a consacré sa vie à la restauration de cet ensemble architectural unique au monde et qui en a sondé les moindres recoins, nous conte, dans son admirable ouvrage, les méfaits et les hauts faits dont furent témoins ces dentelles minérales, les détours de ces secrètes galeries et les redans de ces escaliers majestueux. Jamais, peut-être, l'expression « livre de pierre » n'a été aussi justifiée, tant est riche et dense l'histoire du Mont Sacré où saints, rois, princes, érudits,

artistes et pauvres gens laissent leur empreinte. Le beau volume de Corroyer est un des fleurons de cette littérature si attachante où l'amour de l'histoire se confond avec l'amour de l'art.

Avec le dossier complet des 150 plans, vues, détails et œuvres d'art de ce « livre de pierre » au passé chargé d'histoire. En plus, 22 photographies actuelles ont été ajoutées par Jean de Bonnot.

Un livre précieux et rare

Mainteneur des traditions et amoureux des beaux livres comme autrefois, Jean de Bonnot est un des rares éditeurs, sinon le seul, à employer encore le cuir véritable pour la reliure de ses livres. En vous offrant aujourd'hui ce volume au prix coûtant, il souhaite remercier ses lecteurs de leur fidélité. Ce prix exceptionnel n'implique aucune altération de la qualité proverbiale de ses ouvrages tant en ce qui concerne les matières nobles utilisées qu'en ce qui regarde les soins apportés à l'exécution.

Description de l'ouvrage

Un volume grand in-octavo (14 x 21 cm) de 536 pages. Riche iconographie: 150 dessins, 22 photographies hors-texte. Reliure pleine cuir de mouton d'une pièce. Décor original poussé sur or à 22 carats pour le dos et gauffre à froid pour les plats. Papier vergé chiffon filigrané « aux canons ». Tranche supérieure dorée à l'or.

BON OFFRE EXCEPTIONNELLE

(limitée à un seul livre par lecteur)

à envoyer à JEAN DE BONNOT

7, Faubourg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08

Je souhaite profiter de votre offre exceptionnelle, me proposant

« Histoire et légendes du Mont Saint-Michel » en un fort volume in-

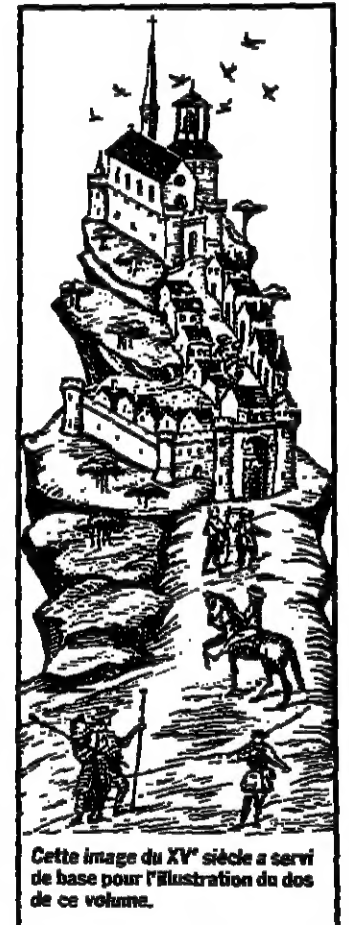
octavo: relié plein cuir, décoré à l'or fin 22 carats.

Je vous prie de m'envoyer mon règlement soit 92,50F (+ 12,10F de

franc de port).

Si ce livre ne me convient pas, je vous le renverrai dans son embal-

lage d'origine, dans les dix jours, et je serai aussitôt remboursé.



Cette image du XV^e siècle a servi de base pour l'illustration du dos de ce volume.

véritable. Signet et tranche. Réseaux. Cahiers cousus au fil. Gardes cordouanes. Coins remplis main...

Garantie à vie

Il vaut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'âme une éclaire des satisfactions inéprouvables. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails, qui prennent de la valeur chaque année, car l'irréversible et le cuir embellissent avec le temps. C'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages au sous-cout pour le même prix et à n'importe quel moment.

Le prix exceptionnel de cet ouvrage nous oblige à en limiter le tirage. Nous vous prions donc de nous excuser si nous ne pouvons pas honorer les demandes tardives.

Cameroun

LE POSTE DE PREMIER MINISTRE EST SUPPRIMÉ

L'Assemblée nationale camerounaise a adopté, mercredi 25 janvier à Yaoundé, une réforme constitutionnelle prévoyant notamment la suppression du poste de premier ministre et modifiant les modalités de succession à la présidence de la République en cas de vacance. L'Assemblée a, en outre, adopté une modification de l'article premier de la Constitution aux termes de laquelle la dénomination « République » sera remplacée par celle de « République du Cameroun ». Ces réformes ont été votées par les députés au cours de la session extraordinaire du Parlement, ouverte samedi 21 janvier pour la présidence de séance de M. Paul Biya élu le 14 janvier à la présidence de la République.

Jusqu'à présent, en cas de vacance à la tête de l'Etat, le premier ministre succédait automatiquement au président. Dorénavant, le président de l'Assemblée nationale nommera l'un des membres de la présidence et organisera, dans un délai de quarante jours, une nouvelle élection présidentielle, à laquelle il ne pourra pas être candidat.

Le poste de premier ministre, éliminé depuis le 23 août 1983 par M. Luc Ayang, était jusqu'à présent plus technique que politique.

ALGÉRIE

PEUGEOT-RENAULT-SIMCA BHARMAL EXPORT

11, rue Trézel 92300 Levallois-Perret
Tél.: (1) 737-53-42
Tél.: 250.303 Public X Paris
Fournit en contre-remboursement postal toutes pièces d'origine pour votre véhicule.

République Sud-Africaine

MORT D'UN DÉTENU DANS LE HOMELAND DU VENDA

Dans un communiqué diffusé mardi 24 janvier, Amnesty International annonce la mort d'un détenu, le 20 janvier, de Samuel Mugivhela Tshikudo, âgé de cinquante ans, un fermier arrêté il y a deux mois dans le homeland du Venda. La police du Venda a confirmé cette information, mais Amnesty International croit que la mort du prisonnier a été due à la torture qu'il a subie au cours de sa détention au secret pendant deux mois. L'organisation s'inquiète du sort de sept autres détenus politiques non inculpés arrêtés en même temps que Samuel Mugivhela Tshikudo.

Amnesty International rappelle que le 12 novembre 1981, un prédicateur laïc, luthérien, Isaac Tshithwa Mucfhe, est mort deux jours après son arrestation des suites « des brutalités exercées par deux policiers qui, jugés pour meurtre, ont été acquittés... » (le Monde du 11 janvier).

Cette organisation indique qu'elle a réclamé « des changements dans la procédure de séquestre et des interrogatoires pour assurer la protection des détenus » et que « ces recommandations ont été ignorées ».

C'EST AGREABLE.



A.G. Franco S.A. 02600 Villers-Collembits. Tél. : 96.08.03.

Doyle Dano Bernbach, V.A.G. France S.A. 02600 Villers-Colle-Rts. Tél.: 96.08.03.

Celles qui sont équipées de moteurs Diesel ou Turbo-Diesel roulent au gazole : encore

Sa robustesse vous met à l'abri des petits

En lui donnant tout de même
à boire. De temps en temps!



هَذَا مِنَ الْأَمَلِ

M. Deniau : I
ger des engai

[illegible][illegible]

M. Chen
dit un changement

1940
 1941
 1942
 1943
 1944
 1945
 1946
 1947
 1948
 1949
 1950
 1951
 1952
 1953
 1954
 1955
 1956
 1957
 1958
 1959
 1960
 1961
 1962
 1963
 1964
 1965
 1966
 1967
 1968
 1969
 1970
 1971
 1972
 1973
 1974
 1975
 1976
 1977
 1978
 1979
 1980
 1981
 1982
 1983
 1984
 1985
 1986
 1987
 1988
 1989
 1990
 1991
 1992
 1993
 1994
 1995
 1996
 1997
 1998
 1999
 2000
 2001
 2002
 2003
 2004
 2005
 2006
 2007
 2008
 2009
 2010
 2011
 2012
 2013
 2014
 2015
 2016
 2017
 2018
 2019
 2020
 2021
 2022
 2023
 2024
 2025
 2026
 2027
 2028
 2029
 2030
 2031
 2032
 2033
 2034
 2035
 2036
 2037
 2038
 2039
 2040
 2041
 2042
 2043
 2044
 2045
 2046
 2047
 2048
 2049
 2050
 2051
 2052
 2053
 2054
 2055
 2056
 2057
 2058
 2059
 2060
 2061
 2062
 2063
 2064
 2065
 2066
 2067
 2068
 2069
 2070
 2071
 2072
 2073
 2074
 2075
 2076
 2077
 2078
 2079
 2080
 2081
 2082
 2083
 2084
 2085
 2086
 2087
 2088
 2089
 2090
 2091
 2092
 2093
 2094
 2095
 2096
 2097
 2098
 2099
 2100
 2101
 2102
 2103
 2104
 2105
 2106
 2107
 2108
 2109
 2110
 2111
 2112
 2113
 2114
 2115
 2116
 2117
 2118
 2119
 2120
 2121
 2122
 2123
 2124
 2125
 2126
 2127
 2128
 2129
 2130
 2131
 2132
 2133
 2134
 2135
 2136
 2137
 2138
 2139
 2140
 2141
 2142
 2143
 2144
 2145
 2146
 2147
 2148
 2149
 2150
 2151
 2152
 2153
 2154
 2155
 2156
 2157
 2158
 2159
 2160
 2161
 2162
 2163
 2164
 2165
 2166
 2167
 2168
 2169
 2170
 2171
 2172
 2173
 2174
 2175
 2176
 2177
 2178
 2179
 2180
 2181
 2182
 2183
 2184
 2185
 2186
 2187
 2188
 2189
 2190
 2191
 2192
 2193
 2194
 2195
 2196
 2197
 2198
 2199
 2200
 2201
 2202
 2203
 2204
 2205
 2206
 2207
 2208
 2209
 2210
 2211
 2212
 2213
 2214
 2215
 2216
 2217
 2218
 2219
 2220
 2221
 2222
 2223
 2224
 2225
 2226
 2227
 2228
 2229
 2230
 2231
 2232
 2233
 2234
 2235
 2236
 2237
 2238
 2239
 2240
 2241
 2242
 2243
 2244
 2245
 2246
 2247
 2248
 2249
 2250
 2251
 2252
 2253
 2254
 2255
 2256
 2257
 2258
 2259
 2260
 2261
 2262
 2263
 2264
 2265
 2266
 2267
 2268
 2269
 2270
 2271
 2272
 2273
 2274
 2275
 2276
 2277
 2278
 2279
 2280
 2281
 2282
 2283
 2284
 2285
 2286
 2287
 2288
 2289
 2290
 2291
 2292
 2293
 2294
 2295
 2296
 2297
 2298
 2299
 2300
 2301
 2302
 2303
 2304
 2305
 2306
 2307
 2308
 2309
 2310
 2311
 2312
 2313
 2314
 2315
 2316
 2317
 2318
 2319
 2320
 2321
 2322
 2323
 2324
 2325
 2326
 2327
 2328
 2329
 2330
 2331
 2332
 2333
 2334
 2335
 2336
 2337
 2338
 2339
 2340
 2341
 2342
 2343
 2344
 2345
 2346
 2347
 2348
 2349
 2350
 2351
 2352
 2353
 2354
 2355
 2356
 2357
 2358
 2359
 2360
 2361
 2362
 2363
 2364
 2365
 2366
 2367
 2368
 2369
 2370
 2371
 2372
 2373
 2374
 2375
 2376
 2377
 2378
 2379
 2380
 2381
 2382
 2383
 2384
 2385
 2386
 2387
 2388
 2389
 2390
 2391
 2392
 2393
 2394

Le Monde

politique

LA QUINZIÈME CONVENTION NATIONALE DES CLUBS PERSPECTIVES ET RÉALITÉS

M. Deniau : l'opposition doit se lier par des engagements fondamentaux

Les Clubs Perspectives et Réalités, que préside M. Jean-François Deniau, réuniront, samedi 28 et dimanche 29 janvier à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), leur quinzième convention nationale, à laquelle participera M. Valéry Giscard d'Estaing. A partir des rapports élaborés par les différentes commissions des Clubs, la convention s'efforcera, non pas d'établir « un programme classique », mais « des engagements fondamentaux qui, à la fois répondent à l'attente des Français dans les domaines qui les touchent directement (imposition, santé, enseignement, famille, sécurité, etc.), mais aussi traduisent une autre conception d'ensemble, une autre philosophie, un autre système : celui de la liberté comme condition de tout progrès économique et social, celui d'un autre rôle de l'Etat et des citoyens ».

« Il ne s'agit plus seulement de dire que nous sommes pour une société de liberté et de responsabilité — cela ne nous engage pas beaucoup —, mais de voir comment ces options se traduisent concrètement dans tous les domaines », affirme M. Jean-François Deniau, qui insiste sur la nécessité pour l'opposition de se « lier » par des engagements et de « s'engager » devant l'opinion. Pour « éviter toute facilité de langage », M. Jean-François Deniau proposera à la convention de se prononcer sur des textes rédigés sous forme de projets de loi qui pourraient, espère-t-il, apparaître comme « une tradition spectaculaire de l'effort de réflexion des Clubs ».

Dans un texte de synthèse, qui sera présenté samedi et qui reprend en titre le thème de cette quinzième convention : « L'alternance, pour quoi ? Comment ? », M. Paul Mentré, vice-président, chargé des commissions nationales des Clubs, explique notamment : « L'alternance ne se décrète pas. C'est aux électeurs qu'il appartient d'en décider, le moment venu. [Elle] ne se planifie pas avec un luxe de détails mais elle se prépare (...). L'idéal est évidemment de rassembler autour d'un projet un large consensus permettant à une majorité stable et durable de répondre aux aspirations du plus grand nombre (...). Mais il faut aussi et surtout présenter de manière crédible une morale et une dynamique de l'action (...) ».

L'enjeu de la vie politique n'est pas de se faire mandater comme gestionnaire scrupuleux d'une société immuable. Il s'agit d'opposer clairement une conception de la société à une autre conception (...). Rien ne serait plus illusoire que de multiplier les promesses catégoriques sans vision d'ensemble. Rien ne serait plus fragile — l'expérience conservatrice suédoise l'a montré — que de s'accommoder de l'héritage. Il faut utiliser pleinement la période de quelques mois où le pays, s'étant démocratiquement prononcé, nous accablent que les options clairement présentées avant l'élection se traduisent effective-

ment et immédiatement par des mesures législatives et des décisions gouvernementales concrètes ».

A la question « L'alternance pour quoi ? », les Clubs, par la voix de M. Mentré, répondent : « Pour défendre des libertés aujourd'hui nécessaires mais aussi pour affirmer des valeurs nouvelles. » Ils considèrent notamment qu'« une révision constitutionnelle devra assurer la protection juridique des libertés essentielles par des lois organiques qui ne pourraient être modifiées qu'avec l'accord des deux Assemblées ». Ils se veulent les défenseurs des « valeurs de responsabilité » et de « l'ouverture sur le monde ». A ce propos, ils jugent que seule l'alternance politique en France permettrait d'avancer dans la construction européenne.

A la question « L'alternance comment ? », les Clubs veulent répondre en proposant, lors de leur convention, dix grands textes fondamentaux qui « peuvent dès maintenant baliser les choix futurs ». Cinq d'entre eux prennent la forme de projets de loi : projet de loi organique sur l'éducation, sur l'information, sur les libertés économiques, sur les décentralisations et le mandat européen sur l'Europe. Les cinq autres textes s'attachent à décrire « l'effort de redressement » qui « devra être accompli au terme de la gestion socialiste ». Il s'agit de la mise en œuvre d'un programme d'« assainissement économique et financier », avec notamment « une charte des libertés économiques qui garantirait le retour à une économie de liberté » et une loi sur « la promotion de l'actionnariat privé » qui organiserait « simultanément une vaste opération de dénationalisation ».

Il s'agit aussi de « mieux maîtriser les dépenses sociales en redonnant à notre système de sécurité sociale sa véritable nature ». Cela implique, selon M. Mentré, d'aller vers « la concurrence, les choix individuels, l'encouragement à l'épargne ». L'effort de redressement devra, aussi, porter, selon lui, sur les questions de sécurité interne et externe.

En matière de justice, les Clubs proposent notamment la mise en place de mesures tendant au renforcement de l'indépendance des juges, au développement des formules de conciliation, à la rénovation de l'appareil pénitentiaire. En matière de sécurité extérieure, les Clubs notent que « l'apparence actuelle est celle de malades des options extérieures mais la réalité est celle d'une menace d'affaiblissement de notre place dans le monde ».

En présentant mercredi 25 janvier le programme de la quinzième convention des Clubs, M. Deniau a évoqué la préparation des élections européennes : « S'il y a accord sur le fond entre le RPR et l'UDF, les avantages d'une liste l'emportent sur les inconvénients », a-t-il remarqué.

C.F.-M.

M. Chevènement plaide pour un changement de cap économique avant l'automne

M. Jean-Pierre Chevènement, chef de file du CERES, a annoncé, mercredi 25 janvier, au cours d'une conférence de presse, la création d'un nouveau « centre de réflexion, de recherches et de propositions », intitulé République moderne. A cette occasion, l'ancien ministre de l'Industrie a réaffirmé les positions antérieures du CERES sur la politique économique du gouvernement. M. Chevènement estime qu'il est difficile de « déconstruire les mutations industrielles de la politique économique ».

Selon lui, le gouvernement s'est imposé « beaucoup trop de contraintes », « certaines priorités sont plus prioritaires que d'autres », a-t-il dit. Il s'agit, à ses yeux, de l'indépendance nationale, qui implique l'équilibre des comptes extérieurs, et de la croissance, parce qu'elle « commande l'emploi ». Il estime qu'affirmer que la réduction de l'endettement suppose de « bloquer la croissance » est une « hypocrisie ». M. Chevènement s'est dit « résolu contre les apôtres de la stagnation » et a affirmé que l'économie recèle des « réserves de productivité ».

M. Chevènement estime que le contenu de la croissance — qui doit être une « croissance nouvelle » — est plus important que le taux de cette croissance. Il a affirmé : « Gouverner, c'est choisir un chemin ». Il a ajouté qu'il reste « six ou sept mois pour infléchir le cap ». Pour l'ancien ministre, l'absence de décisions dans ce sens « avant l'automne » signifierait que le « cap actuel sera maintenu sans changement d'ici à 1986 ».

M. Chevènement estime toujours que, dans les circonstances actuelles, le maintien de la France dans le SME présente « plus d'inconvénients que d'avantages ». En revanche, selon lui, l'existence d'un dépôt préalable par les importateurs ne se justifie pas pour le moment. L'ancien ministre a affirmé que République moderne, dont la composition ne devrait pas se limiter aux seuls socialistes, fera connaître, avant le 30 juin, ses premières propositions pour « développer le logiciel de la réussite de la France ».

A propos de la position du PCF sur la politique industrielle, M. Chevènement a affirmé que M. Georges Marchais avait développé une « position protestataire » sans « propositions neuves ».

M. Chevènement a justifié la création d'un club qui se veut ouvert, a-t-il affirmé, à toutes les sensibilités politiques, pourvu qu'elles soient républicaines, et à toutes les sphères de la société, en affirmant que « les Français sont las du ping-pong traditionnel et politicien qui ne va pas au cœur des problèmes ». « La République moderne », affirme le manifeste par M. Chevènement, n'est pas la République radicale (...). Elle n'est pas non plus la République socialiste : ni l'état du monde, ni celui des esprits, ni le retard de l'économie sur les promesses des technologies nouvelles n'autorisent à bâtir une société où la réalité se confondrait déjà avec l'horizon ».

M. Jacques Chirac dénonce « le caractère caricatural des stupidités commises » par la majorité

M. Jacques Chirac n'a pas mâché ses mots en s'adressant, mercredi 25 janvier, à quelque trois cents chefs d'entreprise réunis à l'invitation de l'Union patronale de la région d'Ile-de-France que préside M. Maurice Grosin. A ceux qui se plaignaient des réformes décidées par la gauche, le président du RPR a répondu : « Vous n'avez pas à vous étonner que le Parlement vote des lois déconnectées de la réalité économique. C'est de votre faute s'il y a eu tant d'engagements élus à l'Assemblée nationale et aujourd'hui tant d'instituteurs. Les chefs d'entreprise et les cadres n'ont pas su prendre des dispositions pour permettre à leurs représentants de brigner des mandats politiques sans compromettre leur carrière professionnelle comme cela se passe pour les fonctionnaires ».

A ceux qui par leurs questions émettaient des réserves sur le choix de M. Veil comme tête de liste de l'opposition aux élections européennes, M. Chirac a répondu : « Je soutiens la liste Simone Veil car aujourd'hui que l'unité nationale est mise en cause par les partisans de la lutte des classes, l'opposition doit s'affirmer clairement dans sa détermination, dans son légalisme et dans son union. Certains, au RPR comme à l'UDF, sont tentés de trahir les pieds, mais, au-delà des sentiments personnels, il faut montrer une volonté commune ».

Le président du RPR a surpris son auditoire en affirmant : « Je suis favorable au droit d'expression des travailleurs dans les entreprises prévu par les lois Auroux. Cela ne me choque pas », mais il l'a rassuré en ajoutant aussitôt : « Cela, c'est l'absence de ce pilotage, mais le cheval, ce sont les droits incontestables accordés aux syndicats. Cette loi ne tient aucun compte des intérêts nationaux mais se met au service d'une idéologie révolutionnaire. Il faudra donc éliminer le cheval et garder l'arène. Les syndicats doivent être les garants d'une certaine concertation, mais ils ne doivent pas se substituer à ceux qui exercent la responsabilité dans les entreprises ».

Au début de son intervention, M. Chirac a affirmé : « Alors que la relance se manifeste à peu près partout, la France entre dans une phase de récession dont on ne voit pas comment sortir sans changer de politique économique et sociale ». Il a ajouté, provoquant les applaudis-

sements : « Il faut rendre hommage aux socialistes et aux communistes : par le caractère caricatural des stupidités qu'ils commettent, ils font apparaître très clairement ce qu'il faudra faire pour sortir la France du mauvais chemin où ils l'ont engagée ».

Le président du RPR s'est déchaîné du reproche de ne pas avoir de programme de relance. Il a rappelé que celui adopté par son mouvement le 23 janvier 1983 au congrès de la porte de Versailles avait été adressé à cent mille chefs d'entreprise et il leur a reproché, sinon de ne pas l'avoir lu, du moins d'être mal venus de lui dire aujourd'hui qu'il n'en a pas. M. Chirac en a retracé les grandes lignes, soulignant notamment « la nécessité de diminuer les prélèvements obligatoires d'un point par an. Cela est possible, malgré les objections des experts, s'il y a au sommet une volonté politique ». Il a souhaité une réduction des impôts « notamment sur les revenus les plus élevés, car ils paralysent l'initiative et le travail ».

M. Chirac a dénoncé l'« erreur capitale » antérieure à 1981 mais aggravée depuis, qui consiste à donner à l'Etat et à l'administration des pouvoirs « tout à fait excessifs au détriment de la responsabilité et de l'initiative individuelles ». Il a ajouté : « Il a été de bon sens de se moquer de l'expérience Reagan et on m'a accusé de m'en inspirer. Eh bien, aujourd'hui, on doit bien constater que l'expérience Reagan est en train de réussir, et chez nous nos partenaires étrangers les chances de la reprise s'affirment, sauf en France ». M. Chirac, répondant à certaines critiques visant les fonctionnaires, a affirmé : « La fonction publique a été suffisamment traumatisée. Il ne faut pas toucher à son statut, mais on peut diminuer sa charge dans l'Etat en ne remplaçant chaque année que la moitié des emplois occupés par les fonctionnaires partant à la retraite ».

En conclusion, le maire de Paris a formulé un double vœu sur un mode mélancolique mais sérieux : « Que la sagesse illumine l'esprit de ceux qui nous gouvernent ou, à défaut, que, dans le respect des règles démocratiques, ils soient remplacés le plus vite possible ». M. Chirac se dit, d'ores et déjà, prêt à cette alternative.

A. P.

LES HOMMES DU PRÉSIDENT

Alain Boubill : dans l'ombre de Jacques Attali

Alain Boubill, conseiller technique chargé de l'industrie, de l'équipement, du logement et des transports au secrétariat général de l'Elysée. Né le 22 juillet 1947 à Tunis. Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, docteur de troisième cycle d'économie industrielle (1).

Rarement quelqu'un aura, autant qu'Alain Boubill, désiré s'occuper de la chose publique. Son échec à l'Ecole nationale d'administration, malgré trois admissibilités, aurait pu l'en détourner. Des études solides — maths, statistiques, sciences politiques et un doctorat de troisième cycle d'économie industrielle — le conduiront, après quelques années d'assistant à l'université de Nanterre, au Commissariat au Plan, où il sera chargé de mission et rapporteur du groupe de travail du VII^e Plan.

Un goût pour les sports de l'éthique (il est classé au neuvième et dixième de long) et, un mariage, en 1974, avec la fille de M. Pierre Armand, le président de l'Association (modérée) de parents d'élèves, ne le prédisposaient pas forcément au militantisme. Il s'engagera pourtant totalement auprès de M. François Mitterrand, peu après le début des années 70. Dis lors, il sera l'ombre de Jacques Attali, le pragmatique, celui qui tentera de conjurer au présent ce que l'imaginaire conseiller du prince pense à long terme. Il sera d'ailleurs responsable de la commission économique du Parti socialiste.

Sa compétence industrielle, pour être plus livresque qu'acquise sur le terrain — au Plan, l'industrie est plus abstraite encore que dans les corps administratifs de contrôle des entreprises publiques, n'en est pas moins profonde. Lorsque, en 1977, les communistes et socialistes redécouvrent des nationalisations, nul mieux que lui ne saura démentir l'échec des centaines de filiales des grands groupes industriels. Un livre, le Socialisme industriel, qualifié par Jacques Attali — toujours lui — de « fondamental », verra en 1977 confirmer les options du futur conseiller de l'Elysée. Un plaidoyer pour les nationalisations qui seules permettraient « une meilleure stabilité », un retour « au plein emploi », « une souveraineté technologique ». Mais de la théorie à la pratique, il y a, dit-il, « une formidable leçon d'humilité », des mauvaises surprises (le délabrement financier de l'industrie française en 1981) et des bonnes

(« la qualité des dirigeants industriels »).

Les qualités d'Alain Boubill, on les retrouve dans le Socialisme industriel : une bonne connaissance des dossiers, de fortes analyses de la crise industrielle française et un clair esprit de synthèse. A cela s'ajoute une fidélité que l'on dit à toute épreuve.

Seul ennemi — et il s'en sort fort nombreux depuis qu'il régit de l'Elysée sur l'industrie, l'équipement, le logement et les transports — insistant plutôt sur ses défauts. Un extrême autoritarisme, un fort penchant à se laisser guider par ses passions, à s'attacher parfois plus aux questions d'homme ou de technique qu'à la stratégie.

Son inimitié à l'égard de M. Chevènement comme de M. Gomez est odieuse, comme le sont son respect pour M. Dreyfus, ses amitiés pour M. Le Floch, le PDG de Rhône-Poulenc, ou pour M. Mayer, le patron de Bousac. Celles-ci l'amèneront d'ailleurs à engager l'Elysée plus que nécessaire dans l'accord passé entre la firme textile et MM. Willet contre l'avis de l'Institut de développement industriel.

Car, entre l'interventionnisme et le laisser-faire, le conseiller du président hésite sans cesse. Son autoritarisme naturel le pousserait plutôt à intervenir (voir Bousac), quand la doctrine officielle de l'autonomie de gestion des entreprises publiques l'entraîne parfois à trop laisser faire (l'accord CGE-Thomson par exemple). Mais cette va-et-vient — bien française et qui caractérise déjà certains de ses prédécesseurs — n'est-elle pas un bel exemple de la continuité de l'Etat ?

BRUNO DETHOMAS.

(1) Le Monde publie une série de portraits des principaux collaborateurs du chef de l'Etat. Dans ses éditions précédentes, il a présenté MM. Erik Arnoult, Jacques Attali (le Monde du 25 janvier) et Jean-Louis Bianco (le Monde du 26 janvier).

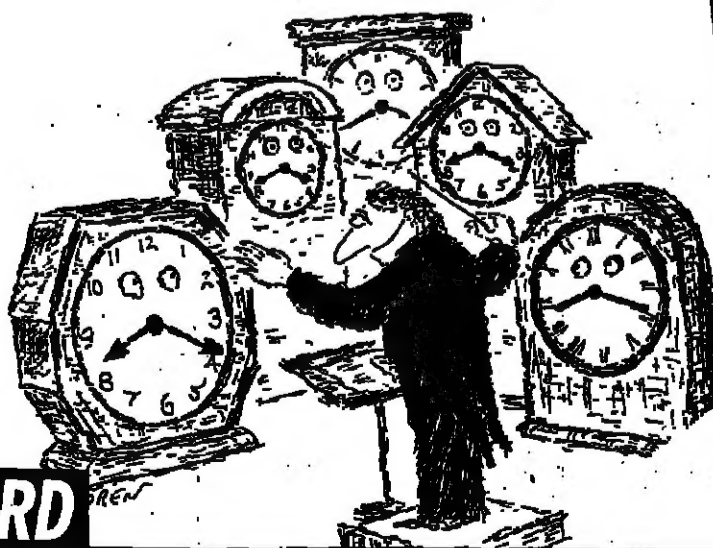
« M. François Léonard (PR) et les libertés ». Le secrétaire général du PR, qui dans le cadre de la campagne de défense des libertés lancée par son parti, fait une « tournée » dans le sud-ouest de la France, s'est déclaré, mercredi 25 janvier, favorable au principe d'une grande manifestation unitaire de l'opposition pour « donner un coup d'arrêt au processus de désintégration des libertés ».

NOTRE BIEN LE PLUS PRECIEUX: LE TEMPS!

JEAN-LOUIS SERVAN-SCHREIBER

DEJA 30 000 EX.

L'Art du Temps



FAYARD



هك: ا من الاصل

(PUBLICITE)

La Bretagne asphyxiée par les concurrences déloyales

Les Bretons refusent les pénalisations

L'économie bretonne tout entière croule sous la concurrence déloyale des produits des élevages hollandais et allemands subventionnés. Un comble : des porcs vivants viennent se faire abattre en Bretagne. Récemment, des foyers de fièvre aphteuse et de peste porcine ont provoqué un déferlement massif sur nos marchés de viande porcine bradée... qui peut être porteuse de germes dangereux pour nos élevages.

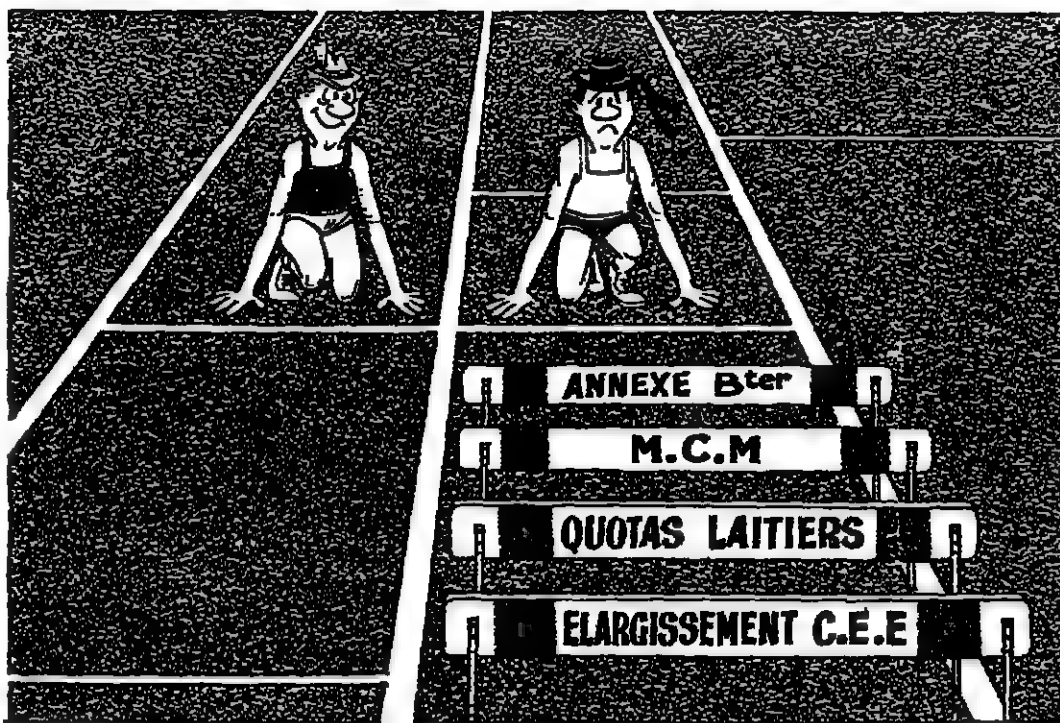
Non contents de ne pas fermer les frontières à ces agressions, les pouvoirs publics ont organisé l'arrivée de ces viandes sous escorte des CRS.

Ce n'est pas tout : nos produits laitiers taxés ne passent plus les Alpes, balayés qu'ils sont par le lait et les fromages allemands subventionnés.

Admettrait-on que Volkswagen, par exemple, soit subventionné pour nous vendre ses voitures, tandis que Renault serait taxé pour accéder au marché allemand ?

La régie Renault serait-elle alors aujourd'hui au premier rang européen ?

Comme si tout cela n'était pas suffisant, voici que l'on nous supprime les correctifs tarifaires du rail et de la route. La Bretagne refuse de payer plus cher qu'ailleurs pour s'approvisionner ou pour écouler ses marchandises.



SUPPRESSION DES CORRECTIFS TARIFAIRES

Le gouvernement vient de supprimer l'annexe B ter. Il ne s'agissait pas d'un privilège mais de la mise à égalité du coût du kilomètre SNCF ou du tarif routier avec celui des autres régions. Pourquoi le prix du kilomètre ne serait-il pas le même partout en France ?

La Bretagne refuse d'être doublement pénalisée, du fait de son enclavement comme de celui du surcoût kilométrique qu'on lui impose, alors que l'insuffisance des infrastructures ferroviaires ou routières est criante.

La suppression de l'annexe B ter représente un coût supplémentaire de 10 000 F environ pour une exploitation de mille deux cents porcs ou de 4 000 F environ par hectare en production légumière. Nous perdons des marchés éloignés, notamment dans la Communauté économique européenne, tandis que les nôtres s'alourdissent et c'est la chute des cours.

LES MONTANTS COMPENSATOIRES MONÉTAIRES

Ce sont des subventions aux exportations de nos concurrents européens (notamment allemands et hollandais) vers notre pays alors que nos propres exportations sont taxées.

Les MCM pénalisent actuellement :

- un producteur breton de porcs de 48 F par porc vis-à-vis de son homologue hollandais ;
- un producteur breton de bovins de 1 158 F par bovin à l'égard de son homologue allemand ;
- un producteur breton de lait de 31 centimes par litre vis-à-vis de son homologue allemand.

Conséquence directe : un dumping de nos concurrents qui a fait chuter les cours du porc en Bretagne de 2 F par kilo en dessous du prix de revient.

Autre conséquence : nos concurrents du nord de l'Europe nous ont pris nos marchés, d'où les faillites en Bretagne et l'accentuation du chômage.

LES QUOTAS LAITIERS

L'impact des MCM se fait davantage sentir sur les productions de porc et de volaille. Les jeunes sont donc condamnés à s'installer prioritairement dans la production laitière. Or voici qu'arrive maintenant la menace européenne d'une limitation de cette production par les quotas laitiers.

Que faire en Bretagne si toutes les perspectives de développement agricole sont bouchées ?

L'ÉLARGISSEMENT DE LA CEE

La Communauté économique européenne, c'est presque exclusivement la politique agricole commune. N'est-il pas préférable, après le nouvel échec d'Athènes, que celle-ci fonctionne correctement à dix avant de songer à l'élargir à douze ?

Déjà le Parlement européen vient d'attaquer la Commission de Bruxelles devant la Cour de justice pour ne pas avoir mis en place une politique de transports.

Ne faut-il pas aussi prévoir, avant tout élargissement, une certaine harmonisation du coût de la main-d'œuvre et de la protection sociale ?

Réuni le 23 janvier 1984 à Plérin (Côtes-du-Nord), le Comité de salut économique de Bretagne regroupait, autour des organisations agricoles (syndicalisme, Chambres d'agriculture, organisations économiques...), les Chambres de commerce et d'industrie, les Chambres des métiers, les transporteurs routiers, l'agro-alimentaire, les expéditeurs de légumes, etc.

Tous sont conscients que la seule chance de la Bretagne, c'est la survie de son agriculture, qui constitue la moitié des emplois de la région.

Avec ces organisations, qui représentent l'ensemble des forces vives de la région, tous les Bretons unis veulent être entendus avant qu'il ne soit trop tard.

« Pour que la Bretagne vive, les Bretons ne demandent que l'égalité des chances. »

COMITÉ DE SALUT ÉCONOMIQUE DE BRETAGNE - 111, BOULEVARD DE-LATTRE-DE-TASSIGNY, 35000 RENNES

LES QUATRE ARMÉNIENS AUX ASSISES

Les silences du « commando suicide »

Les quatre Arméniens qui comparaissent, depuis le 24 janvier, devant la cour d'assises de Paris alliaient-ils dévoiler à l'audience les mystères qui avaient résisté, après la prise d'otages du consulat de Turquie à Paris le 24 septembre 1981, à l'enquête des policiers ? Non, bien sûr. Même éloignés de la lutte depuis plus de deux ans, ces militants de l'ASALA (Armée secrète arménienne pour la libération de l'Arménie) restent « des soldats ayant obéi aux ordres ».

Ils ont le souci, surtout, de la sécurité de leur organisation, et même les questions faussement naïves du président, M. Guy Floch, ne leur feront lâcher que des réponses évasives. La préparation de l'opération, les mobiles des instigateurs, les détails de ce coup de main, préparé dans le quartier arménien de Beyrouth ? « Nous ne pouvons rien dire à ce sujet », répètent poliment Vasken Sissian, le moustachu, et Yervik Guzelian, le barbu, les chefs du commando.

C'est à peine si on apprendra que les quatre jeunes gens ne se fréquentaient pas avant leur départ pour la France, qu'ils sont arrivés séparément à Paris, cinq jours avant d'entrer en scène, l'avant-veille, la veille même pour l'un d'eux, de la prise d'otages, d'ailleurs munis, tous, de visas délivrés par notre consulat de Beyrouth.

On ne connaissait pas les lieux et se sont contentés de quelques brefs repères de l'immeuble situé au 170, boulevard Haussmann (8^e), avant de se répartir les armes devant la porte : deux pistolets de marque Browning, un fusil d'assaut Kalachnikov, deux grenades défensives et un engin explosif composé de plusieurs pains de semtex, une pâte d'origine tchécoslovaque contenant de la pentrite souvent utilisée dans les attentats commis en Europe.

Les quatre Arméniens rappellent encore ce que les autorités françaises avaient su des premières heures de la prise d'otages. « Le commando suicide » avait pris le nom de Yeghi Kechichian, « un combattant arménien tombé aux mains des Turcs ». Son opération s'intitulait « Van », en souvenir de cette ville « martyre, symbole de la résistance arménienne ». Mais sur le mode d'acheminement des armes, rien ! Sur les éventuelles complications dont avait pu bénéficier le commando à Paris, sur l'emploi du temps de Vasken Sissian, premier arrivé, pas plus. La France, à l'occasion de ce procès, en sera pour ses frais et devra se forger ailleurs une parfaite connaissance de l'ASALA.

« Police ! »

Dès lors, l'intérêt de cette audience ne pouvait que retomber. D'autant que passée au tamis de la procédure judiciaire, cette prise d'otages perd nécessairement de sa puissance d'émotion. Mise à plat, décorquée au microscope, l'action rapportée s'étiole dans les reconstitutions et les récits. Il n'en subsiste guère qu'une opération très marquée par l'improvisation ttonnante. Une entreprise délicate, découpée plan par plan où la justice cherche à isoler l'individu du commando afin d'établir les responsabilités de chacun, alors que les inculpés privilégient l'idée d'une responsabilité partagée.

Ainsi, l'acte d'accusation place la faute la plus grave tout à fait au début de la prise d'otages. Il était 11 h 15, ce 24 septembre 1981. Les quatre hommes venaient de pénétrer, arme au poing, dans les locaux du consulat. En turc, puis en français, ils intimaient l'ordre aux personnes présentes — une cinquantaine

au total — de s'allonger sur le sol du couloir.

Un garde turc, Camal Ozen, tenta d'empêcher Guzelian d'entrer dans la salle des démarches administratives. Lutte brève. Pour réduire l'obstacle, l'Arménien tua, visant, il en conviendrait, la tête de son adversaire. Guzelian, pour sa défense, explique aujourd'hui qu'il « avait essayé de ne pas tirer ». « Il y avait près de trente personnes dans le couloir, dit-il. En ne touchant pas le garde, je risquais de lâcher la grenade dégonflée que je tenais dans l'autre main ».

Ce 24 septembre, la fusillade devait paraître terriblement longue. Cinq minutes ? Un quart d'heure ? Aucun des acteurs, aucun des otages ne se rappelle la durée exacte de cet échange de tirs. Les membres du commando étaient eux-mêmes armés. Le consul général adjoint, M. Kaya Isal, dissimulé dans un réduit proche de son bureau, blessa Agop Djulifayan, avant d'être grièvement atteint lui-même. Un policier français, le gardien de la paix Blondel, alerté par le bruit, pénétra un bref instant dans une pièce du consulat par une fenêtre. Ce téméraire lança : « Police ! Sortez les mains en l'air », avant de tirer sur l'un des preneurs d'otages et de quitter les lieux précipitamment par le même chemin. Sissian devait pointer à cet instant, en raison d'une blessure à l'épaule, la direction du commando.

Tout avait été dit ce jour-là, le plus grave en tout cas. La mort d'un garde et les blessures de trois personnes en quelques instants. Le reste appartenait à la négociation avec la police, à l'attente, pendant des heures, d'une conclusion pour une prise d'otages lancée imprudemment. Cette seconde partie est inscrite au programme de l'audience du 26 janvier.

PHILIPPE BOGGIO.

AU PROCÈS PARIBAS

Un réquisitoire plus sévère pour la banque que pour ses clients

Deux relaxes — celles de M^{me} Jacqueline Fayard et de M^{me} Avelot, — des peines de trois à six mois de prison avec sursis pour les vingt-sept autres clients de la banque inculpés mais qui ont reconnu la fraude et rapatrié leurs avoirs, six à douze mois, toujours avec sursis, mais assortis de fortes amendes fiscales pour ceux qui nient, et enfin quinze à vingt-quatre mois encore avec sursis, accompagnés d'amendes fiscales, pour les responsables de la banque, MM. Pierre Moussa, l'ancien président-directeur général, Jean Penychou et Daniel Rouchy sous-directeurs à l'époque : telles ont été, mercredi 25 janvier, les conclusions du réquisitoire prononcé au procès Paribas par M. Jean-Pierre Monesté et M^{me} Christine Thin.

Aux yeux des représentants du ministère public, la faute des hommes de la banque a été plus grave que celle des clients, dont la bonne foi de certains se trouva surpiquée et dont les infractions reprochées aux autres ont été souvent le résultat même des conseils qui leur ont été donnés.

Qu'il s'agisse, en effet, des transferts de capitaux en Suisse, des opérations de compensation réalisées clandestinement ou de l'extravagante évasion vers le Canada des trente-cinq mille pièces d'or de M. Jean-Pierre Latécoère, l'accusation a vu, dans cet ensemble, la main de ce service de la gestion privée et de son directeur de l'époque, M. Jean Richard, aujourd'hui en fuite. Car, si M. Léonce Boissonnat, fondé de pouvoir, tenait sur ses fameux carnets une comptabilité occulte très précise, M. Monesté comme M^{me} Thin ont refusé la thèse selon laquelle cet homme « désintéressé, méticuleux, dévoué à sa banque » aurait pu agir à l'insu de ses supérieurs. Il leur apparaît, tout au contraire, que, s'il accepta de prendre tout sur lui, c'était uniquement par un ultime esprit de sacrifice. Et M. Monesté trouva à ce sujet ses accents les plus ardents et les plus véhéments.

Il n'a pas caché sa réprobation devant l'attitude des supérieurs de Léonce Boissonnat, qui tentèrent de rejeter sur lui la responsabilité de tout ce qui s'était passé. Mais surtout, cet inquisiteur éloquent a voulu expliquer les raisons de ce « lâchage ». Selon lui, le dossier montre clairement que, si la gestion privée de Paribas devint à Paris un guichet de la filiale de Genève, ce fut sous l'impulsion de M. Jean Richard, directeur de ce service, et qu'il s'agissait impérativement de couvrir ce dernier à tout prix.

Pourquoi ? Parce que M. Richard au sein de Paribas était un rouage important, un responsable qui avait ses entrées à la direction générale. Et si M. Moussa était général d'ar-

mée, M. Richard, lui, était au moins général de brigade en relations avec l'état-major. La mettre en cause aurait abouti à mettre en cause la direction elle-même.

Or, a dit encore M. Monesté, tout accuse et accuse M. Richard. La gestion privée fut son œuvre. Sa grille y est partout. C'est lui que l'on trouve à l'origine de l'affaire Latécoère. C'est lui qui, en plusieurs occasions, conseilla directement aux clients des transferts en Suisse.

M. Moussa ne s'émoult pas

Ces opérations, qui apparurent ensuite dans les carnets de M. Boissonnat, montrent bien que ce dernier avait la seule charge de tenir un état de situation destiné à la banque elle-même. M. Richard ne disait-il pas aux clients, qui l'ont rapporté : « Paribas-Paris et Paribas-Genève, c'est la même chose ? ». Non, a dit M. Monesté, cette comptabilité révélée par les carnets n'était pas la comptabilité du fondé de pouvoir, c'était bel et bien celle de la gestion privée et au-delà de la banque elle-même. Si tel n'avait pas été le cas, aurait-on pu dire, au client, lors que la fraude fut découverte, que tout serait pris en charge par Paribas, paiement des amendes comme des honoraires d'avocats ?

Mais s'il était facile de pourfendre M. Richard et ses anciens collaborateurs, MM. Penychou et Rouchy, M. Monesté se trouvait moins armé pour ferrer aussi bien M. Moussa, dont il devait durant ses deux heures trente d'exposé assez peu parler. Contre l'ancien président-directeur général, il invoque donc l'alinéa 1 du paragraphe 2 de l'article 399 du code des douanes pour qui le fait d'être à la tête d'une société qui a fraudé suffit pour que le dirigeant soit réputé intéressé à la fraude.

Ainsi, M. Monesté peut-il dire qu'il ne ferait pas à M. Moussa l'injure de supposer un instant que celui-ci a pu connaître les réalités de l'affaire Latécoère.

Il trouve quand même fâcheux qu'après la découverte des opérations de la gestion privée il se soit contenté d'enterrer le rapport d'inspection interne qui fut bien induit pour M. Richard et qu'il ait lui-même, après la fuite du directeur de la gestion privée, pu répéter : « J'ai toujours douté, et je doute encore, que Jean Richard ait pu avoir une responsabilité quelconque dans des opérations de ce genre ». Après avoir écouté tout cela et beaucoup noté, M. Moussa refusait malgré tout de s'en émoouvoir, alors que M. Penychou, lui, ne se remettait pas d'avoir entendu dire par M. Monesté qu'il fut l'un de ceux qui donnaient l'ordre de la Nation le 23 janvier.

● Citation à l'ordre de la Nation — Michel Metzger, adjudant professionnel du corps départemental de sapeurs-pompiers de Seine-et-Marne, mortellement blessé en service commandé le 16 octobre 1983, à Dormelles, a été cité à l'ordre de la Nation le 23 janvier.

LE DÉCOURAGE DE L'ÉTAT

Le découragement de l'État est le cœur de pied de l'âne.

Il reste maintenant à la défense le soin de répondre. Elle commencera à la faire le 30 janvier.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

EN BREF

Plainte contre des policiers de Mulhouse

Mulhouse. — M. Small Sliman, cinquante-cinq ans, président fondateur de « Défense et assistance des Musulmans de France » vient de déposer auprès du doyen des juges d'instruction de Mulhouse (Haut-Rhin) une double plainte avec constitution de partie civile : la première contre des policiers du commissariat central de la ville pour coups et blessures volontaires ayant entraîné une incapacité supérieure à huit jours et injures à caractère raciste ; la seconde contre un interne de l'hôpital « pour non-assistance à personne en danger » et « pour injures raciales ». A l'appui de ces plaintes, M. Sliman a produit deux certificats médicaux : toutes les lésions que présentait à l'époque des faits le demandeur « paraissent d'après le médecin, avoir été provoquées par des coups ».

Selon la police, M. Sliman aurait été blessé au visage par le moniteur de l'origine de l'intervention policière. M. Guy Tochon, commissaire central à Mulhouse, qui conteste formellement la version de M. Sliman se réserve la possibilité de déposer plainte pour dénonciation calomnieuse. — (Corresp.)

La libération de M. Jean Durioux

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a ordonné, le mercredi 25 janvier, la mise en liberté sous contrôle judiciaire de M. Jean Durioux, cinquante-trois ans, rédacteur en chef de Paris-Match. M. Durioux avait été écroué à Fresnes le 19 janvier, sous l'inculpation de vol et recel, après la publication par le mensuel Photo de photographies du corps d'une jeune nérlandaise victime d'un Japonais anthropophage. On indique de source autorisée que les expertises ordonnées par le juge d'instruction ont apporté la preuve formelle que les photographies publiées par Photo avaient été tirées par le laboratoire du groupe Filipechki, à partir des négatifs pris par l'identité judiciaire, et appartenant à ce service. (Le Monde des 20 et 21 janvier).

M. Durioux a été libéré après le versement d'une caution de 50 000 francs. Il lui est interdit de rencontrer la personne qui lui a fourni les documents incriminés et de quitter le territoire. Sa carte

EN CONGRÈS INTERNATIONAL A PARIS

Mille graphologues décryptent leur métier

Ils en ont assez, les graphologues, d'être traités de voyeurs, de flics ou de sorciers. Si un millier d'entre eux sont réunis en congrès international à Paris, du 26 au 28 janvier, c'est d'abord pour démontrer le sérieux d'un métier trop souvent considéré comme une science occulte ou du charlatanisme. Mais c'est surtout pour faire le point sur cette « science de l'écriture » qui multiplie ses champs d'activité et attire de plus en plus de candidats, amateurs ou professionnels.

Thème du congrès : « La graphologie au service de l'homme ». Entendez par « service » la contrainte de tout ce que pensent les gens mal informés. « On nous accuse d'exercer le métier de sorcier, remarque M^{me} Anne-Marie Simond, membre du conseil d'administration de la Société française de graphologie (SFG), organisatrice du congrès. Quel pouvoir ? Nous ne sommes que des experts qu'on consulte. On nous accuse de rejeter des individus, d'être des briseurs de carrière. Notre rôle est, au contraire, d'aider les gens à se connaître et à trouver la place qui leur convient le mieux ».

Ces évidences ne passent toujours pas dans les pays anglo-saxons, où la graphologie reste suspecte et marginalisée. Seule une poignée d'Américains et de Britanniques sont présents à ce congrès international (le premier depuis 1978). Beaucoup de Belges en revanche (80 inscrits), d'Italiens (80), de Suisses (25) et, bien sûr, d'Allemands (40), devenus aussi actifs que les Français.

C'est en Charente qu'a été inventée la graphologie moderne, même si les analyses de l'écriture remontent à l'Antiquité. L'abbé Jean-Hippolyte Michon ouvrit la voie en 1870. Trente ans plus tard, un premier congrès des « sciences de l'écriture » était organisé à Paris dans le cadre de l'Exposition universelle. Entre-

temps, un autre pionnier, Crépiaux-Jamin, avait défini les « sept genres » de l'écriture (direction, dimension, forme, ordonnance, continuité, pression et vitesse) et les « espaces » de chaque genre. L'écriture peut être grande (orgueil) ou petite (humble), inclinée ou redressée, disjointe ou groupée, ornée ou simplifiée, retouchée ou inachevée, fuselée ou massueuse...

Une foule de paramètres, terriblement tentants pour un ordinateur — et cela n'a pas manqué : comme d'autres disciplines, la graphologie s'informatise. Du moins pour la recherche car, dans la pratique individuelle, les outils sont toujours réduits à leur plus simple expression : de bons yeux et une loupe (avec une échelle incorporée pour ceux qui font de la graphométrie).

Les limites de l'art

D'une décennie à l'autre, la graphologie s'est affirmée en s'élargissant. Elle s'applique, par exemple, beaucoup d'importance à l'écriture de l'enfant dont on contestait jadis la signification. La porte des écoles n'est pas encore ouverte aux disciples de l'abbé Michon, mais les familles les consultent, et certains instituteurs s'initient maintenant à leur art.

Autre champ nouveau : la médecine. Des graphologues sont associés aux équipes de certains hôpitaux, principalement dans les services de neurologie et de psychiatrie. Ils interviennent à titre d'observateurs, surtout pour surveiller l'amélioration de l'état d'un malade au cours d'un traitement.

Mais c'est dans le domaine du travail que la graphologie prend un véritable essor. Nombre de grandes entreprises et de bureaux de recrutement du personnel font appel à elle. Le « lettre manuscrite » réclame dans des offres d'emploi ne trompe personne. Ce

n'est jamais le graphologue qui décide d'une embauche, mais son avis compte à l'issue d'une présélection.

L'investigation judiciaire, en revanche, n'occupe qu'une petite partie des graphologues. Une trentaine d'entre eux sont experts auprès des tribunaux pour comparer des écritures. Comparer et non interpréter.

La graphologie est servie par la simplicité de son application — il suffit d'avoir un texte écrit — et par le déclin relatif d'autres disciplines, moins concrètes, comme la psychologie. Elle attire soit des amateurs, soit des candidats qui se destinent à ce métier, soit d'autres professionnels qui veulent utiliser l'analyse de l'écriture dans leur secteur (des chefs d'entreprises, par exemple). La Graphologie, revue trimestrielle de la SFG, compte quatre mille abonnés, trois fois plus qu'il y a dix ans. Les cours dispensés par cette société sont pris d'assaut. La publicité, mais la proportion de femmes reste écrasante, car ce métier, souvent mal rémunéré, peut être exercé à mi-temps.

Beaucoup de charlatans profitent du succès de la graphologie. Ils vendent les recettes les plus alambiquées : trouver un corrélat idéal par une analyse de lettre, ou même modifier le caractère d'un individu en changeant son écriture... Il n'a pas suffi de faire reconnaître d'utilité publique la SFG en 1971, puis de faire homologuer un diplôme par le ministère du travail en 1978, pour protéger cette profession. Ses meilleurs élèves sont encore ceux qui soulignent les limites de leur art. « La graphologie, précise M^{me} Anne-Marie Simond, ne peut mesurer l'intelligence, ni révéler les goûts, ni même déceler toutes les psychoses. Et il lui arrive de se tromper... comme la médecine ».

ROBERT SOLÉ.

Grâces médicales : mise en liberté de M. Fraticelli

La cour de Versailles, qui examinait depuis lundi 23 janvier l'appel interjeté par le parquet et les condamnés du jugement rendu le 16 novembre 1983 par le tribunal de cette ville dans l'affaire dite « des grâces médicales » de Marseille, rendra son arrêt le 21 février. Cependant, dès la fin de son débat, mercredi 25 janvier, elle a fait droit « sans préjudice du fond » à la demande de mise en liberté de M. André Fraticelli, ancien avocat au barreau de Marseille qui restait le seul détenu dans cette affaire.

En première instance, M. Fraticelli avait été condamné, ainsi que le docteur Alain Colombani, ancien médecin-chef de la prison des Baumettes, à un an de prison dont huit mois avec sursis. Ce jugement modéré, qui avait notamment écarté le délit de « complicité à l'évasion » du traficant de drogue Robert Kéchichian dont M. Fraticelli était l'avocat, a été critiqué en appel par l'avocat général, qui a demandé contre les prévenus « des peines particulièrement sévères ».

Circulation : les Français hostiles à la réforme de l'indemnisation

Les Français sont défavorables à la réforme de l'indemnisation des victimes d'accidents de la circulation. Telle est la conclusion d'un sondage dont les résultats viennent d'être publiés, dans la Gazette du Palais (numéro daté 18-19 janvier). M. Robert Badinter, ministre de la justice, est à l'origine de ce projet qui permettra d'indemniser automatiquement le piéton ou le cycliste victime d'un accident, même s'il a commis une faute (Le Monde daté 9-10 octobre 1983).

Sur mille personnes interrogées entre le 7 et le 12 décembre par la SOFRES, 59 % estiment qu'« il n'y a pas de raison » qu'un piéton qui a traversé au vert soit indemnisé. En revanche, 57 % trouveraient normal que l'assureur du conducteur indemne la famille d'un enfant de dix ans qui a traversé au vert et s'est fait renverser.

58 % des personnes interrogées estiment que « c'est une mauvaise chose (...) de faire disparaître la notion de faute ». 33 % sont, en revanche, d'accord avec le projet du ministère de la justice.

CHARGE EXPLOSIVE CONTRE LA SNIAS

Une charge explosive a été lancée, mercredi soir 25 janvier, contre deux bureaux d'études situés au premier étage de l'établissement de la Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS), à Châtillon (Hauts-de-Seine), qui abrite notamment les moyens d'études pour la conception des missiles tactiques (Exocet, AS-15, Milan, Hot ou Roland) de la société.

L'explosion a provoqué d'importants dégâts matériels et un début d'incendie, circonscrit par les pompiers.

Avant que la nouvelle ne soit diffusée, un correspondant anonyme a revendiqué, auprès de l'Agence France-Presse, la responsabilité de l'explosion pour le compte des « martyrs de Basle », allusion au raid aérien de la France, le 17 novembre 1983, contre un camp militaire à Basle (Liban), après l'attentat qui a coûté la vie à cinquante-huit soldats français de la force de Beyrouth.

L'expression « déporté du travail » reste interdite

Pour avoir édité un calendrier 1983 à l'intention de ses associations départementales, qu'elle qualifiait d'associations de « déportés du travail », en dépit de l'interdiction de cette appellation émise par des décisions judiciaires devenues définitives, la Fédération nationale des victimes et rescapés des camps nazis du travail forcé — ex-Fédération nationale des déportés du travail — avait été assignée devant le tribunal de Paris par cinq associations de déportés de la Résistance. Le jugement rendu mercredi 25 janvier par la première chambre civile a fait droit à l'action des demandeurs.

La Fédération nationale des victimes et rescapés des camps nazis du travail forcé a été condamnée à verser trois mille francs de dommages et intérêts à chacune des associa-

الجمهورية العربية السورية

Le Monde

LIVRES

Kundera et le rapt de l'Europe centrale

MILAN KUNDERA - devenu français en 1981, deux ans après avoir été déchu de la citoyenneté tchécoslovaque - publie cette semaine, chez Gallimard, un grand roman au titre grave : *L'insoutenable légèreté de l'être*, dans lequel il poursuit et précise sa recherche sur la vie concrète de l'homme, à l'opposé de ce qu'il nomme les « romans réducteurs » qui rongent la vie humaine.

Ce roman, Milan Kundera a commencé de l'écrire il y a vingt-cinq ans, avant même la *Plaisanterie*, cette parabole exemplaire pour laquelle Louis Aragon avait, dans une préface retentissante, dénoncé le « *Blasphème de l'esprit* » qui s'annonçait à Prague. Kundera estime toujours, et de plus en plus, que les romans ont un rôle important à jouer dans notre monde, un rôle distinct de celui des proclamations et des positions politiques. « Depuis que j'écris, nous disons-ils la semaine passée - avant de partir pour Venise et d'y faire un pèlerinage sur la tombe d'Igor Stravinski, - mon plus grand pari, c'est de concilier le roman avec la philosophie, de

concilier le roman avec l'intelligence. Faire entrer la pensée dans le roman... »

L'insoutenable légèreté de l'être est une histoire d'amour à cinq personnages principaux, dont le tragique destin nous est conté selon les règles d'une composition presque musicale. « Mon intention, dit encore Kundera, c'était d'écrire sur l'amour et l'érotisme d'une façon plus profonde que dans les autres romans. Mon ambition, c'est de dire ce que les autres n'ont pas dit. Si l'on n'innove pas, on n'a pas de raison d'écrire. Le livre qui n'est pas justifié est immoral. Je ne veux surtout pas être un graphomane qui fatigue les autres avec son moi... »

Il s'est donc attaqué à la « donnée », l'« insoutenable légèreté de l'être ». Mais qu'est-ce que la légèreté selon Kundera ? « La légèreté, c'est aller jusqu'au bout de la conscience que le roman est un jeu, c'est accepter le caractère ludique du roman. Nous vivons à une époque où la légèreté apparaît comme un défaut. C'est dommage. »

Lui qui ne se sent ni un dissident ni un émigré, mais qui appartient de toutes ses fibres à l'Europe,

ne cesse de nous ouvrir les yeux sur cette Europe centrale, sa « patrie multinationale » comme il l'appelle, patrie dont la culture a été « massacrée », et qui a été « kidnappée », mais que l'Occident y promène comme un objet de curiosité. Kundera se bat sur le front du roman pour défendre bien plus que le roman : « Depuis le commencement des temps modernes, dit-il, le roman a exploré obstinément l'existence humaine en défilant, l'un après l'autre, ses différents aspects. Avec Cervantès, il découvre l'aventure ; avec Richardson, la vie intérieure de l'homme ; avec Flaubert, le quotidien ; avec Tolstoï, l'irrationnel et ses interventions dans nos vies ; avec Proust, le mystère du passé ; avec Joyce, l'énigme du moment présent, etc. »

Il y a deux arts que les autres civilisations n'ont pas connus dans l'ampleur que leur a donné l'Europe : la musique et le roman. La musique a modelé notre sensibilité, nos sentiments, notre faculté de nous émoir. Le roman a inculé à l'homme la curiosité d'autrui et la tolérance à

l'égard de celui qui pense différemment. Le lecteur de Tolstoï peut être en désaccord moral avec Anna Karénine, mais il ne peut pas ne pas la comprendre. L'homme européen est insensible sans le roman. C'est pourquoi chaque roman digne de ce nom s'adresse à l'Europe tout entière. L'Europe qui oubliera sa musique et son roman ne sera plus Europe. »

Dans une préface à la nouvelle traduction américaine de la *Plaisanterie*, Milan Kundera s'est expliqué sur ses amies de formation, sur son esthétique, sur les auteurs dont il descend. Nous publions ci-dessous quelques extraits de ce texte, inédit en français.

NICOLE ZANDI

(1) On lira, à ce sujet, deux textes dans lesquels Milan Kundera approfondit son analyse : « En vidant une nation de sa culture, on la condamne à mort », écrit-il avec Amber Bousonglou dans *Le Monde des livres* du 19 janvier 1979 ; et « Un Occident kidnappé », dans *Le Débat*, n° 27 (novembre 1983).

Le piano de Chopin

« DEPUIS ma plus tendre enfance j'ai entendu mon père jouer au piano de la musique moderne : Stravinsky, Bartok, Schönberg. Mais le public voulait les Rhapsodies hongroises de Liszt et pas Stravinsky. Le résultat, ce fut les salles où il donnait ses concerts étaient à moitié vides, et comme j'aimais mon père et la folie, j'adorais l'art moderne et la musique, ce public qui préférait Liszt à Stravinsky. »

« Quand j'ai eu quinze ans, j'ai essayé de composer moi-même de la musique à 12 tons, et quand j'ai eu seize ans, j'ai lu Marx. Le communisme m'a captivé autant que Stravinsky, Picasso et le surréalisme. Il

promettait une grande et miraculeuse métamorphose, un monde complètement nouveau et différent. Mais les communistes se sont emparés de mon pays et ont instauré le règne de la terreur. J'avais dix-neuf ans, j'ai appris ce qu'étaient le fascisme, le nazisme et les procès politiques ; j'ai vu par ma propre expérience ce que cela signifiait d'être enlevé par le pouvoir, d'être répudié par le pouvoir, de se sentir coupable face au pouvoir et de se révolter contre lui. »

« Expulsé de l'université, j'ai vécu la vie des ouvriers. Plus tard j'ai joué avec un groupe de musiciens ambulants dans les tavernes d'une région minière pour faire dan-

ser les gens. Le monde inconnu que je découvrais là agitaillonnait ma curiosité. Il fallait que je sache pourquoi ils se comportaient comme ils se comportaient dans ces conditions incroyablement cruelles. C'est la curiosité née à ce moment-là qui m'a mené à devenir romancier dix ou quinze ans plus tard. »

« Le trompettiste de notre orchestre était un musicien brillant que les communistes avaient forcé à quitter le Conservatoire pour des

Le roman est lié à l'avènement des temps modernes, à ce moment où l'homme découvre le caractère insaisissable de la vérité et la relativité de toutes choses humaines. Je tâche de comprendre mes personnages, mais je ne m'identifie ni moralement, ni émotionnellement à aucun d'eux. »

« 3) Le roman est une grande synthèse intellectuelle. Outre une riche expérience vécue, outre le don d'imagination, il exige un grand



* Dessin de BERNICE CLEVEY

raisons politiques (deux ans plus tard alors qu'il travaillait comme maçon, il se tua en tombant d'un échafaudage). Dès que les danseurs avaient eu assez de vodka pour nous oublier, il me chassait du piano et, dans le vacarme général, jouait le *Clavecin* bien tempéré de Bach qu'il savait en entier par cœur. J'en suis arrivé à haïr notre siècle, à haïr la politique, à haïr les passions. Je rêvais du dix-huitième siècle. Je me disais que, dans le monde, seul m'importaient les femmes et l'art. »

« Quand ma vie s'est un peu apaisée, j'ai essayé de revenir à mes deux intérêts primordiaux. Avec les femmes c'était plus facile qu'avec l'art. Je peignais, je faisais un peu de cinéma et de théâtre, j'écrivais de la poésie, mais rien me satisfaisait. Je me suis enfin trouvé quand j'ai écrit la *Plaisanterie*. J'avais trente-trois ans. »

Mon esthétique du roman

« Mon esthétique du roman ? Elle est déjà dans la *Plaisanterie* et s'y retrouve aujourd'hui, en germe, tout ce que j'ai tenté de faire, depuis, dans mes autres œuvres. »

« 1) Pour moi, le roman est une exploration de l'existence. Je ne l'ai jamais considéré comme une confession personnelle. Je déteste l'indiscrétion, dans la vie comme dans la littérature. Ma vie est mon secret qui ne regarde personne. Je n'aime pas non plus le roman compris comme description d'une société, ou comme dénonciation d'une politique. Que le stalinisme (ou le leninisme) soit criminel, tout le monde le sait. Une telle lapalissade ne mérite pas un roman. Le roman n'a de raison d'être que s'il révèle un côté inconnu de l'existence humaine. Bien entendu, nos vies sont situées dans un contexte politique et social, mais ce contexte n'intéresse un romancier que dans la mesure où il éclaire la condition humaine d'une façon nouvelle et insaisissable. »

« 2) Le roman ne proclame aucune vérité, aucune morale. Ce sont les autres qui s'en occupent : des chefs de parti, des présidents, des terroristes, des prêtres, des révolutionnaires, des éditorialistes.

MILAN KUNDERA.
(Lire la suite page 16.)

le feuilleton

« L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE »

Milan le fataliste

LS nous font rire, les chœurs éprouvés du terroir ! Les plus grands créateurs du siècle n'auront pas été des enracinés chers à Barthes, mais des métèques, volontaires ou obligés : Joyce, Picasso, Nabokov, Beckett, Soljenitsyne...

Tchèque de Paris depuis l'invasion russe de 1968, Milan Kundera est en train de devenir un des meilleurs exemples vivants de la fécondité du métissage en littérature. Son dernier roman porte à la perfection la synthèse, amorcée par la *Plaisanterie*, *Risibles Amours* et le *Valse aux adieux*, entre deux traditions européennes du conte philosophique : l'orientale, qui a conduit de Goethe à Kafka, Musil, Gombrowicz, et celle du dix-huitième siècle français, passablement perdue en chemin et que notre hôte ressuscite, riche de son exil forcé, plus choisi.

Ce n'est pas sans raison que Kundera a donné récemment une version théâtrale de *Jacques le fataliste*. Il y a du Diderot chez ce compatriote de Kafka, une bouture magnifique de ces deux conteurs, jamais en reste d'un paradoxe sur nos tourments éternels ou présents. Peu d'auteurs font mentir avec autant d'esprit et de grâce le principe selon lequel les idées nuisent aux romans. Peu

par Bertrand Poirot-Delpech

donnent à ce point, dès les premières lignes, l'impression d'être pris en main, comme irradié, par une malice et une délicatesse qu'aucun bavardage, on le sent tout de suite, ne démentira.

Sous son titre abstrait, ses digressions nombreuses et sa construction plus thématique que chronologique, *L'insoutenable légèreté de l'être* se présente d'abord comme l'histoire toute romanesque de deux couples, aux alentours des événements de 1968 - les vrais, ceux de Tchécoslovaquie.

Tomas, chirurgien de Prague, frise alors la cinquantaine. Il a divorcé dix ans plus tôt, après un bref mariage dont il lui reste peu de souvenirs et un fils. C'est un polygame dans l'âme. Dans le corps, surtout. Il ne conçoit pas d'autre sentiment que l'amitié érotique, et sans exclusive.

Il fait une exception pour Tereza. Cette serveuse de brasserie débrouille dans sa vie, et s'y impose, comme Moïse dans son panier. Elle se l'attache par deux semaines de grippe carabinée, et, comme souvent, par ses névroses. Elle est un mélange d'énergie et de faiblesse, laquelle faiblesse elle prend plaisir à exagérer, à exhiber, comme sa mère et la ville de Prague avec ses ruines. Son ventre gargouille, elle se regarde beaucoup dans la glace, elle a des cauchemars d'exclusions violentes, de noyades. Elle a besoin de tenir une main pour dormir.

Tomas, qui ne pouvait passer la nuit avec ses amies d'un soir, garde la main de Tereza dans la sienne, l'épouse, lui donne un chiot nommé Karénine. Mais il continue de courir, c'est plus fort que lui. Il rentre de l'hôpital avec de drôles d'odeurs dans les cheveux ; en particulier, celles d'une artiste peintre, Sabina, que la perspective d'être enterrée angoisse et qui se promène nue dans son atelier, vêtue du seul chapeau maillon de son père, ancien maire d'un bourg de Bohême. (On peut dire d'elle, bien d'autres choses moins saugrenues, vous imaginez, mais chacun retient d'un livre ce qui lui plaît et raconte de même, pas vrai ?)

(Lire la suite page 16.)

Portrait de l'artiste en esthète cynique



Roland Jaccard L'Âme est un vaste pays

« Le cynisme, c'est le prix de tout et la valeur de rien. »

Oscar Wilde

GRASSET

billet

Le rire de l'homme blanc

PIERRE MILLE, écrivain algérien, publie chez Grasset *Le rire de l'homme blanc*. Il y raconte, dans le Temps du 10 août 1968, que les colonies françaises n'avaient pas donné d'écrivains spécifiques, au contraire des possessions britanniques. La littérature coloniale, en effet, ne saurait être confondue avec cette prose à usage littéraire, coulée d'aventures guerrières, exotiques et de la traite des « indigènes », qui prit alors son essor. Cependant, tout avait été dit, dit sur la réalité coloniale, et l'on en juge par les textes et les témoignages que Nicole Prioulat a réunis dans la *France coloniale*, préface de Patrice de Beer. A la lecture de cette anthologie, on a le curieux sentiment d'avoir été joué, d'assister à un débat récent dont l'essentiel aurait été prononcé au siècle dernier. L'histoire n'aurait-elle que bégayé ?

L'anthologie, en tout cas, révèle une large convergence entre gens de tous bords sur la nécessité coloniale. Le regard fixé sur l'Angleterre ou l'Allemagne, les uns estiment que l'expansion outre-mer est indispensable à la grandeur et à la gloire de la France, les autres, qu'elle apportera les bienfaits de la civilisation.

Lamarine, en 1834 déjà, préviennent ses contemporains qu'abandonner l'Algérie « ce serait trahir la providence, qui nous a fait ses instruments dans la conquête la plus juste peut-être qu'une nation ait jamais accomplie » ; ce serait trahir le sang de ces braves que nous avons sacrifiés dans ces essent donnés à la barbarie... Cinquante ans après, s'adressant à ceux qui dérogent à l'intervention en Indochine, Paul Borelstein coupe court à toute interrogation : le caractère « indéfectible » de l'expansion transocéanique est « scientifiquement démontré ».

La colonisation, surtout en Algérie, n'est pas toujours une parole de plume. Parce que Abd-el-Kader dans le plexus aux troupes françaises. Stendhal, fidèle à lui-même, regrette ces « jeunes généraux de l'armée d'Italie ». Tocqueville (1841). L'esprit plus diplomatique que jacobin, déplore que toutes les alliances locales aient été amenées à la destruction ou à la diminution de ceux qui mettaient en nous leur confiance. Comme on nous la répète plus tard, Paris ne se préoccupe pas assez de ses colonies, laisse trop le colon agir à sa guise ; ce colon, dit Maupassant (1881), qui « ne voit dans l'Arabie que l'ennemi à qui il faut disputer le terrain ». C'est justement ce que préconisait Louis Vautier à Guizot, en 1841, avec l'immigration d'Européens et l'installation de « villages agricoles et agricoles ». Vautier se

proposait de négocier avec des « écrivains algériens ». Il importe, en effet, que « la voix ne s'élève pas en vain sur cette terre infidèle ». Le spectacle que donne la population européenne d'Algérie, « qui vit de la paille, du sang, et, il faut bien le dire, des débauches de l'armée », écrit l'âme de l'écrivain catholique.

Vingt ans après, le père de Georges, Ernest Feytaud, se demande « comment faire comprendre à des gens qui rêvent de l'Alsace ou de la Normandie sous les palmiers que, plus ils modernisent leur ville, plus elle sera barbare et vulgaire ». D'autant que l'Arabie refuse les coutumes et les cultures européennes, il pleure mais ne rompt pas. « On l'entraîne plutôt que de le faire abjurer », écrit un Eugène Fromentin, qui, chose rare, s'efforce de taire ses partis pris. Victor Hugo, qui a l'indignation de l'esthète, proteste contre le sac du merveilleux Palais d'été en Chine par les troupes franco-britanniques, pour une fois d'accord. Il montre moins de sollicitude envers le continent noir : « Venez - votre trop-plein dans cette Afrique et de la même coup, résolvez vos questions sociales, changez vos propriétés en propriétés », s'écrit le poète lors d'un banquet commémorant... l'abolition de l'esclavage.

Sous l'uniforme, le prolétaire, justement, ne se porte pas bien. Lors de l'expédition de Madagascar, la moitié des hommes sont atteints de la fièvre, dénonce Paul Vignas, qui rapporte aussi l'exploitation féroce du personnel européen de la compagnie de chemin de fer de Dakar. Jules Verne prévient le « touriste » : on fera de lui un soudard. Pierre Loti, qui raconte la prise de Hué (1883) et les massacres qui suivirent, s'étonne naïvement que Paris soit horrifié par un récit destiné à mettre en valeur l'héroïsme de nos « pauvres matelots ». Ce décalage étrange n'est que tout de même six cents kilomètres de Chine dans ses bagages.

Car on les apprécie, nos colonies, en dépit des « peuplades hostiles, antropophages ». Barthes aime le Maroc parce qu'il nous donnera des hommes, ce que cela a pour nous, sur le Rhin. Ironie tragique : l'aventure coloniale est aussi une épopée avec ses héros, ses explorateurs et ses évangélistes désintéressés. « Il est donc fort, dit Maupassant, que nos colonies nous servent toujours fatales. » Que faire ? sinon, comme Anatole France, réclamer « une politique coloniale plus humaine et plus sage ». « Car ces peuplades que nous appelons barbares ne nous connaissent encore que par nos crimes. »

BERNARD ALLIOT.
(Lire la suite page 17.)

du fil des lectures

Poésie

Claude Herviant le voyageur

Claude Herviant nous avait déjà fait partager son amour des bouquins en nous offrant un superbe texte sur les peuples du Tibet (1).

Ce poète-voyageur, qui abandonne rarement les rives de l'imaginaire, tente, dans son dernier recueil, de rendre hommage aux *Gemmes*, ces pierres qui sont, pour lui, les amants du silence.

Claude Herviant aimerait percer les secrets de ces « témoins laconiques » qui ont vu, au fil des siècles, des hommes « étreints de solitude » s'abîmer dans les mêmes égarements. Les écrivains de ces *Gemmes* d'inscriptions sont une ultime tentative pour fuir « des heures qui ne sont que des boucheries » et approcher enfin des « écritures » que lui impose son irrécusable passion du désordre.

Claude Herviant ne voyage jamais seul. Il emporte toujours, au fond des yeux, les livres qu'il a aimés et ceux qu'il n'écrit jamais.

Pour mieux fuir un siècle où la mort palpite d'impudence, cet orgueilleux transparent s'est construit un abri de pierres et de mots. Il y convie tous ceux qui, comme lui, cherchent les sources du vent.

PIERRE DRACHLINE.

* *GEMMES*, de Claude Herviant, Rougerie, 44 p., 30 F.

(1) *Revue Double* page 23 (Le Monde du 22 avril 1983).

Les déclarations de guerre d'André Lande

Le chant d'André Lande est celui d'un désespoir, d'un banni de l'espoir. Ses paysages sont des charniers ; ses rues, aux pavés luisants de brouillard et de crasse, ont des airs d'épaves de boucheries. Parcourus des blessures, blessures de l'âme, du bémol, blessures d'un univers non-éternel.

Dans ces rues, dans « ces champs féroces parsemés d'écailles et de minéraux », passent des amoncellements. Parfois, il y a une rue qui avait le don d'apaisement : viennent alors des mots diurnes, mots de début, de l'éclat, mots d'arrêt la décomposition générale. Les mots magiques d'André Lande sont ceux de la famille du matin. Roués, enroués, à peine notés, déjà enfusés, perdus ; furtifs qui rendent le noir encore plus noir, et le désastre de nous vie encore plus abîmé.

Des chiens et des corbeaux hantent cet univers : seuls leurs hurlements, leurs cris disent la vérité. « Les mots claquants comme des loges », écrit André Lande. Mots gonflés, secoués, ne font-ils pas cracher sur leurs hypocrisies décolorées ? Ici point

d'assonances, foins des mots précieux, des mots rares, de la musique.

No dire que l'essentiel, c'est à dire l'horreur, « l'incroyable néant », « l'horrible métier de vivre », telle est la gageure du poète. L'essentiel : une déclaration de guerre sans cesse recommencée.

*Je vous veux du mal
à vous les vœux de peu
je vous couds les yeux
avec mes cris de sombre soir
nous n'avons rien à nous dire
que cet espace de colère
Voyez mes ongles
la paix n'est étrangère.*

L'écriture, c'est, comme le reste, pourriture. Seul gap de parole, peut-être, la violence, la cruauté du cri. Dans une pochette illustrée par Robert Varley, il y a pour chacun de ces poèmes une feuille de très beau papier au grain épais. On peut à son gré les afficher, sous forme d'appel à la démolition générale, à la révolte radicale, ou simplement à plus d'exigence et de lucidité.

GENEVÈVE BRISAC.

* *ROI NU ROI MORT*, d'André Lande, La Table rase (B.P. 23, 77240 Comen), 50 F.

Les félicités énigmatiques de Marie-Claire Banquart

Marie-Claire Banquart, après plusieurs recueils de formation, s'est imposée avec *Mémoire d'abolie* (Belfond, 1978) et *Partition* (Belfond, 1981). Lyriques de définition de soi et d'acceptation du mystère, son domaine est surtout celui d'une alliance jusqu'ici inédite : à toute audace de l'écriture correspond un avènement physique. Quand l'écriture s'élève, il tient compte de ses possibilités et de ses impossibilités biologiques. Il en résulte que le recours au réel et à l'imaginaire doit tenir compte d'une sorte de dimension invisible des fonctions corporelles.

Cette incursion de la peau, du poids de chair, et du sang dans le poème permet à celui-ci d'être moins intellectuel que chez d'autres ; en même temps, la description de la présence charnelle peut s'intellectualiser. Ce que l'écrit convoit, le corps le certifie ou le corrige ; ce que dit le corps, l'esprit s'oblige à l'inscrire dans sa fantaisie ou son échec. La double sollicitation se retrouve aujourd'hui dans *Votre visage jusqu'à l'os*, livre fort structuré, qui examine tous les aspects du je, face aux interférences extérieures. Car s'interroger sur soi revient à interroger ceux-là mêmes qu'on reflète. Ce qui voit et remonte le mot fait aussitôt perdre de lui. Cela se traduit ainsi : « Dans le miroir/écoutez-vous les arbrés qui parlent morts à travers les affiches ? » Ou bien : « Le mot est une porte à s'en aller dans notre brûlant. » Cette existence — ou ce divorce — enregistré, Marie-Claire Ban-

quart peut se consacrer à son auto-portrait : « Entre solitude et squellette : visières pâles muscles somnambules quand tu dors immobile tu vis ailleurs grâce à l'autre pâleur ton cerveau. »

*Je romane
le trac serein des écorces
plus haute figure
capitale d'étrangeté
peut-être sans matière ?*

Un livre aussi volontaire et austère se doit d'éclaire en une ambiguïté : telle est aujourd'hui la rançon du vrai poète, pour qui il n'est ni thème ni couronnement possibles. Du temps de Valéry, on pouvait, au soir d'une forte analyse, se couvrir de « palmes ». Maintenant, il s'agit de prendre son envol dans les furies à plusieurs sens, ou ce que Marie-Claire Banquart appelle « les filices énigmatiques ».

ALAIN BOSQUET.

* *VOTRE VISAGE JUSQU'À L'OS*, de Marie-Claire Banquart, Temps Actuels, 34 pages, 45 F.

Roman

Les virtuosités de Pierre Schaeffer

Le lieutenant Simon Vandereer est, en 1939, un homme de trente ans, marié, ingénieur et polytechnicien. Comme Pierre Schaeffer, l'auteur de ce *Prélude, Choral et Fugue*, on nous livre le journal de ce lieutenant, la vie qui va, la foi qui oscille, l'écriture qui donne. Les journées sont longues au front. Elles le sont aussi à la maison quand le héros retrouve sa femme, Irène, minée par une maladie.

Le journal de Simon Vandereer a été retrouvé dans une cantine. Il est en forme, trid, organisé par la Rédaction : Simon Vandereer, quarante ans après, que nous voyons au travail sur son histoire, avec une secrétaire, personnage important, qui tape sous sa dictée, sans commentaires. La Rédaction remonte le temps, à la recherche d'Irène, baptisée Marie pour certaines circonstances.

Prélude, Choral et Fugue : sur le chemin de Simon Vandereer, il y a une femme aimée, qui est morte, peut-être pour lui laisser de la place, et la liberté. Il y a une petite fille laissée à ses grands-parents, des copains morts, des actes de résistance douteux, les boulois, qui ne marchent pas mal.

La Rédaction est caustique, destructive, plus impitoyable que la plus sceptique des lectures. Devant les dires de Simon, elle ricane, montre les coulisses de la mauvaise foi, le double jeu, les envolées factices. Elle casse le rythme. C'est un exercice de mortification laïque par l'écriture et la réécriture.

Mais alors que le héros était déjà aux trois quarts liquidé, sa vie passée aux profits et pertes du non-lieu, ou du non-sens, voilà que la Rédaction

s'attaque au lecteur, au compagnon de près de six cents pages. Pour le nier à son tour. Le lecteur se révolte. Et rit. Pierre Schaeffer surgit. Il ôte ses masques. Encore plus pernicieux, corroïé, masochiste, doué d'un humour dévastateur. Qui dit enfin le livre des vrais secrets.

Cet ouvrage n'est pas d'une lecture facile. Il refuse évidemment les pièges de la séduction, multiplie les pieds de nez à nos habitudes, sans omettre de montrer qu'il pourrait s'il le voulait, être charmant, et agréable. Dans ce roman où il s'agit d'autre chose que de raconter une histoire, Pierre Schaeffer a su dompter le démon du divertissement.

G. B.

* *PRÉLUDE, CHORAL ET FUGUE*, de Pierre Schaeffer, Flammarion, 576 p., 120 F.

Histoire

Une chouannerie provençale

Lorsqu'il reprendra l'écriture de son ouvrage sur le coup d'État du 2 décembre 1851 — interrompue pour cause d'élection à l'Elysée, — M. François Minnerand pourra ajouter à sa bibliographie l'ouvrage que vient de faire paraître Charles Galfre sur *L'insurrection du Var de 1851*. L'ancien correspondant du *Monde* à Toulon a, en effet, réédité et sommé l'ouvrage publié en 1869 par un jeune avocat « républicain », Noël Blache, qui décrit presque à chaud une éphémère et trop méconnue chouannerie provençale.

Lors de l'élection présidentielle du 10 décembre 1848, le Var, avec trois autres départements seulement (les Bouches-du-Rhône, le Morbihan et le Finistère), donne une majorité confortable à Cavaignac (35 605 voix), contre Louis-Napoléon (13 795 suffrages). Mais ce résultat n'est pas très clair : bien des ouvriers ont voté pour le neveu de l'empereur alors que l'armée a plutôt voté à gauche. Une sorte de résistance au nouveau prince-président s'organise avec le développement des sociétés secrètes.

C'est seulement le 5 décembre 1851 que les Varais apprennent le coup d'État parisien du 2, avec l'arrivée à Toulon d'un nouveau préfet chargé de reprendre les choses en main. Cependant, les villageois s'insurgent et, le 10 décembre à Aups, l'armée républicaine, forte de six mille hommes, laisse sur le terrain cinquante cadavres contre deux du côté des forces de l'ordre. La répression est sévère à travers tout le département. Quelques quatre mille Varais sont emprisonnés et déportés à Cayenne ou en Algérie.

Louis-Napoléon devra attendre le 27 septembre 1852 pour visiter ce département insoumis.

ANDRÉ PASSERON.

* *L'INSURRECTION DU VAR DE 1851*, de Noël Blache, commenté par Charles Galfre, 171 p., 70 F. La table rase, B.P. 23, 77240 Comen.

URGENT LITTÉRATURE

Défendre illustrer - stop - une association défense et illustration de la littérature contemporaine groupant lecteurs écrivains se propose de faire connaître - stop - lire ce qui s'écrit aujourd'hui - stop - première manifestation 1984 une lecture ininterrompue par quarante auteurs.

signé ADILC

Le 4 février 1984 au lycée Henri IV de 15 h à 23 h dans l'auditorium 23 rue Clovis, Paris V^e entrée libre

Adilquez-vous : **ADILC**

56, rue du Moulin-Vert, 75014 Paris

Association pour la Défense et l'illustration de la Littérature Contemporaine

Bureau : Marianne Alphant, Nicole Bon, Michel Chaillou, Michel Deguy, Emmanuel Hocquard, Paul Otchakovsky-Laurens, Marcelin Pleyner, Jean-Pierre Salgas, Jean-Loup Trassard.

FREDERICK TRISTAN



"LES ÉGARES"

PRIX GONCOURT 1983

Balland

ARNAULD HAMELIN
JEAN-MICHEL BRUN

LA MÉMOIRE RETROUVÉE



« Qui se souvient encore du massacre des Arméniens ? »
ADOLF HITLER, 22 août 1938.

Pour la première fois en 65 ans, Arméniens et Turcs confrontent leurs arguments. Les Arméniens sont-ils des justiciers ou des terroristes ?

MERCURE DE FRANCE

actualité culturelle

Lundi prochain dans *Le Point*

Littérature hispano-américaine : panorama pour un âge d'or

L'Amérique latine : un continent littéraire immense. Trois prix Nobel en quinze ans. Un best-seller mondial : Garcia Marquez. Un monstre sacré : Borges. Une pléiade de romanciers-phares... Mais quel rapport entre un roman sur les paysans du Guatemala et un roman nourri des fantasmes de Buenos-Aires ? Quel rapport entre le baroque érudit d'un Alejo Carpentier et la récupération du langage parlé telle que la pratique aujourd'hui Manuel Puig ? Lundi prochain, dans *Le Point*, Tony Cartano répond à ces questions et nous dit comment s'y reconnaître dans cette jungle de livres qui enthousiasment un grand nombre de lecteurs français.

Et aussi pourquoi une minorité d'entre eux commence aujourd'hui à brûler ce qu'elle a adoré naguère ?

lepoint

LA FRANCE COLONISATRICE

Un ensemble de textes empruntés aux meilleurs de nos plumes du 19^e siècle... E-di-fiant.

Le Matin

Les grands écrivains du 19^e siècle avaient déjà tout dit de l'aventure coloniale comme le montre cette anthologie.

Le Monde



EDITIONS LIANA LEVI SYLVIE MESSINGER
31, RUE DE L'ARBE GRECQUE 75006 PARIS TEL. 222-75-10

roman

Découvrir Nicolas Saudray

Le nom de Nicolas Saudray est apparu il y a cinq ans sur notre scène littéraire, d'une façon discrète quoique énigmatique. C'était un pseudonyme derrière lequel se cachait un haut fonctionnaire, un « énarque » de trente-cinq ans, et il s'attachait à un beau roman, le Maître des fontaines, au thème insolite : la découverte, faite de nos jours par un dominicain du Levant, d'un manuscrit révélant le texte d'un évangile inconnu. Alerté, le Vatican envoyait deux religieux enquêter sur l'authenticité du document qui demeurait douteux. Ce « policier évangélique », installant en scène presque uniquement des ecclésiastiques dans un vieux monastère aux confins de la

Turquie et de la Syrie, opposait finement la religion romaine, le christianisme oriental et l'islam. Sans recevoir l'audience qu'il méritait, le livre fut remarqué par la critique et les professionnels (1).

Deux autres romans suivirent qui n'avaient ni la même originalité ni le même parfum. L'un racontait un périple romantique entre jumeaux, qui restait sans retour ; l'autre se passait en terre normande, dans le Cotentin, où le viol, suivi de meurtre, d'une fillette restait imposé à cause de la loi de silence observée par les paysans. Nicolas Saudray n'entendait donc limiter ni son univers ni ses sources d'inspiration.

tion, et prouvait son intérêt pour l'étude des mentalités.

Avec la Maison des prophètes, il revient à l'Orient, ses premières amours, et nous donne à nouveau une œuvre tout à fait remarquable. Il y affirme ses dons non seulement d'écrivain, mais de romancier capable de tenir son lecteur en haleine, de donner vie à des personnages attachants et justement typés dans leur diversité, et surtout d'évoquer d'une façon à la fois rapide et fouillée, à petites touches, un paysage, un climat, une civilisation différents des nôtres dont il nous fait fortement subir le charme.

Le rêve de la mosquée

La Maison des prophètes nous invite à un voyage, au défilé d'une société bigarrée dont jusqu'alors les multiples éléments — musulmans, chrétiens, juifs, populations des villes et des montagnes — vivaient en bonne intelligence, en douce tolérance. Comment ne pas penser aux Citrons acides, l'administrable livre que Lawrence Durrell a naguère consacré à l'éclatement de Chypre ? Mais, là, des nationalismes s'affrontaient,

quand que le gouvernement veut élever sur le vieux port ? Il en rêve comme d'un acte qui inscrirait dans la pierre l'alliance du christianisme et de l'islam. « Tu as raison, avec ta mosquée, lui dit un autre Mosarabe. Là-bas, très loin, les deux chemins convergent. Notre imperfection nous empêche de voir où ils se joignent. Mais il faut marcher quand-même, toujours marcher. »

Un concours est ouvert. Gabriel

invite. Il opte finalement pour la fidélité à sa différence. La « maison des prophètes » sera pourtant construite comme Gabriel l'imaginait. Il a remis son projet entre les mains d'un confrère musulman qui, par hauteur de vue et amour de son art, a accepté de le réaliser. Mais ce sera après de terribles secousses : plastiques, attentats, exécutions vengeresses, chute du régime, fuite du prince, départ de Gabriel et des siens pour l'exil. Nous les traversons ces secousses à la fin du livre, dont le rythme, soudain, s'accélère. Mais cette explosion de la violence qui nous est rapidement et indirectement rapportée reste feutrée, comme si l'horreur de la lutte fratricide devait être étouffée pour laisser la porte ouverte à l'espoir.

Ce roman mêle un drame individuel au drame collectif dont nous suivons jour après jour la poignante actualité. Tout le temps de sa lecture, j'ai cru voir le Liban d'avant le déchaînement, dans cette Marsanée. Plus averti, J.-P. Péroncel-Hugoz déchèle les éléments réels qui entrent dans la composition de cet Orient imaginaire dont il atteste la vérité. Je voudrais pour moi part instaurer sur la maîtrise, la délicatesse, l'intelligence avec laquelle l'œuvre est menée.

Nicolas Saudray est un artiste, comme cette femme peintre, juive et émancipée, qui saisit le trait essen-

tiel d'un paysage, d'un visage et qui est une des trois figures féminines du livre entre lesquelles Gabriel se sent partagé. Sa riche filiation, qui entretient du couvent après leur rupture, incarne l'abnégation, la charité. Tinsit, la sauvageonne qui fait danser son singe sur les places de la ville, représente le feu paten qui surgit des montagnes. Après sa rencontre, l'architecte se change en militant et espère un moment que ces tribus, hérétiques par rapport à l'islam, pourront s'allier aux chrétiens.

Mais la solution du conflit ne passe pas par la guerre. Tout le livre le dit, qui ménage l'avenir et cherche à retrouver le sens du sacré — perdu par l'Occident, gardé par l'islam et plus encore par les chrétiens d'Orient. De ceux-ci, surtout, Nicolas Saudray excelle à peindre l'âme, les rites, les sites et la situation précaire. Ce n'est pas tous les jours qu'un romancier, croisant poésie et sociologie, nous hisse à de tels sommets.

JACQUELINE PIATIER.

★ LA MAISON DES PROPHÈTES, de Nicolas Saudray, Le Seuil, 255 p., 75 F. Les autres romans de cet écrivain ont été publiés chez Denoël.

(1) Voir le Monde des livres du 18 août 1978.



Dessin de CAGNAT.

Dans la Marsanée de Nicolas Saudray, une principauté méditerranéenne à dominante musulmane, c'est la religion, le mode de vie, la langue, qui distinguent les communautés.

Comme il avait placé un texte sacré au cœur de son premier roman, l'auteur plante un lieu de culte au centre de celui-ci et en fait le cœur de son intrigue. Ce jeune architecte issu d'une famille mosarabe, c'est-à-dire chrétienne orientale, Gabriel, qui revient au pays après des études aux États-Unis, parviendra-t-il à construire la mos-

demande à y participer. Malgré quelque tangence, aucune objection ne lui est faite : les artisans chrétiens n'ont-ils pas autrefois contribué à l'édification ou à l'embellissement des mosquées ? Bien sûr, sa maquette est prête : la « maison des prophètes » se profile comme un grand navire blanc entre les mûres des bateaux.

Gabriel se sent sûr de lui. Il ne manque pas d'appui chez les musulmans comme chez les chrétiens influents : parmi les premiers, son oncle Roane qui l'a lancé sur l'affaire et qui vient d'épouser sa sœur ; parmi les seconds, Saroun, homme d'affaires opulent, qui voit en Gabriel son futur gendre. Et les deux jeunes gens troni au moins jusqu'à leurs fiançailles. Quant au premier ministre du pays, c'est un sceptique, épris d'art. Or le projet de Gabriel dépasse de loin, par sa beauté et son audace, celui de ses concurrents.

Le sens du sacré

Comment toutes ces promesses et tous ces rêves vont-ils être réalisés, en l'espace d'une année où, entre les communautés, se dégrade l'harmonie, monte la peur, s'instaure la violence, parce que les musulmans se raidissent dans une volonté de pureté et de révolution, tel est le cheminement du livre dont Gabriel est le narrateur. Ce cheminement est d'abord sinueux, subtil, s'égalant en de multiples scènes, rencontres, conversations, à l'instar des atermoiements, des manœuvres, des ruses, des pressions amicales ou non, employés pour décourager l'architecte.

Ce n'est pas son plan qu'on refuse, c'est lui, en temps que chrétien. Dans son sê et sa passion, Gabriel met longtemps à le comprendre, malgré les nombreux signes qui devraient lui ouvrir les yeux : fermeture des mosquées aux non-croyants, rattachement du quartier réservé, profanation du cimetière juif, et les incidents qui se multiplient. Désabusé, il sera tenté un moment d'embrasser l'islam, comme son beau-frère Roane l'y

Un Orient imaginaire plus vrai que nature

La marque de l'artiste, le vrai, d'est peut-être de percevoir en quelques heures, parfois en quelques jours, le ressort profond d'un peuple, la vraie nature d'une ville que des thèses et autres hommes essaimés ne sont pas arrivés à découvrir. Ainsi Delacroix ou Loti en Berbérie, Flaubert dans les ports de l'Orient méditerranéen, voire Agathe Christie sur le Nil ou l'Égypte, nous restituent en quelques phrases, quelques touches de décor et l'âme d'un univers qui le siècle leur était inconnu.

Nicolas Saudray, avec son Maître des fontaines, avait déjà donné tous les lettres francophones, de Beyrouth au Caire, en évoquant la vieille certitude islamique d'une annonce christique de la venue de Mahomet. Le roman avait été porté au crédit de quelque érudit franco-levantin, probablement en rupture de barre.

Pourtant non ! Quelques jours, des missions sur le rive mahométane du Mare Nostrum, doublées par une fréquentation assidue des bons auteurs orientalistes et une observation aiguë de l'actualité politique dans le monde arabe, constituaient le secret de fabrication du Maître des fontaines.

Dans la Maison des prophètes, Saudray est allé plus loin. Il a pris le risque, pour former le décor et la trame de son roman, d'assembler des éléments appartenant à la culture, à la mentalité, à la géopolitique et à l'histoire passée ou vivante de plusieurs nations : le Liban, l'Égypte, la Syrie, une touche de Maghreb et même d'Espagne islamique. Le mélange prend, sans grumeau. La Marsanée est donc un État musulman où vivent aussi de nombreux chrétiens autochtones « craintifs et pleins d'espoir toujours ». Ces espoirs, l'organisation secrète islamique des Quarante Frères — de toute évidence les Frères musulmans — va les jeter à bas et détruire la fragile équilibre qui existait entre les communautés et qui, on s'en rendra compte trop tard, était finalement le moindre mal pour elles. Le moindre mal, cet autre nom du bonheur en Orient.

A coups de véritables citations du Coran ou du Livre vert du colonel Kadafi et de faux proverbes locaux plus vrais que les vrais, à l'aide de noms byzantins ou islamiques judicieusement choisis, en marquant la déposition d'un archevêque « mozarabe »

qui ressemble fort à celle du pape copie par Sadat à une incursion chez les égyptologues. Nous arrivons, frères des alouites d'Assad ou des druzes de Joublé, l'auteur nous restitue un Orient plus vrai que nature et cependant transfiguré par la magie de l'écriture. Un Orient avec sa sensualité d'autant plus forte que bridée, attisée encore par l'éternel refus de l'islam de marier, ses filles à des « infidèles » ; avec cette étirance qu'éprouve l'un pour l'autre le chrétien et le musulman, sentiment presque toujours teinté de méfiance chez le premier, de dédain chez le second.

Tout y est. Jusqu'à la catastrophe finale, sans que bronche cette formidable bonne conscience de l'islam. « J'ai honte pour mon pays », dira, mais trop tard, un musulman. La « maison des prophètes » sera celle du Prophète. « J'ai écrit cette histoire pour qu'elle s'arrête pas », dira l'auteur. Pour tant...

D'Abdelkader à Barrès

Son propos qui en dit cent fois plus que tous les reportages ou études sur la tragédie actuelle des sociétés pluriconfessionnelles, de Chypre à l'Égypte, du Levant à l'Éthiopie, n'est en aucune manière une charge contre l'islam, même si le narrateur n'a guère d'illusion sur les béatitudes terrestres proposées par les Frères musulmans et consorts. Saudray aime trop l'Orient pour ne pas aimer l'islam, et il a, du reste, placé son ouvrage sous une invocation de l'émir Abdelkader. Il ne ménage point non plus d'ailleurs cet Occident qui « aime les solutions tranchées » et qui, « après deux mille ans de civilisation, n'a rien trouvé de mieux qu'un concert d'avertisseurs » pour célébrer le Nouvel an...

Avec une écriture à la pudeur tout orientale et qui, par sa limpidité, s'apparente à Un jardin sur l'Oronte de Barrès, ou, plus près de nous, au Coran arabe de Matzneff (la Table ronde, réédité en 1982), Saudray nous donne le premier grand roman français inspiré par la moderne « question d'Orient ». Son émirat imaginaire, la Marsanée, « était une œuvre d'art ». Son livre également.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

DENIS L. ROSENFELD Politique et liberté

Structure logique de la Philosophie du droit de Hegel

A l'approche des analyses traditionnelles qui voient chez Hegel l'autorité de l'État prédominer sur l'individu, l'idée de la liberté — de l'homme et du citoyen — est un défi pour comprendre cet ouvrage.

MARTIAL GUEROULT

Dianoématique

Histoire de l'histoire de la philosophie

En Occident, des origines jusqu'à Comenius

Une histoire du problème des rapports de la philosophie avec son passé

Cahiers Confrontation

sous la direction de René Major

10. Télépathie

Textes anciens — Bergson, Gœte, Robert, Heidegger, et contributions actuelles — J. Desiré, M. Montrelay, M. Torgot, R. Major, etc. — sont ici réunis de quarante dessins de Valérie Adami

Aubier

ROMANCIERS INÉDITS

CONCOURS PROMÉTÉE

Le jury international de l'Union Française des Écrivains a choisi pour le concours Prométhée, Jean Carrière, Jacques Chénou, Michel de Certeau, Alain Gerber, Paul Guez, Marcel Jouhan, Robert Noyes, Jean-Pierre Oria et Valérie D. D'Ami. Les lauréats ont été élus à la majorité absolue.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le roman pour un prix est publié dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition. Les romans pour un prix sont publiés dans une grande édition.

Le XI^e Salon de la bande dessinée

DE LA GOUACHE A L'ELECTRONIQUE

La ville de l'image

Le XI^e Salon international de la bande dessinée ouvre ses portes au public vendredi 27 janvier, après une journée réservée aux professionnels. On attend comme d'habitude cent mille visiteurs, le double de la population d'Angoulême sur le thème : « La BD, langage universel ». Cette année, le Salon recevra une quinzaine d'éditeurs italiens, allemands, américains, libanais, espagnols et même mexicains, avec pour invité d'honneur Jean-Claude Forest, le « père » de Barbarella, grand prix de la Ville d'Angoulême 1983.

En réalité, les nouveautés du Salon 1984 sont déjà à Angoulême depuis plusieurs mois. Il s'agit de la palette électronique et de l'atelier BD de l'Ecole des beaux-arts. L'album de bandes dessinées est un pur produit de la culture franco-belge. Partout ailleurs, dans le monde, il fait figure de curiosité exotique. Le marché international de la bande dessinée passe donc par le cinéma d'animation, et celui-ci passe désormais par l'informatique.

L'atelier

L'outil existe : c'est la palette électronique, qui est au tube de gouache ce que l'ordinateur est au boulier. La démonstration effectuée le 4 novembre 1983 devant M. François Mitterrand lors de son voyage officiel en Poitou-Charentes a permis d'enlever la décision, prise dans le cadre du « plan image » de M. Jack Lang. La société IO (Image par ordinateur) a donc été créée en novembre 1983 avec la bénédiction du ministère de la culture, du Syndicat mixte du Grand Angoulême et de quelques entreprises nationales. Elle produira ses premiers dessins animés en 1984, en visant pour commencer des créations protégées (FR 3) ou des produits sans grand risque commercial (un Astérix est déjà programmé).

La seconde nouveauté du Salon 1984 est l'ouverture depuis la rentrée d'un atelier BD à l'Ecole des beaux-arts d'Angoulême. Il n'existait en France aucune formation de ce type. Seul l'Institut Saint-Luc à Bruxelles pouvait servir de référence. Une première promotion de quinze étudiants a été recrutée après une sélection sur dossier qui fut rude, dit-on. La responsabilité de cet atelier a été confiée à Jean Chakir, trente ans de métier dont quinze à l'École de Gosselies.

L'atelier comprend peu de cadres permanents mais fait appel à de nombreux intervenants extérieurs : Uderzo, Mézières, Fred, Godard pour ne citer qu'eux, sont attendus au second trimestre. « Nous avons voulu que la profession s'implique dans l'Ecole », explique Jean Chakir. C'est l'essentiel de son travail. Nous, nous étions des autodidactes. Il nous a fallu des années pour découvrir toutes les ficelles du métier. L'atelier, avec ce qu'il permet d'échanges entre les étudiants et les professionnels ou entre les étudiants eux-mêmes, fera gagner du temps. Mais pas question d'imposer un style. Et, bien sûr, le talent ne s'appréhende pas. Une exposition pendant le Salon permettra d'en juger.

L'une des options de l'atelier BD conduisait au cinéma d'animation. L'implantation de l'Image par ordinateur à Angoulême va donner un contenu nouveau à cet enseignement. Une convention permettra, dans un premier temps, aux étudiants de se frotter aux techniques de pointe. Dans un second temps, IO envisage des créations originales, qui pourraient faire appel aux jeunes professionnels de l'atelier BD.

Les élus d'Angoulême veulent en faire « la ville de l'image », sous toutes ses formes. Et pas seulement pendant les trois jours d'un Salon de la bande dessinée.

JEAN-PIERRE DUFRENE.

Témoignage

Souvenirs d'un toxicomane

NE mettez jamais de B.D. dans les mains d'un enfant sensible ! Il y perdrait son sensibilité, son goût, sa culture prendrait retard, la réalité lui paraîtrait terne et lointaine. Il se verra plus hârd qu'il ne le sera jamais, ce casanier se prendrait pour un grand voyageur, ce petit-bourgeois en gestation se verrait héros, ce godelureau serait Tintin dans sa tête, pour le reste de ses jours.

Chères et cruelles années 50 ! C'est à cause de vous que la bande dessinée est entrée dans ma vie, pour n'en jamais sortir. A peine alphabétisé, lecteur bédouillet sorti des langes, je plongeai - insouciant des conséquences - dans le monde lisse, poli et fort rose de la scolarité et de la lecture. Apprentissage classique, banal et provincial. Apprentissage très convenable et, somme toute, catholique et français. Tintin haute figure - belge mais morale - du justicier sérieux, jeune et loyal. Spirou et Fantasio, couple admissible à l'humour bien cadré. Cœurs vaillants, patronage illustré où, derrière chaque vignette, on voyait déborder comme un bout de ourtane. Et Bayard, pour tout dire, chevaleresque par essence, plus « tale » que le pape, approuvé des parents.

Rajoutés dans les ténérances antérieures, les productions de l'Amérique, de Tarzan à Mickey, œuvres inouïables, quasiment interdites, entre-tues chez les copains glissées sous les lourds manteaux de l'époque, saisis parfois dans les cartables par la maternelle censure ! Bandes vulgaires parce que vues chez des amis pauvres, plus « simples », comme on disait de manière à mélanger le respect dû au prochain et le mépris nécessaire vis-à-vis des inférieurs immédiats. B.D. lues à courte

honne, rendues aussitôt qu'opportunité, gagnées d'être populaires, gâchant le plaisir par leur vulgarité sociale. Réservées, en somme, aux enfants des ouvriers qui défilait sous les fenêtres. Les B.D. du peuple au peuple.

De proche en proche, d'albums empliés en hebdomas conservés, le manie qui vous guette envahit tout, physiquement et mentalement. Les grands frères qui ont eu le bon goût d'inaugurer la collection, de conserver tous les Tintin - édition française - depuis le numéro 52 (1) et la générosité de vous les léguer comme un conservateur des antiques transmet à son successeur les incunables les plus précieuses. Libéralisme extrême de ces parents qui, sur la foi de quelques témoignages de moralité, ont laissé, toute une jeunesse, un petit dernier s'engourdir de B.D., s'intoxiquer de lectures et de lectures, s'enivrer de collections verticales et rectilignes.

Étrange monde où l'on tolérât la montée d'une forme pernicieuse de toxicomanie culturelle, où l'on laissait, indifférent, se shooter d'images un enfant fragile.

Et trente ans après, le même drogue, prise et reprise, au risque de la surdose, sans parents partout. Passion folle qui, métier aidant, a nécessité l'augmentation incessante des lectures jusqu'à absorber, bon en mal, en plusieurs centaines d'albums et autant de journaux.

Il arrivait par la poste sous leurs emballages cartonnés, identiques et secrets. Les préposés se laissent et les laissent à la poste. Incessantes allées et venues : mais on ferait le tour du monde pour les récupérer, les palper, les dévorer d'une ferveur toujours renouvelée. Pour avoir leur dose, les toxicos font des malheurs et commettent des délits.

Plaisir fugitif. Une B.D. est aux « vrais » livres ce que le court métrage est aux grands films. Elle s'avale d'un trait. Une demi-heure, trois quarts d'heure. Un peu plus pour les modernes qui ont fait exploser les « standards » du genre. Plaisir net et carré. Au lit, presque toujours. Un orfèvre profond, une lampe bien ajustée pour voir les détails et faire crier les couleurs. Le monde entier, derrière l'écran de fumée des bulles d'histoire, peut crouler, appeler à l'aide, solliciter l'ami, le travailleur, l'intellectuel de gauche, pour de justes combats et d'urgentes missions : inutile, le voyage est lancé.

Douillette B.D., schizophrénie douce, désormais avouable. Rien ne vaut, en ce cas, que ces fictions, ces dessins, ces héros impossibles, ces bêtises. Tout y passe occultement. Scènes de gauche, pornos de droite, libidineux, infantiles, prétendus politiques et soi-disant géniaux, sang, larmes, aventures défilantes ou scandaleuses : « Tout est bien chez elle, il n'y a rien à jeter... »

Toujours honteux

Si c'était une mode, au moins. On se dirait qu'un autre mode, un jour, la chasserait. Mais c'est un besoin permanent, une soif insatiable. Toujours honteux, tremé ans après. Honte, jadis, de négliger les « vraies » lectures et l'interdiction d'avouer aux maîtres méprisante la réalité d'une sous-culture lentement déifiée. Honte aujourd'hui, au contraire, d'être associé à un vent dominant, à ce discours constant, réassé, qui fait des anciens adversaires de la B.D. ses plus zélés propagandistes. Comme les anciens staliniens devenus démocrates. Honte, naguère, d'être out par rapport à la vraie culture de l'école. Honte,

désormais, d'avoir l'air in alors qu'il s'agit bien de nostalgie, d'entantillage consensuel que les ressors n'ont jamais pu comprendre. Ces mêmes ressors qui font la promotion de la B.D. à l'école, à l'usine, au bureau. A vous en déposer à tout jamais.

Dégoût ? Partout. Un trop, de temps en temps, vient interrompre le plaisir et la joie de lire. Un remords. L'audience, alors, est suspendue pendant quelques jours. L'esprit lassé se tourne vers le réel, comme un excès de froid pousse, de temps à autre, les maris méchants à câliner soudain leur femme.

Brève trêve. Toujours revient l'aspect de la B.D. Surgit du fond d'une enfance banale, déclinée par ces héros corrects et forts qui moralisaient l'imaginaire, dispensaient du réel, coloraient la grisaille des hivers. D'où ce goût du classique, du trait net, du récit linéaire. D'où ce préjugé éternel : Tintin ne sera jamais égalé. Tintin, c'est moi !

Mais aussi, avouons-le, cette inquiétude sourde qui grandit, mois après mois. Devant les reynonnages, des bambins stationnent, choisissent au hasard des emplacements. Puis on les voit, vêtus, plonger et replonger dans les mêmes délices, s'enfoncer peu à peu dans la drogue où s'est perdu leur géniteur, happer les nouveautés, parcourir à leur tour l'itinéraire des grandes capitales de la B.D. Et décider, après trente ans de création, d'écritements, d'expressions, que Tintin dépassait tous les autres. Alors-nous partager enfin l'imaginaire de nos enfants ? A moins qu'ils ne fassent que reproduire l'idéologie dominante de papa.

BRUNO FRAPPAT.

A PARIS

La galerie des planches

DANS une petite rue du quartier du Marais à Paris, une galerie originale vient d'ouvrir. A la Galerie du Perche sont exposées et vendues des planches, œuvres de dessinateurs de BD. « Nous ne sommes peut-être pas les premiers, reconnait l'un des promoteurs, M. Patrick Anglesio, mais, actuellement, nous sommes les seuls à nous consacrer exclusivement à l'exposition d'originaux de B.D. »

Passionné par les petits Mickey et autres héros américains ou franco-belges, M. Anglesio collectionnait déjà les planches. « En créant cette galerie, nous avons voulu essayer de participer à l'insaturation d'une collection officielle », explique-t-il. Le syndrome choisi est celui des galeries de peinture : les dessinateurs passent un contrat : ils fournissent des dessins originaux pendant un an ; à chaque

œuvre vendue, ils cèdent un pourcentage aux propriétaires de la galerie. Ils sont libres de fixer les prix, mais les animateurs souhaitent que ces derniers restent dans des limites raisonnables. Une page originale d'un album en noir et blanc est estimée à environ 3 500 F ; pour la couleur, il faut compter 1 000 F en plus.

« Pour les dessinateurs, pas de problème, ils ont répondu à notre appel », précise l'organisateur. Marguerite, Rochette, Libérateur, Jean-Claude Deauld devraient exposer leurs œuvres dans les mois à venir. Actuellement, une trentaine de planches du livre de Marcellé, Conté suave, sont vendues, décorant les murs. Déjà quelques pages ont été vendues autour de 4 000 F. L'objectif des promoteurs de la galerie n'est pas seulement de s'adresser aux fans de BD. Ils visent un public plus large, qui « souhaite acheter de beaux gra-

phismes ». Un public dont les ressources sont supérieures à celles des jeunes passionnés. « Un tirage de tête d'un album de B.D. dans son enveloppe cartonnée, se vend 500 F à 600 F. Rapidement épuisé, il se négocie à près de 1 500 F. Autant acheter les originaux », plaiside M. Anglesio.

Pour les amateurs peu fortunés qui engouffrent déjà toutes leurs économies dans l'achat des albums de leurs héros préférés, la Galerie du Perche reste néanmoins un point de passage. Un endroit tranquille où l'on peut découvrir le format, examiner longuement le trait et deviner la façon de travailler d'un auteur.

« Galerie du Perche, 7, rue du Perche, 75003 Paris. Ouvert tous les jours, sauf dimanche, de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 18 heures.

SCIENCES ET BULLES

Tant pis pour la rigueur

RIGUEUR ? Rigueur scientifique ? La question a de quoi surprendre un monde de l'imaginaire d'autant que, traditionnellement, vérité scientifique et plaisir de lire ne font pas naturellement bon ménage. Quoi qu'il en soit, la plupart des auteurs de BD prennent les plus larges libertés avec le fait scientifique comme ils le font avec l'histoire, quelques-uns cependant font preuve de plus de respect.

Hergé, par exemple, qui, dans les aventures de Tintin, s'est bien souvent appliqué à respecter dans ses mises en scène les contraintes d'un décor - les inscriptions en langue chinoise de certaines planches de Lotus Bleu en sont une preuve - et celles, moins malléables, du fait scientifique et technique illustrées avec un certain bonheur dans Objectif Lune et On a marché sur la Lune, ou dans Vol 714 pour Sydney avec l'avion à ailes variables du richissime Carvedas. Les ingénieurs de l'aéronautique trouveraient-ils vraiment, sur ce point précis, beaucoup à redire ?

Comment ne pas se demander plus le souci permanent d'un auteur comme Edgar P. Jacobs, dont les décors n'ont rien à envier à ceux qui leur ont servi de modèles, même si, dans le scénario, la science est traitée souvent avec une certaine fantaisie ? Encore que les modifications artistiques des conditions météorologiques décrites dans S.O.S. Méteores et le montre émetteur-récepteur de télévision du Piège diabolique ne soient pas aujourd'hui si loin de certaines réalités. Il en va de même pour des auteurs plus jeunes, qui, comme Roger Leloup, puisent avec une relative honnêteté dans l'abondante littérature des revues scientifiques et techniques pour mettre en scène les « vérités » énergétiques dans les Trak's Sois de Vénus, les mystères de l'holographie dans la Proie et l'Ombre, ou ceux de la vie artificielle dans les Frontières de la vie.

Toute cette rigueur est-elle, essentiellement ? Au fond, qu'importe que certaines trempissent la rigueur, l'histoire ou même la science, que le laser de l'Armée absolue, de Jacques Martin, manque quelque peu de crédibilité, que le drakier viking ne possède pas toutes les caractéristiques du genre. Ce qui compte finalement, n'est-ce pas plutôt la fraîcheur d'un écrivain, la folie et le souffle d'un Drullier, dont le Défilé est un monument, l'originalité d'un album de Micabius-Graud ou le charme d'une aventure de politique-fiction vécue par les héros de Chryse et Mézières. Valérien et Laureline ? La BD, que diable, n'est-elle encore du domaine du rêve, de l'inattendu, de l'imaginaire. Alors tant pis pour la rigueur, des faits, et que Drullier et les autres continuent à construire leurs belles bandes dessinées comme des maîtres en scène (!) en se payant le budget ou le vétilleux, les décors dont ils ont envie et les personnages dont ils ont besoin.

J.-F. AUGEREAU.

(1) Tirage limité par Philippe Drullier dans BD-72, Jacques Zim-mer, Paris.

Les Héros de l'aventure

LOTAGE
PAR AUTHEMAN ET ROUSSEAU

LA QUÊTE DE L'OISEAU DU TEMPS
PAR LE TEMPLE DE LOUBLI
PAR LE TENDRE ET LOISEL

KELLY GREEN
CENT MILLIONS, MORT COMPRISE
PAR STARR ET DRAKE

MANHAVAR
PAR PECQUEUR ET FORMOSA

Le Malin
PAR DIMITRI

L'UNIVERS DE HUGO PRATT

DARGAUD

هنا من الامم

Sine

à Angoulême

RENCONTRE AVEC BENOIT SOKAL

Canardo, bec et plumes

La cigarette au bec, le pistolet à portée de main et la bottelle pas trop loin, voici l'inspecteur Canardo. Policier ? Non, plutôt un privé comme ceux qui sévissent dans les romans policiers américains. Long, imperméable, cravate défilante, au-delà de l'humour et de la désinvolture, même cynisme, même malchance avec les femmes. L'inspecteur Canardo fréquente assidûment le bar Chez Fredo. Parfois l'aventure semble le déranger, alors qu'il est accoudé au zinc, face à un serveur à tête de rat, entouré d'ivrognes à tête de chien, de filles au long museau.

L'univers de Canardo est celui des animaux. Bêtes de basse-cour, oiseaux exotiques, animaux familiers, toutes ces têtes évoluent autour du canard-policier. Des animaux habillés en humains. Ils parlent et agissent aussi violemment que des hommes. Elles chantent et souvent meurent aussi tristement que des femmes. Benoit Sokal, le créateur de ses personnages, avoue sa passion pour les animaux. Il aimait les cours de biologie, il a même commencé des études de vétérinaire. Les contes de Perrault, illustrés par René Haussmann, demeurent en bonne place dans sa bibliothèque. Un Belge, Haussmann, un concitoyen de Sokal.

« Enfants, j'écoulais le Mystère de la grande pyramide, une bande dessinée d'Edgar P. Jacobs, racontée à la radio, se souvient-il. Cela résonne, c'est très proche du théâtre. » Blake et Mortimer dans le poste, et Corédo ou Spirou pour rêver, le jeune Sokal apprend beaucoup des grands maîtres de l'école belge.

A lors l'étudiant bruxellois choisit de suivre les cours de l'Institut Saint-Luc : illustration, peinture, publicité, graphisme et surtout

bande dessinée. « A l'atelier BD, j'ai appris grâce à la stimulation qui existait entre élèves », avoue-t-il, modeste. Ses camarades de cours ont nom Goffin, Schuiten, FMurr. Avec eux, il participe aux premiers numéros du Neuvième

En mars 1978, dans le numéro 2 de (A suivre), paraît la Mort d'Hortense, quatre pages en noir et blanc où se distingue pour la première fois l'inspecteur Canardo. Il fume déjà, mais ne porte pas encore la cravate et ses plumes dépassent

« Les douces coups viennent de sonner à l'horloge de Big Ben... » La voix grave sort des baffes. Sokal écoute à nouveau une cassette des aventures de Blake et Mortimer : « Quelle force ! », dit-il en hochant la tête.

SERGE BOLLOCH.
★ Canardo. Editions Pepperland, 1980.
★ Le Chien debout. Casterman, 1981.
★ La Marque de Raspoutine. Casterman, 1982.
★ La Mort douce. Casterman, 1983.



Rêve, beau recueil de travaux d'élèves. Après trois ans à Saint-Luc, c'est l'examen final. Dans le jury qui examine les dessins des postulants, à côté de Franquin, un tout jeune rédacteur en chef : Jean-Paul Moogin, qui s'apprête à lancer le mensuel (A suivre). Il propose à quelques jeunes diplômés de publier deux ou trois planches dans son journal, « pour boucher les trous », dit aujourd'hui Sokal.

de son imper. Sa première enquête le conduit dans un poulailler où Fredo essaie déjà les verres derrière le comptoir.

Clara la belle

Quelques autres histoires courtes paraissent au fil de numéros d'A suivre). Canardo toujours, qui rencontre la belle Clara au fume-cigarette aussi long que son bec. Canardo qui meurt, Canardo qui se venge. Il sait aussi quitter le monde des animaux pour raconter l'aventure d'un petit garçon qui souhaite qu'un avènement lui apprenne à jouer de l'harmonica. Puis viennent les planches en couleurs et les albums de quarante pages. En septembre 1981, paraît le Chien debout, première grande enquête de l'inspecteur Canardo. Un prix, celui de la Ville de Paris, des chiffres de vente respectables. Benoit Sokal, insensiblement, glisse de l'école au succès. A trente ans, il a déjà publié quatre albums et s'active à finir son cinquième, Noces de brumes, qui paraît actuellement en épisodes dans (A suivre).

Chanceux, Sokal ? Il avoue que débiter sa carrière aux éditions Casterman présente des avantages. Mais si le succès lui fait des clin d'œil côté BD, il s'étonne un peu de ne pas réussir dans l'illustration publicitaire. « Quelques essais », dont une fois pour une marque de cigarettes, mais aucun commerçant n'a encore jugé les animaux qui peuplent ses bandes dignes de vanter ses produits.

Retiré de la vie parisienne, jugée « comme celle de Bruxelles, trop mondaine », Benoit Sokal, au deuxième étage d'une rue du centre de Reims, poursuit la création de nouveaux personnages. « Canardo doit être présent, mais il ne doit pas tout le temps monopoliser l'histoire. J'aime bien inventer des figures, des caractères. Ils vivront un album et peut-être réapparaîtront-ils plus tard. » Ainsi sont nés Fernand, le chien errant, l'ancien d'Algérie amoureux de Gilberte, le chat Raspoutine, « par qui vient la misère et la mort », et Lili, la chanteuse malade.

Sur le long plan de travail blanc, quelques croquis jetés sur des feuilles, mais surtout des cases presque tracées, et des textes qui vont précéder les dessins. « La BD, c'est un tout. Il faut savoir modeler l'image et le texte. » Sokal aurait dû le penser que l'un est toujours au service de l'autre.

Accrochées au mur en face de lui, les planches déjà terminées. Il travaille en noir puis exécute lui-même les planches en couleurs. Le tirage l'attriste un peu. « Les imprimeurs ne respectent pas les couleurs demandées. » Les jaunes, sa passion, perdent de leur force, les bleus virant au noir.

POUR
LE PLAISIR
ET LE SAVOIR
DES ENFANTS
DE 8 A 12 ANS



L'HISTOIRE ET LA VIE D'UNE GARE
Texte de Jeanne Poux
Illustrations de Pierre Flori
L'HISTOIRE ET LA VIE D'UN VILLAGE PROVENÇAL
Texte de Pierre Claus
Illustrations d'Edy Kahanovitch
LE VERT
Texte de Jacques Bastien
Illustrations d'Hubert Robinet
LA FEMME D'ENFER ET D'AUJOURD'HUI
Texte de Françoise Denis et Ph. Fu
Illustrations de Philippe Fu
LE CARNAVAL
Texte de Jean-Yves Simon
Illustrations de Jacques Languet
LE CHERVAL
Texte d'Éveline Coquet
Illustrations de Ph. Legendre-Kuster
Chaque album au format 24,5 x 25 cm, 32 pages illustrées en couleurs, cartonné illustré en couleurs - 52 F

NOUVELLE COLLECTION DE POCHE

Les abelles et le miel
Les bergers du voyage
La haute montagne
Les loups
La vigne et ses métiers
L'histoire et la vie d'une cathédrale
L'histoire et la vie d'un château rennais
L'histoire et la vie d'un port
Chaque volume au format 12 x 19 cm, 80 pages environ en couleurs, broché couverture illustrée - 28 F

BERGER-LEVRULT

PIERRE HORAY

Tout Félix le chat

Félix le chat Félix le chat

60 F 85 F

EDITIONS PIERRE HORAY 22 rue des Capucines 75006 Paris, tél. : 334.53.91
DIFFUSION FLAMMARION

C'EST LE GOULAG!

PLANTU

La Découverte-Maspero / Le Monde

39 F

Deux ans de gauche au pouvoir
EN 200 DESSINS
DE PLANTU
De l'état de grâce à la rigueur

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Éditions La Découverte Le Monde

PLANTU
dédicacera cet ouvrage
le 28 janvier à partir de 15 heures
à la Maison de la Presse
44, rue Marengo à ANGOULÊME

Portrait d'un géant de la B.D.

HUGO PRATT



L'UNIVERS DE HUGO PRATT

DARGAUD

JACQUES MARTIN: AVEC ALIX

casterman une étude critique, originale, de Thierry Groensteen.

Un des plus grands auteurs de la BD: Jacques Martin, le créateur d'Alix, raconté dans un album superbe, complété par une étude critique, originale, de Thierry Groensteen.



ÉDUCATION

UNE GRÈVE CONTRE LA RÉFORME DU STATUT DES SURVEILLANTS

Les « pions » deviendraient des maîtres

Les personnels de surveillance des lycées et des collèges sont appelés à cesser le travail, le vendredi 27 janvier, par le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES). Cette grève est destinée à protester contre le projet de réforme du statut des maîtres d'internat et des surveillants d'externat que le ministère de l'Éducation nationale souhaite voir entrer en application en septembre 1984.

Les pions, aux surnoms vengeurs, peuplant les souvenirs... Officiellement, les surveillants généraux ont été remplacés par les surveillants d'éducation, les surveillants de permanence ont disparu dans l'après-midi 1968, faisant place aux études libres et aux Centres de documentation et d'information (CDI). Mais les pions - officiellement « maîtres d'internat » (MI) et « surveillants d'externat » (SE) - continuent de rythmer la vie des lycées. Les diminutions successives de postes opérées par différents ministres ont cependant réduit leur nombre.

En 1984, un pion n'est pas un « agent de répression » mais plutôt un conseiller, un adulte assez jeune pour comprendre les problèmes des adolescents. Dans les collèges, il peut même être un animateur qui participe à la vie de clubs ou qui s'intègre à une équipe pédagogique d'enseignants travaillant sur un projet commun.

Mais ce pion est aussi un étudiant. Or la réforme du supérieur qui s'applique prochainement

risque de se traduire par l'absence d'une plus grande assiduité pour les étudiants. Augmenter les horaires de cours, éviter un trop grand pourcentage d'échecs aux examens, oblige à revoir les horaires de service des étudiants-surveillants. De plus, la volonté du ministre de favoriser l'accès à l'université d'un plus grand nombre de jeunes devrait se traduire par une aide financière mieux répartie entre ceux qui ont le baccalauréat et ceux qui ont le baccalauréat.

Toutes ces considérations ont amené les conseillers du ministre à imaginer un nouveau statut des pions qui remplacerait des textes datant de 1937. « Offrir des moyens plus substantiels qu'une bourse à des jeunes pour mener leurs études et leur faire assurer des fonctions moins représentatives et plus éducatives dans les collèges et les lycées, tels sont les deux objectifs qui ont guidé notre démarche », assurent des conseillers du ministre. Des projets de décret et de circulaires sont depuis quelques mois en discussion.

3 400 F par mois

Ces textes prévoient des dispositions qui ne s'appliqueraient qu'aux nouveaux surveillants. Ces derniers prendraient le nom de « maîtres d'éducation » (ME). Ils seraient recrutés à partir de critères sociaux et aussi de leur intérêt pour les questions éducatives. Dès l'entrée à l'université, les étudiants pourraient postuler à un emploi de ME, qui serait attribué par les instances académiques.

La durée hebdomadaire du service atteindrait vingt heures pour tous (au lieu de vingt-huit pour les SE et trente-quatre pour les MI), et le salaire se situerait autour de 3 400 F, alors qu'il est actuellement d'environ 4 300 F. Sans incidence financière sur le budget de l'éducation nationale, le nombre des surveillants passerait donc en quelques années de trente-six mille à cinquante-quatre sept cent. La durée maximale pendant laquelle un étudiant peut exercer les fonctions de maître d'éducation resterait égale à ce qu'elle est actuellement (six ou sept ans), et les mêmes conditions de satisfaction aux examens seraient exigées.

Les véritables nouveautés introduites par les services du ministre résident dans la formation assurée par des stages lors du premier semestre, afin que les ME assurent « des tâches éducatives, d'assistance pédagogique, contribuent à l'animation des clubs et participent à toute la vie socio-éducative des établissements ». De plus l'éventualité d'un remboursement d'un trajet hebdomadaire aller-retour entre l'université et le lieu de travail est actuellement à l'étude. Ce dernier point ainsi qu'un droit à un crédit annuel de cinquante heures pour examens semblent répondre aux revendications de syndicats d'enseignants. D'ailleurs, pour être, et les négociations aboutissent, les élèves pourront chanter « Adieu, les pions ! Bonjour les maîtres d'éducation ! »

SERGE BOLLOCH.

Les manifestations pour l'enseignement privé

UNE LETTRE DE M. GUY GUERMEUR

Après la publication, dans *Le Monde* du 24 janvier, d'un compte-rendu de la manifestation qui a eu lieu à Bordeaux pour l'enseignement privé, M. Guy Guermeur, député (RPR) du Finistère, nous écrit :

À propos de la manifestation de Bordeaux, je tiens tout d'abord à vous remercier pour l'information que vous m'avez fournie. Je suis très heureux de voir que la manifestation a été un succès. Je tiens à vous dire que je suis très attaché à l'enseignement privé et que je suis très heureux de voir que les enseignants de ce secteur ont pu exprimer leur point de vue.

1) Je n'ai reçu aucune mise en demeure, ni dans les termes énoncés par les journaux, ni autrement ;

2) J'ai indiqué à Pau, le 12 janvier, devant mille personnes, que je ne serais pas présent à la manifestation - j'étais invité à l'émission de M. Polac samedi - mais j'ai souhaité que les élus de la région y participent massivement ;

3) J'ai bien l'intention de continuer à participer, chaque fois que cela me sera possible, aux manifestations pour la défense d'une liberté qui appartient à tous les citoyens.

Un nouveau secrétaire général de l'Office franco-allemand pour la jeunesse

M. Daniel Groscolas a été nommé secrétaire général de l'Office franco-allemand pour la jeunesse à partir du 1^{er} janvier 1984 et pour une durée de cinq ans. M. Groscolas succède à M. Wilke Reinhard, en vertu de l'accord de 1963 qui prévoit une alternance à ce poste d'un Français et d'un Allemand.

[Né en 1938, à Ligny-en-Barrois (Meuse), M. Groscolas a acquis une expérience en matière d'éducation populaire d'abord au sein des Éclaireurs de France, puis à la Ligue française de l'enseignement et de la formation permanente, où il était chargé des relations internationales et dont il dirigeait l'Office central pour la coopération culturelle internationale.]

À l'université de Compiègne. - M. Guy Denielon a été renouvelé dans ses fonctions de président de l'université de Compiègne par un arrêté de M. Alain Savary, ministre de l'Éducation nationale. Il est président de cette université depuis le 7 décembre 1978.

Nomination au Conseil d'État. - Par décret du 25 janvier, M. Paul Coudurier, conseiller d'État, est nommé président adjoint de la section des contentieux du Conseil d'État en remplacement de M. Fernand Grévisse, appelé à d'autres fonctions.

LE CARNET DU Monde

Naissances

Mario-François, Charles-Henri, Noémie et Colombe Flammarion, sont heureux d'annoncer la naissance de

Adrien,

le 24 janvier 1984.

On nous prie d'annoncer les naissances de

Jacques,

fils de Marie et Zazie Léauté,

Et de

Michèle,

fille de Paul-Marie et Daisy Cotta.

De la part de leurs grands-parents, Evelyne, Olivier et Jean.

Il est né le divin enfant.

Décès

Nancy.

M. Jean Barthélémy-Faure, M. et M^{me} J. Larignon, leurs enfants Anne et son fiancé, Jérôme, Florence, Pascal, Éric, M. et M^{me} J. P. Lorrain, leurs enfants Stéphane, Claire, Édouard.

M. et M^{me} F. Chiffert, leurs enfants Caroline, Virginie, Dominique.

M. et M^{me} G. Barthélémy, leurs enfants Frédéric, Alain, Pierre, M. et M^{me} F. Gras, leurs enfants Amélie, Sébastien, Florent.

M. et M^{me} J. Amblard, leurs enfants, petits-enfants, M^{me} F. Faure, M^{me} B. Faure.

Les familles Godfrin, Lamotte d'Argy, Soulié, Hubert, Faure, ainsi que toute la parenté, font part de leur décès à Dieu de

Jean BARTHELEMY-FAURE, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918,

décédé dans sa quatre-vingt-dixième année, le 25 janvier 1984.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 27 janvier 1984, à 14 h 15 en la paroisse Saint-Anne-de-Bourguard, à Nancy.

M. et M^{me} F. Gras, 43, rue de Bourguard, 54000 Nancy.

Le Doyen, Le Conseil de gestion.

Les personnes enseignantes, administratives, ouvrières et de service de la faculté de droit et des sciences économiques de Nancy.

ont l'honneur de faire part de leur décès à leur très estimé ami et collègue,

le professeur Gérard BOULVERT,

survécu le samedi 21 janvier 1984.

Né à Nice, le 28 mai 1926, Gérard Boulvert fit ses études à Lyon, à la faculté de droit et des sciences économiques de la faculté de droit et des sciences économiques de Nice.

M. et M^{me} Michel Lafosse, ses enfants, M. et M^{me} Patrick Bouzin, ses petits-enfants, ses arrière-petits-enfants, Séverine et Ludovic,

ont le plaisir de faire part du décès de

M^{me} Marcelle CORNET,

à Sully-Tillard, le dimanche 15 janvier 1984.

Ses obèques ont eu lieu dans l'intimité, le 17 janvier, en l'église de Sully.

7, rue Neuve, à Sully-Tillard, 60430 Noailles.

Ambassade de France, Port-au-Prince, Haïti.

M. et M^{me} Raymond Créange, Claude et Brigitte Créange,

ont le plaisir de faire part du décès de

M^{me} Jacqueline CRÉANGE.

Les obèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le 25 janvier 1984.

La famille se repose pas.

La Frette-sur-Seine, Paris.

M^{me} Paul Delcroix,

son épouse,

M. et M^{me} Michel Arnaud,

ont le plaisir de faire part du décès de

M. Paul DELCROIX,

survécu à Paris, muni des sacrements de l'Eglise, le 21 janvier 1984, à l'âge de soixante-dix-huit ans, à Paris.

L'inhumation aura lieu à Asnières, dans le cimetière de la famille, à 14 h 15, le 24 janvier 1984, dans l'intimité familiale.

29, rue du Tertre, 95330 La Frette-sur-Seine.

2, rue Ambroise-Paré, 75010 Paris.

Le professeur Édgar Elbaz, directeur de l'IPN de Lyon, son épouse et ses enfants,

ont le plaisir de faire part du décès de

M. Moschy ELBAZ,

leur père, beau-père et grand-père, lors de son dernier voyage en Israël.

Il a été inhumé le 25 janvier 1984, à Jérusalem.

89, rue Bellecombe, 69003 Lyon.

La direction,

Et le personnel de la société Wingate Travel France,

Ses amis de France, d'Allemagne et d'Espagne,

ont le plaisir de faire part du décès de

M. Jean-Pierre GUERY,

accompagnateur,

survécu le 23 janvier 1984.

M^{me} Ernest Kippers,

son épouse,

M. et M^{me} Bernard Kippers,

Alexis et Thomas Kippers,

ont le plaisir de faire part du décès de

M. Ernest KÜPPERS,

survécu en son domicile, le 16 janvier 1984.

L'inhumation a eu lieu le 19 janvier 1984, au cimetière de Saint-Gratien, dans l'intimité.

Que ceux qui l'aimaient aient une pensée pour lui.

63, avenue de Caluire, 95210 Saint-Gratien.

Et toute la famille,

ont le plaisir de faire part du décès de

la vicomtesse

Roger de RICHEMONT,

né Jeanne Merveilleux de Vignaux,

le 15 janvier, muni des sacrements de l'Eglise, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Les obèques ont eu lieu dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les abonnements de « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de terre une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Le Mouvement de solidarité dabo-

légère organise un gala animé par le groupe Kimpas, le samedi 28 janvier, à 20 h 30, 124, rue de Bagnole, 75020 Paris.

L'auditorium Maurice-Ravel, le studio Grange et Musique nouvelle-4 présentent, le 27 janvier 1984, à partir de 18 heures, « Musiques-Machines ».

Cette manifestation aura lieu à l'auditorium Maurice-Ravel, à Lyon, et non au studio Grange, comme l'annonçait le *Monde* du 19 janvier.

DOCTORAT D'ÉTAT

Faculté de Sciences, vendredi 27 janvier, à 15 h 30, salle des Professeurs, M. Joseph Bessas : « Une approche de la coopération franco-camerounaise ».

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 heures sauf indications particulières

LUNDI 30 JANVIER (exposition le samedi 28)

S. 3. - Timbres poste, instruments scientifiques et art populaire. - M^{me} PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.

S. 4. - Fourrures. - M^{me} CORNETTE DE SAINT-CYR.

S. 7. - De l'épave, Jodelle, Rouille. - M^{me} ROBERT.

S. 15. - Boes meubles et objets mobiliers. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN.

MARDI 31 JANVIER (exposition le samedi 30)

S. 5-6. - Vente pour cause de départ, livres anciens et modernes, tableaux anciens et modernes, art islamique et d'Extrême-Orient, céramique, tapis, meubles et objets d'art. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, MM. Herdubert, Laitre, Jeanne, Portier, Méandre, Levy-Lacaze, Berthod, Dilke, Araché, Passet.

MERCREDI 1^{er} FÉVRIER (exposition le samedi 31)

S. 7. - Objets de vitrine, mob. anc. - M^{me} OGER, DUMONT.

S. 11. - Bijoux, objets d'art. - M^{me} PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.

S. 16. - Boes meubles et objets mobiliers. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN.

JEUDI 2 FÉVRIER (exposition le samedi 1^{er})

S. 8. - Livres. - M^{me} LOUDMER.

S. 10. - Boes meubles et objets mobiliers. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN.

VENDREDI 3 FÉVRIER (exposition le samedi 2)

S. 1. - Meub. obj. d'art. - M^{me} LOUDMER.

S. 2. - Faïences anc., meub. anc., tabls. - M^{me} BENOCHÉ, GODEAU.

S. 7. - Tabls. 19^e, maquettes de bateaux. - M^{me} RENAUD.

S. 9. - Objets d'art et de bel ameublement des XVII^e et XIX^e siècles. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, MM. Dilke, Levy-Lacaze, experts.

S. 11. - Mobilier de château. - M^{me} LANGLADE.

ÉTUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002) - 281-80-07.

J.-C. BENOCHÉ et M^{me} GODEAU, 5, rue la Boétie (75008) - 742-78-01.

CORNETTE DE SAINT-CYR, 24, avenue George-V (75008) - 720-15-04.

LANGLADE, 12, rue Descazes (75017) - 227-00-81.

LOUDMER, 18, rue de Provence (75008) - 623-15-25.

OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009) - 248-86-85.

PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER, 18, rue de la Grange-Batelière (75009) - 770-88-38.

RENAUD, 8, rue de la Grange-Batelière (75009) - 770-49-88.

ROBERT, 5, avenue d'Eylau (75016) - 727-85-34.

SPORTS

La « caisse noire » des « Verts » : quatre joueurs inculpés

Quatre anciens joueurs de l'AS Saint-Etienne, Jean-François Larrieu, Christian Lopez, Bernard Lacombe et Gérard Javio, ont été inculpés le mercredi 25 janvier « de racol d'abus de biens sociaux et d'abus de confiance » par le juge d'instruction lyonnais, M. Patrick Desmure, chargé du dossier de la « caisse noire » qui avait été constituée par l'ancien président du club, Roger Rocher, actuellement incarcéré à Lyon. Sur les 25 millions de francs décaissés, 5 millions avaient été versés aux joueurs.

Les Argentins Piazza et Nogues devaient comparaitre devant le juge d'instruction jeudi matin, avant l'ancien entraîneur Robert Herbin et l'ancien arrière Gérard Farillon. Ab-

sents pour « convenances personnelles », deux autres anciens joueurs du club, Jacques Zinako et Michel Platini, capitaine de l'équipe de France et nouvelle vedette du « calcio » italien, seront entendus ultérieurement.

À la suite de ces inculpations, le directeur des équipes de France, Michel Hidalgo, a déclaré : « On a donné une dimension anormale à ces inculpations. Il y a une exploitation abusive d'une affaire qui a déjà fait suffisamment de mal au football français (...). Les joueurs ne sont pas des voyous. Ces inculpations sont « dérisoires, mais inquiétantes », a ajouté Michel Hidalgo, « car les joueurs ont payé leur dette sur le plan fiscal. » (Corresp.)

Walter Rohrl (Audi Quattro) en tête du Rallye de Monte-Carlo. - Après les vingt épreuves spéciales de parcours commun disputées sur la neige et le verglas, l'Allemand de l'Ouest Walter Rohrl, qui fait ses débuts sur Audi Quattro, a pris, le 25 janvier, la tête du classement provisoire devant ses partenaires d'équipe, le Suédois Björn Wälde et le Finlandais Mikko. Les Renault 5 turbo de Thier et de Saby étaient à plus de dix-huit minutes.

Yannick Noah affrontera Henri Leconte à Philadelphie. - Le numéro un français, qui a battu, le 25 janvier, l'Américain Harold Solomon (6-3 ; 6-4), devait rencontrer, le 26 janvier, son compatriote Henri Leconte en quart de finale des championnats des États-Unis en salle, disputés à Philadelphie. Ivan Lendl, John McEnroe et Jimmy Arias se sont également qualifiés pour les quarts de finale.

Basket-ball : Limoges battu par les Italiens de Cantu. - Le CSP-Limoges a définitivement perdu toute chance de participer à la finale de la Coupe d'Europe des clubs champions de basket-ball en s'inclinant, le 25 janvier, dans sa salle, face aux Italiens de Cantu 118 à 108 après prolongations.

STERN
GRAVEUR
depuis 1844
Pour votre Société
papiers à lettres et
imprimés de haute qualité
Le prestige
d'une gravure traditionnelle
Ateliers et Bureaux :
47, Passage des Panoramas
75002 PARIS
Tél. : 736.94.48 - 508.86.45

dolp c
Baume
«musclé»
dolp c : Libère le muscle, avant et après l'effort.
Libère le muscle, avant et après l'effort.
Libère le muscle, avant et après l'effort.

MUSIQUE

LA KHOVANSTCHINA AU CHATELET

Comme le flot de l'histoire

L'abondance de biens pour les fers du théâtre lyrique : après l'Es-tève au théâtre de la Ville, voici que la grande saison russe du Théâtre musical de Paris débute par un événement non moins considéra-ble, la Khovanstchina, réalisée par Pier Luigi Pizzi. C'est la première fois, sauf erreur, qu'on peut voir le chef-d'œuvre de Moussorgski dans sa quasi-intégralité et le respect ab-solu du texte. On oublie le temps, comme en lisant Tolstoï ou Pasternak, devant ce spectacle d'une force et d'une visibilité exceptionnelles. Dans les représentations et les enre-gistements du Bolchoï ou de l'opéra de Sofia, on ne ressentait pas une telle intensité, un tel jaillissement musical, une telle exploration de l'âme et du destin russe.

Rappelons que si Moussorgski avait à peu près achevé son œuvre, il n'avait pu l'orchestrer (à part deux fragments) : après sa mort, Rimski-Korsakov en établit une version qui assura la pérennité de la Khovanst-china, mais, bien évidemment, dans Boris Godounov, enlaidit et ban-alisa ce grand drame déjà mutilé par de nombreuses coupures.

La réalisation de Chostakovitch, qu'on peut enfin entendre au Châte-let, respecte au contraire scrupuleu-sement les volontés du compositeur, ne rajoutant que les finales des deuxièmes et cinquièmes actes (celui-ci très contestable), qui n'avaient pas été écrits. Et son orchestration sou-mise à une force et une épure qu'on retrouve sa nature de musi-cien épique.

Tandis qu'on avait trop souvent l'impression de se perdre dans d'obs-curs combats politiques d'une his-toire bien éloignée de nous.

Pizzi donne au spectacle une puis-sante unité. Unité de décor, d'abord, d'une sobriété austère, avec un seul élément visuel qui condense symbo-liquement le drame : le grand bulbe enroulé d'une éponge orbeolée der-rière un mur qui enferme et surveille l'action. Devant, une aire de jeux neutre recouverte de terre ; des éclairages bleus, blancs, rouges, les vêtements gris de la foule, le cuir rouge des streltzi s'agitent, les robes noires des vieilles-croyants.

Pizzi excelle à organiser en un in-stant des tableaux saisissants qui « montent » le déroulement de l'ac-tion comme un film. Sur tout le drame plane l'image de ce peuple à pas lents qui coule comme le flot de l'histoire, qui porte l'histoire sans la comprendre, fresque extraordinairement vivante, d'une fabuleuse mise au point : tourbillons des Moscovites qui forment l'écrivain public à lire les affiches, apparition du prince Kho-vanski au milieu de ses protégés en un étonnant ballet de tables et de ré-teaux, ripailles des streltzi cor-rigés par leurs femmes, départ au sé-d du prince Golitsyne au milieu des lazzis, et ces processions des vieux-croyants qui se défendent contre le tourbillon du monde en se repliant sur leur foi, jusqu'à se ré-liminer autodafé volontaire pour échapper au joug moderniste de Pierre le Grand.

Ce peuple, esclave des « princes qui nous gouvernent », transcode leurs misérables intrigues et les en-aloute, nous dit Moussorgski. Il nous les montre, ces princes, dans des affrontements d'une vérité signi-ficative entre grands carrossiers (l'étonnant deuxième acte châté par Rimski-Korsakov), il montre la brutalité de l'assassinat du prince Khovaniski au milieu des danses persanes. Au-dessus plane la haute stature du guide des vieux-croyants, Dossetef, incarnation de la sainte Russie, une

sorte de Khovansky mystique et so-ciaire : mais conduisant ses ouailles au suicide collectif, il est lui-même submergé par le fleuve qui porte maintenant Pierre le Grand, en at-tendant Lénine et Staline.

Tous les personnages ont été ad-mirablement caractérisés par Pizzi, avec une distribution sans doute su-périeure à celle de Genève, où il avait monté pour la première fois ce spectacle (le Monde du 29 mai 1982) : Stefan Elkner, qui donne à Khovaniski les traits de Boris ; l'ex-trordinaire Golitsyne de Robert Tzar, prince européeniste, canteloux et crédule ; Hartmut Welker, terri-ble Chalkovitch ; l'écrivain public, Florindo Andreoli ; Harry Dwor-chak, un Dossetef jeune, plus politi-que et inquiet que l'habituel vieillard-berger-des-âmes ; enfin, Stefka Mineva, à la voix étrange, dé-chirée de soubresauts, mystique pécheresse qui règne sur tout le drame.

La beauté de ces soirées doit beaucoup aux choristes français et bulgares, à l'Orchestre Colonne, en-fin, et surtout, au chef Woldemar Nelsson, d'origine russe, dont le ly-risme fait resplendir la musique sim-plement poignante de Moussorgski.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Prochaines représentations les 26, 28, 31 janvier, 2, 4, 7, 9, 12 et 14 fé-vrier. Le numéro spécial de l'Avan-sche Opéra, d'une grande richesse, per-mettra de bénéficier au maximum de ce spectacle, de déplier l'histoire em-brassée de cette époque et de l'œuvre, analysée excellemment par André Lischke.

LE XVIII^e MIDEM DE CANNES

Un marché assis entre le son et l'image

Le XVIII^e Marché international du disque et de l'édition musicale (MIDEM), qui s'achève, vendredi 27 janvier, s'est déroulé durant une semaine dans un climat malsain : rien ne peut faire oublier que l'ensemble de l'industrie phonogra-phique est plongé depuis 1979 dans une série de crises : celle qui connaît l'économie mondiale et celle d'un média dont l'avenir dans l'univers audiovisuel passe par de profonds bouleversements. Au marché en récession depuis quatre ans - moins 13 % de vente du 33 tours en 1983 en France comme aux Etats-Unis et une progression de la distribution des cassettes qui ne compense pas la baisse des disques vendus - s'ajou-tent la piraterie, qui représente en moyenne entre 5 et 10 % du marché dans les pays occidentaux (20 % à 40 % dans les Etats du tiers-monde), et maintenant en France la location à la journée de disques par un cer-tain nombre de magasins de détail.

Depuis le début des années 80, tout a changé dans une industrie qui avait connu une expansion formida-ble et continue pendant quinze ans. La musique est de plus en plus indis-pensable dans la vie d'aujourd'hui, mais le besoin d'acheter le disque est moins nécessaire du fait des radios privées et des copies privées. La chute vertigineuse des ventes a contraint au regroupement plus ou moins étroit de certaines firmes dis-cographiques, à la fermeture, dans le monde, d'usines de pressing et, bien sûr, à des suppressions d'emplois. L'année dernière, une partie de l'industrie était tombée dans l'euphorie du lancement du disque compact. Mais à peine 30 000 lecteurs du son laser

ont été vendus en 1983. La technolo-gie moderne se développe dans une situation économique difficile.

Le marché du disque ne se res-treint pas seulement : il impose des mutations qui rendent la création de plus en plus fragile. Ainsi, il y a quelques années, un artiste au som-met de sa carrière atteignait facile-ment un chiffre de vente de 400 000 exemplaires pour un ou deux albums et la firme phonogra-phique était assurée de ne pas des-cendre au-dessous de 100 000 exem-plaires pour les 33 tours suivants. Aujourd'hui, un chanteur peut faire vendre 300 000 exemplaires d'un album et ne pas dépasser le chiffre de 30 000 pour le disque qui suit. Il n'y a plus fidélisation du public et donc pas de garantie de recettes. Les gens n'achètent plus un nom - d'où la chute des « fonds de catalogue » - ni un style. Mais des « tubes ». Le sol n'est plus solide sous les pieds d'un artiste de variété ou d'un ro-cker.

Les grandes vedettes du MIDEM ont été MTV, la chaîne de télévision américaine qui diffuse vingt-quatre heures sur vingt-quatre des vidéo-clips de musique rock en stéréo, et Michael Jackson avec son vidéo-clip, *Beat It*, et le film réalisé autour du tournage des douze minutes de chansons mises en scène pour la bagatelle de 1 million de dollars - un quart de la somme payée, par CBS, le reste par le chanteur lui-même. Star symbole des années 80, Michael Jackson chante, danse, à la fois du vinyle et possède un « look » indéfinissable. Son triomphe actuel (600 000 33 tours vendus en une

NOTE

Culture

XALAM
Au Casino de Paris

La fusion des rythmes

Ils sont huit et ils viennent de tous les coins du Sénégal. Le groupe l'ait formé il y a quinze ans, mais il a par-couru, depuis, un itinéraire. Après avoir joué, comme beaucoup de musiciens de sa génération, un peu tous les rythmes - rock, jazz, salsa, rhythm'n blues, reggae, - le Xalam (du nom d'une guitare traditionnelle en Afrique de l'Ouest) décide de s'arrêter pour réfléchir. Une retraite de plusieurs années pendant laquelle la « communauté » retourne auprès des grands musiciens traditionnels, et se cherche.

Elle va réapparaître en 1978 avec une musique complètement nou-velle, qui est une sorte de fusion des rythmes ethniques du Sénégal (Wolof, Diolas, Mandingues, Bambaras...) et de tout ce qu'ils aiment, les rythmes latino, le jazz... une musi-que qui bouscule les étiennettes. Rythmes ondulants et souples, cou-leurs chatoyantes, percussions, gui-tare, clavier, trombone ou sax, le tout est aéré, plein d'espaces calmes comme une sieste éveillée, plein d'une grâce sabbellienne. C'est le choc avec le public.

Depuis le Xalam parcourt l'Afri-que, l'Europe. Il est installé en France, depuis deux ans. Il sera le 27 janvier pour un concert unique au Casino de Paris.

G.H.

* Xalam, le vendredi 27 janvier, au Casino de Paris, 21 heures.

Patrimoine

VOL AU MUSÉE DE BUDAPEST

Deux Grecs inculpés

La justice grecque a inculpé, mardi 24 janvier, le riche industriel Efthimios Moschaklaidis, mis en cause par la police italienne dans l'affaire du vol de sept tableaux de maîtres italiens, commis au Musée des beaux-arts de Budapest, en novembre dernier (le Monde du 21 janvier).

M. Moschaklaidis, qui possède une usine d'huile d'olive dans la région d'Itea (près de Delphes), est accusé d'être l'instigateur du vol commis par une bande de spécia-listes du vol d'œuvres d'art italiens et hongrois. Il est, également, accusé de recel. Un ancien directeur de l'usine, M. Christos Hafilas, est, lui aussi, poursuivi pour complicité dans le vol.

La police italienne, après avoir arrêté trois Italiens et deux de leurs complices hongrois, était persuadée que M. Moschaklaidis était le com-manditaire du vol.

Il y a une dizaine de jours, l'indus-triel avait été officiellement mis hors de cause par la police grecque. Depuis, six des tableaux volés - un Raphaël, deux Titorelli, deux Tie-poli et un Giorgione - étaient retrouvés à Eghion (nord du Pelo-ponèse, sur le bord du golfe de Corinthe), la septième toile, un Raphaël, avait déjà été retrouvée près de Budapest peu après le vol.

UN ORCHESTRE DES JEUNES DE LA MÉDITERRANÉE va être constitué l'été prochain, a déclaré le 23 janvier au MIDEM, M. Michel Pезет, président du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur et président de l'office régional de la culture, avec l'aide de ministère de la culture ainsi que de diverses instances internationales (Conseil de l'Europe, UNESCO). Quatre-vingt-huit musi-ciens issus des grands conservatoires de bassin de la Méditerranée se réuniront du 15 juillet au 10 août au convent de Saint-Maxime (Var), sous la direction du chef d'orchestre Michel Tabachnik. Le concert inaugural doit avoir lieu au Festival d'Aix-en-Provence.

PETITES NOUVELLES

LE PRIX DE PORTRAIT, créé par le commandant Paul-Louis Weiller et décerné par l'Académie des beaux-arts, est consacré cette année à la sculpture. Deux prix seront attribués le 28 mars prochain, l'un de 20 000 F, destiné à un artiste sans limite d'âge ; le second de 10 000 F, réservé à un scul-p-teur de moins de trente-cinq ans. Ré-sultats : secrétaire de l'Académie des beaux-arts, 23, quai Canal 75006.

LES PREMIÈRES RENCON-TRES LATINES, dont la vocation est de faire connaître par des manifesta-tions artistiques la communauté cul-turelle des pays d'Amérique latine, se tiendront à Paris au Forum des halles du 30 janvier au 4 février. La choré-graphe brésilienne Betina et la Française Marie Paule Belle ouvriront ce festival, avec l'aide des ministères de la culture et des relations extérieures. Bernard Lavillier et le Cuarteto Cedron leur succéderont. Cette manifestation se terminera par une soirée « tango », avec le Trio Mosalini, Beytelman et Carlini et Cota, orchestre d'Argen-tine, établi en France.

LA REVUE TRIMESTRIELLE « CINEMACTION », éditée par Le Cerd, publie un numéro consacré à la représentation des handicapés à l'écran. Vingt-quatre textes de synthèse ou d'opinion, réunis par M^{lle} Olga Bello, qui est elle-même handicapée, éga-lement des films qui traitent de ce sujet et tentent de faire évoluer l'idée que l'on peut en avoir.

CAMPAGNE POUR UN DUC-CLIO. - « LA CRUCIFIXION », attri-buée au peintre siennois Duccio (XIV^e siècle) et mise par un propriétaire de la collection de Cranford en Getty Museum de Californie, fait l'objet d'une campagne nationale en Grande-Bretagne afin d'éviter son transfert. Les autorités britanniques, en différant son départ, espèrent son rachat par un collectionneur anglais, qui pourrait être le Musée municipal de Manchester.

LES PRIX DU SYNDICAT DES CRITIQUES FRANÇAIS DU CINÉMA 1984 ont été attribués à : « Pauline à la plage » d'Eric Rohmer et à « Fanny et Alexandre » d'Ingmar Bergman. D'autre part, le prix Novati Texeira, qui récompense annuellement un court métrage, a été remis à Magali Clichet pour son film « Coup de feu ».

THÉÂTRE

La scène du Maroc à Paris

(Suite de la première page.)
Celui-ci souffrait en outre d'un « vice » abominable : il était sym-p-tomatique du motalisme (rationalisme), courant de l'islam qui avait au son heure de gloire - et de sang - sous le calife El-Moumou (813-833) avant d'être banni, car il prévoyait que le Coran n'est pas « descendu » tel quel du ciel mais constitué une « création terrestre », inspirée, si l'on veut, par Dieu.

Sybarite et athée

En 1984, vouloir défendre de telles thèses en islam est plus que jamais sacrilège. Mais la pièce de Saddiki ne se perd pas dans les fumées théologiques. Son suc est fait de l'écume des jours, ceux de jadis et ceux, si semblables, du Maghreb et du Levant actuels. La « grand juge » indestouffé, joué par Saddiki lui-même, très en verve, et le soi-disant lettré Ghadamar, en lunette et tur-ban noir, pourraient être de sangui-naires et papezassiers mollets du vingtième siècle pour lesquels la pire injustice est « sybarite » ou « athée ». Lalla Fajit, fait penser à ces sœurs musulmanes mi-bas-bleu, mi-guerrières, qui, jadis à Bagdad, séduisent ceux qui veulent vivre avec leur siècle et prêtent la guerre sainte jusqu'à l'islamisation totale de la pie-nète. Les costumes turco-falliens, mettent le temps suprême à ce spectacle de la dévotion démentan-tée. Car Abou Hayyan, on s'en doute sans abandonné de tout.

Sous les déchirements entre sages et philosophes, la pièce nous montre aussi dans un décor lugubre de sacs de jute le peuple

dérailé de la faim, qui n'a même pas le droit de se plaindre. Et les inté-ristes qui font leur miel de ces sou-frances du ventre et de l'esprit... L'humour qui surnage sauve seul du désespoir le spectateur concerné.

On ne voit pas, en revanche, ce qui pourra empêcher le monde islami-que d'absorber le remède intégriste, que la pièce - laquelle se termine

Tayeb Saddiki
Quand Protée se fait arabe...

On a beau dire, le terrain ancestral, c'est le compte. Tayeb Saddiki est fils de Mogador - aujourd'hui Essaouira, « la petite muraille », - ce port de l'Atlanti-que marocain conçu au dix-huitième siècle par un capitaine fran-çais, Théodore Cornut, pour y attirer les négociants européens, alors que l'Empire chrétien était encore, pour un siècle et demi, l'un des pays les plus fermés du monde. Le père de Tayeb était, lui, un fils, lettré musulman tradi-tionnel, vivant parmi manus-cripts et traités arabes dont il enseignait ses enfants.

A cette double hérité d'ouverture et d'autorité, le jeune Saddiki a ajouté très vite don-ner le sacrement de l'art. Acteur, auteur, metteur en scène de théâtre et de cinéma, maître d'œuvre aussi bien de gigantes-ques « mystères » historiques en plein air pour le peuple que de cinémas restreints de réflexion intellectuelle, symbole harmo-nieux du biculturalisme arabe-français et de la rencontre pas-sionnée, mais pour une fois sans drame, entre l'Occident et l'islam, Tayeb Saddiki a été et continue d'être tout cela à la fois (le Monde daté 4-5 février 1973).

Se bonne bouille aidant, il fait figure, à cinquante ans, d'Orson Welles des Arabes. Il en est en-tout cas l'homme-Protée, avec l'éventail toujours plus ouvert de ses talents. Dans le domaine du théâtre, il faut aller jusqu'au

J.-P. P.-H.

théâtre gerard philipe saint-denis
michel hermon chante piaf
1 heure de régal les vendredis et samedis à 22 h 30 après "exquise banquise"
243.00.59

L'OLYMPIA
BRUNO COQUATRIX présente
YVES DUTEIL
Matinées supplémentaires
Le dimanche 29 janvier
à 14 H 30 et 17 H 30
Location au théâtre de 11 H à 22 H
Dans les agences et par tél. : 742-25-49

la cruche cassée
Mise en scène : Bernard Sobel
THEATRE DE GENNEVILLIERS
Centre Dramatique National
793.26.30

THEATRE EUROPE 24 janvier 25 février
BONS OFFICES
de Pierre Mertens
Adaptation de Michèle Fabien
Mise en scène de René Luyon
18H30 PETIT ODEON 18H30

COMMUNICATION

AYANT CONVAINCU M. RICHEROT DE PARTIR EN RETRAITE

M. Robert Hersant fait nommer M. Charles Debbasch directeur général du groupe « le Dauphiné libéré »

Grenoble. — Les deux instances dirigeantes du Dauphiné libéré, le directoire et le conseil de surveillance, ont entériné, mercredi 25 janvier, la mise à l'écart définitive du fondateur et ancien P-DG du groupe, M. Louis Richerot, âgé de quatre-vingt-cinq ans. Celui-ci avait pourtant, au mois d'avril 1983, largement contribué à la victoire de M. Robert Hersant sur l'ancien « patron » du journal, M. Paul Dini, notamment en se désistant de toutes les actions judiciaires qu'il avait engagées contre M. Robert Hersant et son allié, l'ancien P-DG de Carrefour, M. Marcel Fournier.

Pour « remercier » l'ancien résident du manoir du Vercors, qui lui avait tenu pendant deux ans, M. Robert Hersant nomma M. Richerot à la présidence du conseil de surveillance de la SA le Dauphiné libéré. Il désigna, d'autre part, parmi les trois membres du directoire du journal son épouse, M^{me} Line Richerot.

Tous les deux ont été « à leur demande », précisait-on mercredi à la direction du Dauphiné libéré, déchargés de leurs fonctions. Mais on se refusait à confirmer le montant de la somme versée par le Dauphiné libéré en contrepartie de leur départ et qui pourrait, selon cer-

De notre correspondant

taines sources, s'élever à 3 millions de francs.

M. Louis Richerot est remplacé à son poste par M. Gaudier Audinot. Son père, M. André Audinot, P-DG du Figaro et député (non inscrit) de la Somme, est, depuis le 24 juin 1983, président du directoire de la SOFIDEP, société propriétaire de la majorité des actions du Dauphiné libéré.

Quant à M^{me} Line Richerot, qui continuera pendant deux ans encore à écrire dans les colonnes du quotidien de Grenoble, elle cède son siège à M. Charles Debbasch, qui est également nommé directeur général du groupe du Dauphiné libéré. La reprise d'une offensive judiciaire contre le Progrès de Lyon figurerait parmi les objectifs prioritaires confiés au nouveau directeur.

A Veurey, siège du Dauphiné libéré, on ne cache plus que le but de M. Hersant est de faire « mordre la poule » à M. Jean-Charles Lignel, en utilisant cette fois les armes de la concurrence grâce aux titres que le groupe Hersant diffuse à Lyon : Lyon-Matin, le Figaro, le Journal Rhône-Alpes, France-Soleil et son édition lyonnaise. M. Debbasch aurait ainsi déjà suggéré que

la Socpresse (groupe Hersant) rachète au Dauphiné libéré le Journal quotidien Rhône-Alpes, qui pourrait devenir bientôt une édition régionale du Figaro.

Pour l'heure, un hommage au fondateur du quotidien grenoblois, l'imprimerie de Veurey pour être baptisée Centre Louis Richerot. Une page d'histoire est tournée.

CLAUDE FRANCHILLON

Né le 22 octobre 1937 à Tunis, M. Charles Debbasch est titulaire du certificat d'aptitude à la profession d'avocat, diplômé d'études supérieures de droit public, de science politique et de droit privé, docteur en droit et agrégé de droit. Sa carrière universitaire a eu lieu presque entièrement à Aix-en-Provence, où il a été notamment président de l'Université d'Aix-Marseille III. M. Debbasch a eu, en outre, diverses responsabilités dans les instances universitaires nationales. Il avait été chargé en 1968-1969 d'une mission d'information auprès de M. Edgar Faure, alors ministre de l'Éducation nationale. De 1978 à 1981, il a été cofondateur, en 1976, de l'Association pour la démocratie française. Il a été conseiller technique au secrétariat général de la présidence de la République. Auteur, notamment, de plusieurs ouvrages de droit administratif, M. Debbasch a publié en 1982 l'Élyse dévoilé. Il continuera à occuper son poste à l'université.

LES GRANDES RADIOS S'INTÉRESSENT AUX PETITES

RMC veut vendre son expérience

Cannes. — Ouvert pour la première fois au marché des programmes radiophoniques, le MIDEM (Marché international du disque et de l'édition musicale) s'est ouvert à Cannes le 23 janvier sur un premier événement dans le monde de la radio. Entouré de l'état-major de sa station, M. Jean-Claude Hébert, directeur général

de Radio Monte-Carlo, y annonçait officiellement son intention de « rentabiliser » l'expérience acquise par RMC en matière de modulation de fréquence, en mettant dès à présent une gamme importante de services à la disposition des radios locales privées, dont l'audience inquiète les « grandes » stations (le Monde du 28 janvier).

De notre envoyée spéciale

posé d'un « faire profiter » les stations locales privées. D'abord, en leur vendant des programmes : des émissions considérées comme produites finis, tel « l'Horoscope » quotidien de Françoise Hardy ou le « Psycho-test » du Dr Jacqueline Renaud ; des jeux ou des mécanismes de jeux (« Cherchez le disque » ou bien « Puzzle... »), des programmes musicaux son d'espaces publicitaires. L'origine pour RMC-Rock ou RMC-Classique, des émissions d'information ou des reportages sur les grands événements sportifs couverts par la rédaction de la radio. Mais aussi en leur apportant une assistance technique et des conseils de gestion.

« En fait, déclarait M. Jean-Claude Hébert, ce qui nous va aller du programme à la carte à l'installation d'une radio clé en main. Tout est possible, tout est négociable. Tout doit l'être en effet

puisque aucun prix n'a encore été fixé et que les accords passés de gré à gré s'établissent en fonction de la demande — de la solvabilité ? — de chaque radio locale.

Les responsables de radios locales de passage au MIDEM ont été fascinés, devant le stand RMC, par les écrans représentant trois systèmes informatiques de traitement à distance des enregistrements musicaux (REGIS et ONDINE) et de planification d'émissions publicitaires (GAS-PARD) que la station voudrait désormais commercialiser.

L'engin sur lequel compte RMC pour gérer, la nuit, ses stations FM et pour fabriquer à la carte des centaines d'heures d'émissions musicales coûte environ 350 000 francs. Une petite folie pour les radios locales fascinées, mais un joli coup pour RMC qui, en un éclair, vient de donner son image comme un grand coup de plume.

ANNICK COJEAN

OUVERTURE DU « MULTISTORE HACHETTE-OPÉRA »

M. Jean-Luc Lagardère, président d'Hachette, a inauguré, mercredi 25 janvier, le « multistore Hachette-Opéra », nouvelle surface commerciale spécialisée dans la communication : livres, presse, micro-informatique, vidéo, électronique domestique. « Lieu de transition, lieu carrefour entre la page et l'écran, entre l'apprentissage et la boutique », ce multistore est pour le président d'Hachette un « village multimédia » qui préfigure la consommation des années 90. Trois ans après, presque jour pour jour, sa prise de contrôle du groupe Hachette, M. Lagardère entend faire du « multistore » le symbole des ambitions de la vieille librairie et de ses capacités à innover. Des innovations qui se situent toutefois, selon son président, dans la tradition d'Hachette : « Sa vocation populaire et son aptitude à créer et diffuser la culture vivante de son temps ». Ce qui fait du « multistore » l'héritier direct des bibliothèques de gare et du livre de poche.

Le supplément le Monde aujourd'hui, paraissant dans notre édition datée 29-30 janvier, consacrera une page à ce nouveau magasin, qui sera ouvert au public vendredi 27 janvier.

TRIBUNES ET DÉBATS

JEUDI 26 JANVIER

— MM. Maurice Couve de Murville, ancien premier ministre, député RPR de Paris, Bertrand Delanoë, député socialiste de Paris, Jean-François Deniau, ancien ministre, président des clubs Perspectives et réalités, Maxime Gremetz, membre du bureau politique du PCF, participent à l'émission spéciale de France-Inter sur « L'image de la France dans le monde », à 19 h 15.

VENREDI 27 JANVIER

— M. Claude Labbé, président du groupe RPR à l'Assemblée nationale, est l'invité du journal de 8 heures, sur RMC.

Jeudi 26 janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1



20 h 35 Feuilletton : La chambre des dames.

Réal. Y. André, avec M. Vlady, H. Virlojeux. Sixième épisode d'une saga médiévale. Guillaume, rendu fou par la séparation imposée par Florie, rôde autour de sa maison, la harcelle, la tourmente.

21 h 35 Nouvelles de l'histoire.

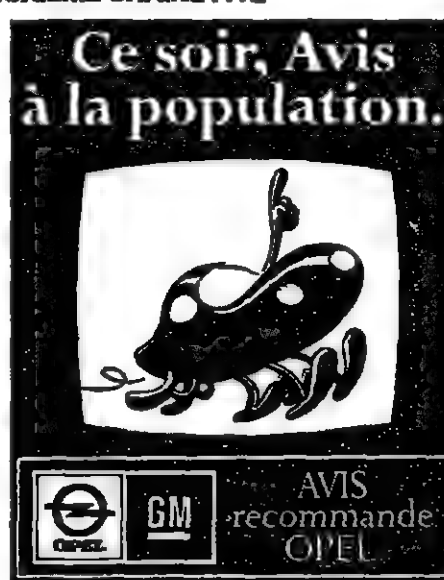
Une émission de P. Dumayet, réal. M. Boucault. Autour de trois livres et d'une époque : l'impossible mariage, de P. Lemaître, une enquête sur la vie payenne sous l'ancien régime et au dix-neuvième siècle ; l'entrevue des bûes, de V. Forrester, la correspondance de Van Gogh ; la Bataille de cent ans, d'E. Rudinow, premier volume d'une histoire de la psychiatrie.

22 h 30 Le jazz et vous.

De Jack Dival, réal. A. Lombardi. Enfin, une nouvelle série de jazz. Mais quel triste début !

23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2



20 h 35 Vendredi (carte blanche à Anne Gaillard) : comportement divorces.

Le divorce des plus de cinquante ans. Magazine d'A. Campana.

21 h 35 Journal.

22 h 55 Les pionniers de la photo.

Emission de J. Bardia, P. Dhôtel, J. Eguer. Sonate pour violon et piano, de Brahms, par F. R. Duchable (piano) et G. Comet (violin) (en série sur France-Musique).

23 h 30 Vendredi (carte blanche à Anne Gaillard) : comportement divorces.

Le divorce des plus de cinquante ans. Magazine d'A. Campana.

21 h 35 Journal.

22 h 55 Les pionniers de la photo.

Emission de J. Bardia, P. Dhôtel, J. Eguer. Sonate pour violon et piano, de Brahms, par F. R. Duchable (piano) et G. Comet (violin) (en série sur France-Musique).

23 h 30 Vendredi (carte blanche à Anne Gaillard) : comportement divorces.

Le divorce des plus de cinquante ans. Magazine d'A. Campana.

21 h 35 Journal.

22 h 55 Les pionniers de la photo.

Emission de J. Bardia, P. Dhôtel, J. Eguer. Sonate pour violon et piano, de Brahms, par F. R. Duchable (piano) et G. Comet (violin) (en série sur France-Musique).

23 h 30 Vendredi (carte blanche à Anne Gaillard) : comportement divorces.

Le divorce des plus de cinquante ans. Magazine d'A. Campana.

21 h 35 Journal.

22 h 55 Les pionniers de la photo.

Emission de J. Bardia, P. Dhôtel, J. Eguer. Sonate pour violon et piano, de Brahms, par F. R. Duchable (piano) et G. Comet (violin) (en série sur France-Musique).

23 h 30 Vendredi (carte blanche à Anne Gaillard) : comportement divorces.

Le divorce des plus de cinquante ans. Magazine d'A. Campana.

21 h 35 Journal.

22 h 55 Les pionniers de la photo.

Emission de J. Bardia, P. Dhôtel, J. Eguer. Sonate pour violon et piano, de Brahms, par F. R. Duchable (piano) et G. Comet (violin) (en série sur France-Musique).

23 h 30 Vendredi (carte blanche à Anne Gaillard) : comportement divorces.

Le divorce des plus de cinquante ans. Magazine d'A. Campana.

21 h 35 Journal.

22 h 55 Les pionniers de la photo.

Emission de J. Bardia, P. Dhôtel, J. Eguer. Sonate pour violon et piano, de Brahms, par F. R. Duchable (piano) et G. Comet (violin) (en série sur France-Musique).

23 h 30 Vendredi (carte blanche à Anne Gaillard) : comportement divorces.

Le divorce des plus de cinquante ans. Magazine d'A. Campana.

21 h 35 Journal.

22 h 55 Les pionniers de la photo.

Emission de J. Bardia, P. Dhôtel, J. Eguer. Sonate pour violon et piano, de Brahms, par F. R. Duchable (piano) et G. Comet (violin) (en série sur France-Musique).

23 h 30 Vendredi (carte blanche à Anne Gaillard) : comportement divorces.

Le divorce des plus de cinquante ans. Magazine d'A. Campana.

21 h 35 Journal.

22 h 55 Les pionniers de la photo.

Emission de J. Bardia, P. Dhôtel, J. Eguer. Sonate pour violon et piano, de Brahms, par F. R. Duchable (piano) et G. Comet (violin) (en série sur France-Musique).

23 h 30 Vendredi (carte blanche à Anne Gaillard) : comportement divorces.

Le divorce des plus de cinquante ans. Magazine d'A. Campana.

21 h 35 Journal.

22 h 55 Les pionniers de la photo.

Emission de J. Bardia, P. Dhôtel, J. Eguer. Sonate pour violon et piano, de Brahms, par F. R. Duchable (piano) et G. Comet (violin) (en série sur France-Musique).

23 h 30 Vendredi (carte blanche à Anne Gaillard) : comportement divorces.

Le divorce des plus de cinquante ans. Magazine d'A. Campana.

21 h 35 Journal.

22 h 55 Les pionniers de la photo.

Emission de J. Bardia, P. Dhôtel, J. Eguer. Sonate pour violon et piano, de Brahms, par F. R. Duchable (piano) et G. Comet (violin) (en série sur France-Musique).

23 h 30 Vendredi (carte blanche à Anne Gaillard) : comportement divorces.

Le divorce des plus de cinquante ans. Magazine d'A. Campana.

21 h 35 Journal.

22 h 55 Les pionniers de la photo.

Emission de J. Bardia, P. Dhôtel, J. Eguer. Sonate pour violon et piano, de Brahms, par F. R. Duchable (piano) et G. Comet (violin) (en série sur France-Musique).

23 h 30 Vendredi (carte blanche à Anne Gaillard) : comportement divorces.

Le divorce des plus de cinquante ans. Magazine d'A. Campana.

21 h 35 Journal.

22 h 55 Les pionniers de la photo.

Emission de J. Bardia, P. Dhôtel, J. Eguer. Sonate pour violon et piano, de Brahms, par F. R. Duchable (piano) et G. Comet (violin) (en série sur France-Musique).

Vendredi 27 janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 30 Vision plus.

12 h 10 Ski : Descente dames à Megève (Eurovision).

13 h Journal.

14 h Série : Jo Gaillard.

15 h Variétés : Yves Duteil.

En direct de l'Olympie.

16 h Balade en Irlande.

17 h Série : Enquête en direct.

18 h Feuilletton : Le nouveau d'Amérique.

19 h Le village dans les nuages.

20 h Variétéscope.

21 h 55 7 heures moins 5.

22 h Météo.

23 h Émissions régionales.

24 h Jeu : Les petits drôles.

25 h 45 Variétés : Les trophées du MIDEM.

Réalisation G. Barrie.

Fabrica présente Irène Card, Crocodile Harris (Afrique du Sud), Nena (Allemagne), Bandolero, le Club, Indochine (France), The Shorts (Pays-Bas).

26 h 45 L'Odyssée du commandant Cousteau.

La sort des heures de mer.

27 h 40 Branchés-musique : 22, v'la le rock.

28 h 25 Journal et cinq jours en Bourse.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

11 h 30 Antiope.

12 h Journal (et à 12 h 45).

13 h 10 Jeu : L'Académie des neufs.

14 h 45 A 2 midi.

15 h 35 Feuilletton : Les amours romantiques.

16 h 50 Aujourd'hui la vie.

17 h 55 Série : Drôles de dames.

18 h 45 Reprise : Magazine Moi-je (diff. le 18 janvier).

19 h 40 Carnaval Caribbe.

Idénaires. De Sophie Richard.

L'évolution d'un village thaïlandais filmé par des japonais.

20 h 45 Récré A 2.

21 h 30 C'est la vie.

22 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

23 h 15 Émissions régionales.

24 h 40 Le théâtre de Bouvrie.

25 h Journal.

26 h 45 Feuilletton : Fabien de la Drôme, de J. Combes et S. Lorenzi, réal. M. Wyn. Avec J.-F. Garraud, B. Avoine, S. Aznar.

Révis de sa blessure, Fabien descend vers le village accompli sa vengeance et l'œuvre de salubrité qu'il doit au souvenir de Vessière. Dernier épisode d'un western qui se situe dans la France du Directoire.

27 h 35 Apostrophes. Magazine littéraire de B. Fivet. Sur le thème : Kafka, Orwell et Kundera. Sous invités : Milan Kundera (l'incompréhensible Léopold de l'ère), Simon Leys (Orwell ou l'horreur de la politique), Maurice Nadeau, directeur de la Quinzaine littéraire.

28 h 45 Journal.

29 h 55 Club-club : Le ciel est à vous.

Cycle France année 40 : film français de Jean Grémillon (1943) avec M. Rénard, Ch. Vanel (N) (105 mn).

30 h 30 D'accord, pas d'accord, magazine de l'INC.

31 h 30 D'accord, pas d'accord, magazine de l'INC.

32 h 30 D'accord, pas d'accord, magazine de l'INC.

33 h 30 D'accord, pas d'accord, magazine de l'INC.

34 h 30 D'accord, pas d'accord, magazine de l'INC.

35 h 30 D'accord, pas d'accord, magazine de l'INC.

36 h 30 D'accord, pas d'accord, magazine de l'INC.

37 h 30 D'accord, pas d'accord, magazine de l'INC.

38 h 30 D'accord, pas d'accord, magazine de l'INC.

39 h 30 D'accord, pas d'accord, magazine de l'INC.

40 h 30 D'accord, pas d'accord, magazine de l'INC.

41 h 30 D'accord, pas d'accord, magazine de l'INC.

42 h 30 D'accord, pas d'accord, magazine de l'INC.

43 h 30 D'accord, pas d'accord, magazine de l'INC.

44 h 30 D'accord, pas d'accord, magazine de l'INC.

45 h 30 D'accord, pas d'accord, magazine de l'INC.

46 h 30 D'accord, pas d'accord, magazine de l'INC.

47 h 30 D'accord, pas d'accord, magazine de l'INC.

48 h 30 D'accord, pas d'accord, magazine de l'INC.

49 h 30 D'accord, pas d'accord, magazine de l'INC.

20 h 35 Série : Marco Polo.

De D. Butler, V. Labella et G. Montaldo. Avec K. Marshall, D. Elliot, T. Vogel... Neuvième épisode. — Marco Polo est envoyé en mission dans le sud de la Chine par Achmet.

21 h 30 Mécars en direct : Journal Inachevé.

De Martin Mallet. Journal d'une femme chilienne exilée à Montréal. Film intimiste, presque indécrottable, une confidence dans laquelle le Canadien Martin Mallet s'engage tout entier.

22 h 25 Histoires courtes : Autopsie.

d'Y. Maréchal.

22 h 50 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Cinéma : Le monoclé r't jaune.

Film français de Georges Lautner (1964), avec P. Messiaen, R. Dalban, B. Strole (N). Le commandant Dromard, dit « le monoclé », officier du deuxième bureau, lutte à Hongkong contre une secte de fanatiques déchaînés à faire régner la paix... par la violence. Film d'espionnage parodique, moins réussi que les deux premiers de la même série, mais porté par l'humour très particulier de Paul Meurisse.

22 h 10 Journal.

22 h 30 Neuf-Brissach, un chef d'œuvre de Ventum. Réal. J. Mazias. Une évocation de l'art militaire et de la carrière de Vauban à travers sa dernière œuvre, Neuf-Brissach.

23 h Prélude à la nuit.

En direct du MIDEM et en stéréo sur France-Culture : Concerto grosso en si bémol majeur, de Bach, La Folia, de Vivaldi, par l'ensemble T. Koopmann.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5 Dessin animé : Du plomb dans la neige.

	La 1ère	La 2ème
OFFRES D'EMPLOI	83,00	58,44
DEMANDES D'EMPLOI	26,00	29,65
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	164,00	194,50

ANNONCES CLASSEES

	La 1ère	La 2ème
ANNONCES ENCADREES	47,00	55,74
OFFRES D'EMPLOI	14,00	16,60
DEMANDES D'EMPLOI	36,00	42,70
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

OFFRES D'EMPLOIS

Adjoint H.F.
chef département financier

Le C.N.E.S. recherche pour le Centre Spatial de Guyane à Kourou (Adjointe) du chef du département financier.

Vous avez une formation supérieure de type Maîtrise de gestion ou école de commerce complétée par quelques années d'expérience en gestion budgétaire et/ou financière.

Vous avez le sens des initiatives opportunes, un goût certain des responsabilités et des relations, une aptitude confirmée à l'analyse et à la synthèse.

Vous participerez à l'élaboration et à la gestion du budget du centre et vous adapterez les procédures de gestion budgétaire à l'évolution des missions du C.S.G.

Veuillez adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous référence CS/68 au C.N.E.S. - Service du Personnel - 129, rue de l'Université - 75007 PARIS.

CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES

ORGANISME PROFESSIONNEL INTERNATIONAL

CHARGÉ DE MISSION INFORMATIQUE

Etude : conseil, formation.

Envoyer C.V. et M 71712 à l'adresse ci-dessus.

BANQUE

Direction Internationale
Division Grandes Entreprises

Nous recherchons pour un Etablissement Bancaire de premier plan un

Exploitant Confirmé C.I.V.I.2, VII

pour gérer et développer un Fonds de Commerce comprenant de Grandes Sociétés dont l'activité est tournée vers l'Etranger.

Après 3 à 4 ans de carrière réussie, intéressantes possibilités d'évolution au sein du réseau international.

Nous examinerons avec rapidité et discrétion votre dossier de candidature.

Adressez C.V. détaillé sous réf. 2674/JR à : Monsieur ALEXANDRE 40, rue Olivier de Serres 75015 PARIS

URGENT

Ville de
CHEVILLY-LARUE
(VAL-DE-MARNE)

UN RÉDACTEUR

Possédant formation économique et juridique, par voie de mutation ou figurant sur liste d'aptitude, en vue de la création du Service

« ACTION ECONOMIQUE ET FORMATION PROFESSIONNELLE »

Adressez candidature et C.V. à Monsieur le Maire de Chevilly-Larue (94550).

emploi régional

SOCIÉTÉ DE PRESSE DE L'EUROPE

UN DIRECTEUR D'IMPRIMERIE

Technicien gestionnaire, responsable des relations avec le client.

Adressez curriculum vitae et première lettre à M^{me} MANDLÉ, 16, avenue Foch, 27000 EVREUX.

A.F.P.A.

La Centre Pédagogique et Technique de l'A.F.P.A. METZ recrute

UN FORMATEUR

Son profil :

- Diplôme de 3^e cycle en Sciences humaines.
- Formation et expériences dans les domaines suivants :
 - processus d'acquisition des connaissances ;
 - les relations humaines et le fonctionnement des groupes.
- Expérience dans le domaine de la formation.

Ses missions :

1. - Etude de besoins, conception et animation de sessions de formation et de perfectionnement pour formateurs de l'A.F.P.A. ou personnels d'entreprises.
2. - Participation à des études psychologiques, à des interventions et à des groupes de travail pluridisciplinaires dans le cadre de la Formation Professionnelle des Adultes.

Envoyer C.V. détaillé à : A.F.P.A. - C.P.T.A. 29, rue Pierre-Boileau B.P. 2050 57051 METZ CEDEX.

emploi international

La société Ruhrgas recherche Un(e) interprète diplômé(e) de langue française

première langue : allemand
deuxième langue : néerlandais, anglais, russe, espagnol ou italien

Envoyer lettre avec C.V., photo, documents sous réf. PA No 7 à RUHRGAS AKTIENGESellschaft, BP 10 32 52, D-4300 Essen 1, R.F.A.

DEMANDES D'EMPLOIS

J.P., 20 ans, bac, B.T.S. tourisme option tech. et prod. de vente, anglais/al., électro, ayant effectué stages agences, cherche emploi dans agence de voyages, T.O. ou comité local d'entraide. Paris ou banlieue Est ou Nord.

Lettre immédiate sous réf. 2674/JR à : Monsieur ALEXANDRE 40, rue Olivier de Serres 75015 PARIS

J.F., secrétaire bilingue anglais (licence anglaise, examen de Cambridge), huit années d'expérience, bonne relation d'entraide, excellente connaissance de la publicité et du marketing, cherche poste stable, éventuellement à l'étranger.

Ecrire sous le n° 7044/084 M REGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F., secrétaire bilingue anglais (licence anglaise, examen de Cambridge), huit années d'expérience, bonne relation d'entraide, excellente connaissance de la publicité et du marketing, cherche poste stable, éventuellement à l'étranger.

Ecrire sous le n° 7044/084 M REGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F., secrétaire bilingue anglais (licence anglaise, examen de Cambridge), huit années d'expérience, bonne relation d'entraide, excellente connaissance de la publicité et du marketing, cherche poste stable, éventuellement à l'étranger.

Ecrire sous le n° 7044/084 M REGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F., secrétaire bilingue anglais (licence anglaise, examen de Cambridge), huit années d'expérience, bonne relation d'entraide, excellente connaissance de la publicité et du marketing, cherche poste stable, éventuellement à l'étranger.

Ecrire sous le n° 7044/084 M REGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F., secrétaire bilingue anglais (licence anglaise, examen de Cambridge), huit années d'expérience, bonne relation d'entraide, excellente connaissance de la publicité et du marketing, cherche poste stable, éventuellement à l'étranger.

Ecrire sous le n° 7044/084 M REGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F., secrétaire bilingue anglais (licence anglaise, examen de Cambridge), huit années d'expérience, bonne relation d'entraide, excellente connaissance de la publicité et du marketing, cherche poste stable, éventuellement à l'étranger.

Ecrire sous le n° 7044/084 M REGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F., secrétaire bilingue anglais (licence anglaise, examen de Cambridge), huit années d'expérience, bonne relation d'entraide, excellente connaissance de la publicité et du marketing, cherche poste stable, éventuellement à l'étranger.

Ecrire sous le n° 7044/084 M REGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F., secrétaire bilingue anglais (licence anglaise, examen de Cambridge), huit années d'expérience, bonne relation d'entraide, excellente connaissance de la publicité et du marketing, cherche poste stable, éventuellement à l'étranger.

Ecrire sous le n° 7044/084 M REGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F., secrétaire bilingue anglais (licence anglaise, examen de Cambridge), huit années d'expérience, bonne relation d'entraide, excellente connaissance de la publicité et du marketing, cherche poste stable, éventuellement à l'étranger.

Ecrire sous le n° 7044/084 M REGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F., secrétaire bilingue anglais (licence anglaise, examen de Cambridge), huit années d'expérience, bonne relation d'entraide, excellente connaissance de la publicité et du marketing, cherche poste stable, éventuellement à l'étranger.

Ecrire sous le n° 7044/084 M REGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F., secrétaire bilingue anglais (licence anglaise, examen de Cambridge), huit années d'expérience, bonne relation d'entraide, excellente connaissance de la publicité et du marketing, cherche poste stable, éventuellement à l'étranger.

Ecrire sous le n° 7044/084 M REGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F., secrétaire bilingue anglais (licence anglaise, examen de Cambridge), huit années d'expérience, bonne relation d'entraide, excellente connaissance de la publicité et du marketing, cherche poste stable, éventuellement à l'étranger.

Ecrire sous le n° 7044/084 M REGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F., secrétaire bilingue anglais (licence anglaise, examen de Cambridge), huit années d'expérience, bonne relation d'entraide, excellente connaissance de la publicité et du marketing, cherche poste stable, éventuellement à l'étranger.

Ecrire sous le n° 7044/084 M REGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F., secrétaire bilingue anglais (licence anglaise, examen de Cambridge), huit années d'expérience, bonne relation d'entraide, excellente connaissance de la publicité et du marketing, cherche poste stable, éventuellement à l'étranger.

Ecrire sous le n° 7044/084 M REGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F., secrétaire bilingue anglais (licence anglaise, examen de Cambridge), huit années d'expérience, bonne relation d'entraide, excellente connaissance de la publicité et du marketing, cherche poste stable, éventuellement à l'étranger.

Ecrire sous le n° 7044/084 M REGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

L'immobilier

appartements ventes

4^e arrdt
Vue ht de Sens et Beaumont
P.P. par. des. 324-35-10.

EXTRAORDINAIRE
5^e arrdt
NEUF
IMMEUBLE TRÈS
GRAND LUXE
RESTE 8 APPARTEMENTS
de 3, 4 et 5 PCHS et un
DUPLEX-TERRASSES
Livraison immédiate.

JARDIN PLANTES
1 en 5 RUE POLIVEAU
à partir de 15.000 F le M2.
Fermé et sécurisé.

APARTEMENT TÉMOIN
Tous les jours 14 h à 19 h
seul mercredi et dimanche.

A.W.J. - Tél. : 267-37-37.

CL-BERNARD, imm. pierre de
t. 4 p., dernier ét., esc. SUD.
Px : 865.000 F. T. : 322-61-38.

6^e arrdt
CERCHÉ-MIDI
petit 2 pièces à rénover
2 étages, 288.000 F.
GARBI. 587-22-88.

6^e arrdt
PL. DES SAUSSURES
Elegant 5 pièces + services
cuis. équipée, sol., escalier.
Px : 2.000.000 F. 583-41-11.

11^e arrdt
M^{re} VOLTAIRE
64 3 p., 2 s., 2 b., imm.
p. de 1.450.000 F avec 10 % cpt.
LERNES 355-58-88.

NATION
bd Voltaire, imm. p. de t. 5 p.
cuis. équipée, sol., escalier.
Px : 865.000 F. T. : 322-61-38.

13^e arrdt
BOULEVARD D'ARC
MAISON
Rafale, cuisine, 115 m² env.
s/3 étages. Px : 890.000 F.
Téléphone : 325-55-54.

14^e arrdt
CHARMANT MAISON
B.P. + JARDIN + VERRIERE
CALME, SOLEIL 320-75-77.

automobiles
ventes
de 8 à 11 C.V.
Peugeot 505 STI
27.000 km, 1983, boîte auto.
T.O. pneus TTS, grise.
89.000 F. Tél. : 233-08-15.

de 12 à 16 C.V.
A VENDRE GILBERTA 1.8
ALFA ROMEO ANNÉE 1980
prix très intéressant à débattre.
Tel. soir ap. 20 h : 830-07-98.

53, RUE DU SIMPLON
23 APPTS DE STANDING
STUDIO 2, 3 P., PARK.
Studio à partir de 119.100 F
2 P. à partir de 149.300 F
3 P. à partir de 189.000 F
Renseignements : 875-82-78.

15^e arrdt
CERCHÉ CONSTITUT
329, RUE LECOURBE
RAMEUSE QD STANDING
STUDIO, 2, 3 PCHS
Studio : 435.000 F
2 p. à part. de 439.900 F
3 p. à part. de 512.700 F
LIVRAISON IMMÉDIATE
Bureau de vente ouvert
du mardi au vendredi
de 14 h à 19 h
Samedi de 11 h à 18 h
T. : 875-82-78 ou 87-42-55.

16^e arrdt
M^{re} BALARD, imm. pierre de t.
briques, revêt. iv., 4 pièces
cuis. équipée, sol., escalier.
Px : 865.000 F. T. : 322-61-38.

17^e arrdt
M^{re} VILLIERS, imm. stand.
DUPLEX 110 m² + 100 m²
50 m² RANÉ 1.500.000 F.
Téléphone : 387-98-37.

AV. NIEL 228 m²
64 3 p., 2 s., 2 b., imm.
p. de 1.450.000 F avec 10 % cpt.
LERNES 355-58-88.

18^e arrdt
M^{re} GABALDI
très bel imm. pierre de t.
2 p., cuis. équipée, sol., escalier.
Px : 865.000 F. T. : 322-61-38.

RUE LAMARQUE, 42 m²
très bel imm. pierre de t.
2 p., cuis. équipée, sol., escalier.
Px : 865.000 F. T. : 322-61-38.

CECOTI CONSTITUT
Résidence « Mairie du 18^e »
53, RUE DU SIMPLON
23 APPTS DE STANDING
STUDIO 2, 3 P., PARK.
Studio à partir de 119.100 F
2 P. à partir de 149.300 F
3 P. à partir de 189.000 F
Renseignements : 875-82-78.

19^e arrdt
M^{re} LOUISE-MICHEL
98, RUE LOUIS-ROULOIER
à LEVALLOIS
64 2 p., cuis. équipée, sol., escalier.
Px : 865.000 F. T. : 322-61-38.

20^e arrdt
M^{re} LOUISE-MICHEL
98, RUE LOUIS-ROULOIER
à LEVALLOIS
64 2 p., cuis. équipée, sol., escalier.
Px : 865.000 F. T. : 322-61-38.

21^e arrdt
M^{re} LOUISE-MICHEL
98, RUE LOUIS-ROULOIER
à LEVALLOIS
64 2 p., cuis. équipée, sol., escalier.
Px : 865.000 F. T. : 322-61-38.

22^e arrdt
M^{re} LOUISE-MICHEL
98, RUE LOUIS-ROULOIER
à LEVALLOIS
64 2 p., cuis. équipée, sol., escalier.
Px : 865.000 F. T. : 322-61-38.

23^e arrdt
M^{re} LOUISE-MICHEL
98, RUE LOUIS-ROULOIER
à LEVALLOIS
64 2 p., cuis. équipée, sol., escalier.
Px : 865.000 F. T. : 322-61-38.

24^e arrdt
M^{re} LOUISE-MICHEL
98, RUE LOUIS-ROULOIER
à LEVALLOIS
64 2 p., cuis. équipée, sol., escalier.
Px : 865.000 F. T. : 322-61-38.

25^e arrdt
M^{re} LOUISE-MICHEL
98, RUE LOUIS-ROULOIER
à LEVALLOIS
64 2 p., cuis. équipée, sol., escalier.
Px : 865.000 F. T. : 322-61-38.

26^e arrdt
M^{re} LOUISE-MICHEL
98, RUE LOUIS-ROULOIER
à LEVALLOIS
64 2 p., cuis. équipée, sol., escalier.
Px : 865.000 F. T. : 322-61-38.

27^e arrdt
M^{re} LOUISE-MICHEL
98, RUE LOUIS-ROULOIER
à LEVALLOIS
64 2 p., cuis. équipée, sol., escalier.
Px : 865.000 F. T. : 322-61-38.

28^e arrdt
M^{re} LOUISE-MICHEL
98, RUE LOUIS-ROULOIER
à LEVALLOIS
64 2 p., cuis. équipée, sol., escalier.
Px : 865.000 F. T. : 322-61-38.

29^e arrdt
M^{re} LOUISE-MICHEL
98, RUE LOUIS-ROULOIER
à LEVALLOIS
64 2 p., cuis. équipée, sol., escalier.
Px : 865.000 F. T. : 322-61-38.

30^e arrdt
M^{re} LOUISE-MICHEL
98, RUE LOUIS-ROULOIER
à LEVALLOIS
64 2 p., cuis. équipée, sol., escalier.
Px : 865.000 F. T. : 322-61-38.

31^e arrdt
M^{re} LOUISE-MICHEL
98, RUE LOUIS-ROULOIER
à LEVALLOIS
64 2 p., cuis. équipée, sol., escalier.
Px : 865.000 F. T. : 322-61-38.

32^e arrdt
M^{re} LOUISE-MICHEL
98, RUE LOUIS-ROULOIER
à LEVALLOIS
64 2 p., cuis. équipée, sol., escalier.
Px : 865.000 F. T. : 322-61-38.

33^e arrdt
M^{re} LOUISE-MICHEL
98, RUE LOUIS-ROULOIER
à LEVALLOIS
64 2 p., cuis. équipée, sol., escalier.
Px : 865.000 F. T. : 322-61-38.

34^e arrdt
M^{re} LOUISE-MICHEL
98, RUE LOUIS-ROULOIER
à LEVALLOIS
64 2 p., cuis. équipée, sol., escalier.
Px : 865.000 F. T. : 322-61-38.

35^e arrdt
M^{re} LOUISE-MICHEL
98, RUE LOUIS-ROULOIER
à LEVALLOIS
64 2 p., cuis. équipée, sol., escalier.
Px : 865.000 F. T. : 322-61-38.

immobilier information

ANCIENS-NEUFS
DU STUDIO AU 6 PIÈCES
SÉLECTION GRATUITE
PAR ORDINATEUR
Appeler ou écrire :
Centre d'information
FNAIM de Paris Ile-de-France
LA MAISON DELTA-BOIS
57 bis, avenue de Vaugoussier
75017 PARIS - 227-64-44.

ACHETONS ET
PAYONS COMPTANT
REVENDEURS PARIS
DECISION SOUS 48 H.
ÉTUDE BOISQUET
705-86-76.

MICHEL BERNARD
42, AV. V.-HUGO, PARIS 18^e
582-13-43
GRAND CHOIX
IMM. C.C.I.A. À VENDRE
LOUE 10 % INDEX ANNUEL
PARIS, DEFENSE
DE 2,5 à 20 MILLIONS.

BOIS D'ARC
120 km de PARIS
SÉLECTION GRATUITE
PAR ORDINATEUR
Appeler ou écrire :
Centre d'information
FNAIM de Paris Ile-de-France
LA MAISON DELTA-BOIS
57 bis, avenue de Vaugoussier
75017 PARIS - 227-64-44.

BOIS D'ARC
120 km de PARIS
SÉLECTION GRATUITE
PAR ORDINATEUR
Appeler ou écrire :
Centre d'information
FNAIM de Paris Ile-de-France
LA MAISON DELTA-BOIS
57 bis, avenue de Vaugoussier
75017 PARIS - 227-64-44.

BOIS D'ARC
120 km de PARIS
SÉLECTION GRATUITE
PAR ORDINATEUR
Appeler ou écrire :
Centre d'information
FNAIM de Paris Ile-de-France
LA MAISON DELTA-BOIS
57 bis, avenue de Vaugoussier
75017 PARIS - 227-64-44.

BOIS D'ARC
120 km de PARIS
SÉLECTION GRATUITE
PAR ORDINATEUR
Appeler ou écrire :
Centre d'information
FNAIM de Paris Ile-de-France
LA MAISON DELTA-BOIS
57 bis, avenue de Vaugoussier
75017 PARIS - 227-64-44.

BOIS D'ARC
120 km de PARIS
SÉLECTION GRATUITE
PAR ORDINATEUR
Appeler ou écrire :
Centre d'information
FNAIM de Paris Ile-de-France
LA MAISON DELTA-BOIS
57 bis, avenue de Vaugoussier
75017 PARIS - 227-64-44.

BOIS D'ARC
120 km de PARIS
SÉLECTION GRATUITE
PAR ORDINATEUR
Appeler ou écrire :
Centre d'information
FNAIM de Paris Ile-de-France
LA MAISON DELTA-BOIS
57 bis, avenue de Vaugoussier
75017 PARIS - 227-64-44.

BOIS D'ARC
120 km de PARIS
SÉLECTION GRATUITE
PAR ORDINATEUR
Appeler ou écrire :
Centre d'information
FNAIM de Paris Ile-de-France
LA MAISON DELTA-BOIS
57 bis, avenue de Vaugoussier
75017 PARIS - 227-64-44.

BOIS D'ARC
120 km de PARIS
SÉLECTION GRATUITE
PAR ORDINATEUR
Appeler ou écrire :
Centre d'information
FNAIM de Paris Ile-de-France
LA MAISON DELTA-BOIS
57 bis, avenue de Vaugoussier
75017 PARIS - 227-64-44.

BOIS D'ARC
120 km de PARIS
SÉLECTION GRATUITE
PAR ORDINATEUR
Appeler ou écrire :
Centre d'information
FNAIM de Paris Ile-de-France
LA MAISON DELTA-BOIS
57 bis, avenue de Vaugoussier
75017 PARIS - 227-64-44.

BOIS D'ARC
120 km de PARIS
SÉLECTION GRATUITE
PAR ORDINATEUR
Appeler ou écrire :
Centre d'information
FNAIM de Paris Ile-de-France
LA MAISON DELTA-BOIS
57 bis, avenue de Vaugoussier
75017 PARIS - 227-64-44.

BOIS D'ARC
120 km de PARIS
SÉLECTION GRATUITE
PAR ORDINATEUR
Appeler ou écrire :
Centre d'information
FNAIM de Paris Ile-de-France
LA MAISON DELTA-BOIS
57 bis, avenue de Vaugoussier
75017 PARIS - 227-64-44.

BOIS D'ARC
120 km de PARIS
SÉLECTION GRATUITE
PAR ORDINATEUR
Appeler ou écrire :
Centre d'information
FNAIM de Paris Ile-de-France
LA MAISON DELTA-BOIS
57 bis, avenue de Vaugoussier
75017 PARIS - 227-64-44.

BOIS D'ARC
120 km de PARIS
SÉLECTION GRATUITE
PAR ORDINATEUR
Appeler ou écrire :
Centre d'information
FNAIM de Paris Ile-de-France
LA MAISON DELTA-BOIS
57 bis, avenue de Vaugoussier
75017 PARIS - 227-64-44.

BOIS D'ARC
120 km de PARIS
SÉLECTION GRATUITE
PAR ORDINATEUR
Appeler ou écrire :
Centre d'information
FNAIM de Paris Ile-de-France
LA MAISON DELTA-BOIS
57 bis, avenue de Vaugoussier
75017 PARIS - 227-64-44.

BOIS D'ARC
120 km de PARIS
SÉLECTION GRATUITE
PAR ORDINATEUR
Appeler ou écrire :
Centre d'information
FNAIM de Paris Ile-de-France
LA MAISON DELTA-BOIS
57 bis, avenue de Vaugoussier
75017 PARIS - 227-64-44.

BOIS D'ARC
120 km de PARIS
SÉLECTION GRATUITE
PAR ORDINATEUR
Appeler ou écrire :
Centre d'information
FNAIM de Paris Ile-de-France
LA MAISON DELTA-BOIS
57 bis, avenue de Vaugoussier
75017 PARIS - 227-64-44.

BOIS D'ARC
120 km de PARIS
SÉLECTION GRATUITE
PAR ORDINATEUR
Appeler ou écrire :
Centre d'information
FNAIM de Paris Ile-de-France
LA MAISON DELTA-BOIS
57 bis, avenue de Vaugoussier
75017 PARIS - 227-64-44.

BOIS D'ARC
120 km de PARIS
SÉLECTION GRATUITE
PAR ORDINATEUR
Appeler ou écrire :
Centre d'information
FNAIM de Paris Ile-de-France
LA MAISON DELTA-BOIS
57 bis, avenue de Vaugoussier
75017 PARIS - 227-64-44.

INFORMATIONS « SERVICES »

MODE

Vive le marine

La marine est la couleur dominante dans les collections de printemps, seul ou agrémenté de blanc, suivi du noir à toute heure, du gris perle et du rose pêche, en tête des tons pastels qu'on retrouve partout. De multiples jeunes font penser aux marins de l'époque.

Guy Laroche travaille dans le style zézou avec ses tailleurs à veste longue et jupes droites au genou, ses cardigans drapés, ses longs peletons remplaçant le manteau, ses ensembles de trois tons vifs hérités, aux blouses élaborées et jupes tubes. D'amusants blazers en pied-de-poule de soie marine ou rouge et blanc sont cloutés de strass. Ce genre de soie étoilée donne son éclat aux meilleures robes habillées, enroulées et croisées, à dos blousant, toujours sur jupes droites.

rebrodées de M^{me} Brosain de Méré.

Paco Rabanne, pour conjurer les mauvais sorts de 1984, nous fait endosser l'armure et la cote de mailles en camures élargies aux manches gonflées sur jupettes et pantalons gainant la jambe. Tout cela est coupé en dessous, cuir, tulle de métal froissé, écailles de plastique articulées, où dominent le noir et le gris, avec des tons intenses et du larmé.

NATHALIE MONT-SERVAN.



(Dessins YVES SAINT LAURENT.)

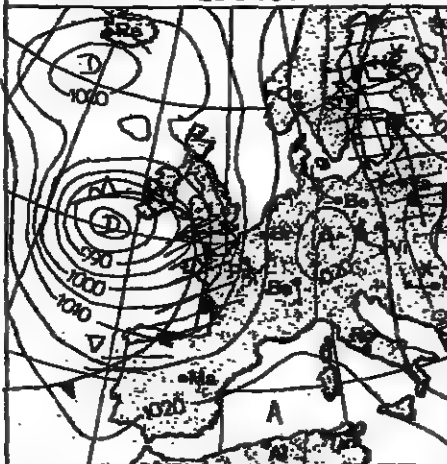
Peu de nouveautés chez Yves Saint Laurent. Il adopte, cette saison, les couleurs au genou. A côté des jupes-porcs-épiques, les tailleurs à pantalon comportent par leur volume confortable dégageant la cheville celui des vestes courtes, modérément épauletées, s'ouvrant sur les merveilleuses blouses imprimées qui sont propres à son talent. Un accessoire important adoucit la silhouette : l'écharpe de soie nouée en ceinture sur le côté, à longs pans flottants. Le noir succède au marine pour le soir avec des cardigans perlés ou brodés, des robes princesses en satin jaune aux épaules voilées de tulle point d'esprit. Mais l'ensemble à pantalon domine : jusque dans les costumes de mariées.

Givency, lui, découvre le genou dans ses tailleurs marine et blanc. De belles robes-chambrées à grandes emmanchures en toile de lin uni ou soie imprimée, blousant au bas du dos. Je leur préfère les robes-chambrées en soie à petits dessins centrés de blanc et les fourreaux à grands motifs en hommage à Miro, ainsi que les broderies en mosaïque et les superbes gupures découpées et

YVES SAINT LAURENT : ensemble en gabardine de laine marine à blouse de soie rayée assortie à l'écharpe nouée en ceinture, à boutons dorés.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 26.01.84 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 26 janvier à 0 heure et le vendredi 27 janvier à 24 heures.

Vendredi matin, une large zone de mauvais temps s'étendra sur les régions au nord de la Loire, sur le nord et le nord-ouest et des Vosges au Jura aux Alpes à la vallée du Rhône et au pourtour méditerranéen. Pluie ou neige à basse altitude. Ces précipitations seront généralement abondantes et aggraveront la situation des rivières qui ont souvent dépassé les crues d'alerte. En Manche et sur les régions côtières la tempête soufflera encore.

An sud de la Loire jusqu'au Massif Central et aux Pyrénées, temps variable avec éclaircies et rares averse.

À cours de la journée, la zone de mauvais temps se localisera plutôt des Ardennes, des Vosges et de l'Alsace au Jura et aux Alpes avec pluie ou neige sur le relief. Ailleurs, accalmie relative avant l'arrivée en soirée de nouvelles pluies sur l'Aquitaine.

Complément montagne :

D'importantes chutes de neige s'étant produites depuis plusieurs jours, tant sur les Alpes que sur les Pyrénées, ces chutes étant accompagnées de fortes rafales de vent, une situation propice aux avalanches s'est installée.

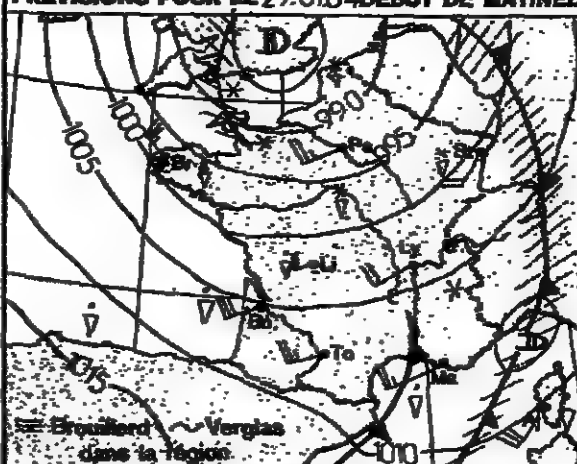
Samedi, neige sur les Pyrénées vers 1000 mètres et l'après-midi sur le Massif Central vers 600 mètres.

Dénivelle : dans la nuit et une partie de la journée, chutes de neige même en plaine sur les Vosges, le Jura et les Alpes.

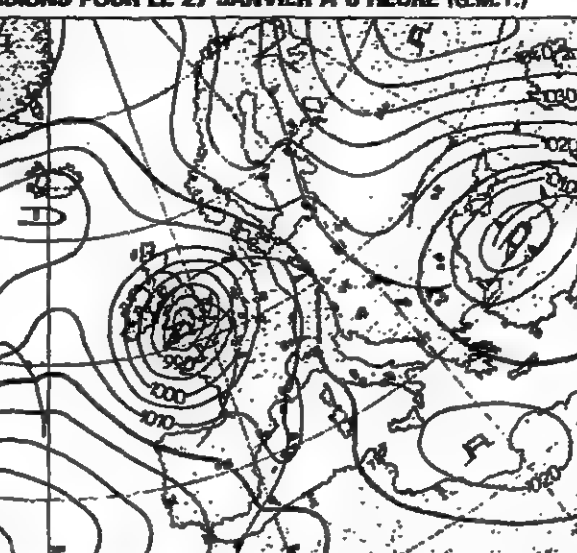
La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 26 janvier à 7 heures de 1005,7 millibars, soit 754,3 millimètres de mercure.

Températures (la première chiffre

PRÉVISIONS POUR LE 27.01.84 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 27 JANVIER A 0 HEURE (G.M.T.)



Indique le maximum enregistré au cours de la journée du 25 janvier ; le second, le minimum de la nuit du 25 au 26 janvier : Ajaccio, 11 degrés et 0 ; Biarritz, 13 et 10 ; Bordeaux, 11 et 7 ; Bourges, 7 et 2 ; Bruxelles, 11 et 6 ; Caen, 6 et 3 ; Clermont-Ferrand, 9 et -1 ; Dijon, 4 et -3 ; Grenoble-St-Martin, 7 et -3 ; Grenoble-Saint-Genève, 5 et -3 ; Lille, 6 et 0 ; Lyon, 6 et -1 ; Marseille-Marseille, 9 et 1 ; Nancy, 3 et -5 ; Nantes, 7 et 6 ; Nice-Côte d'Azur, 14 et 4 ; Paris-Le Bourget, 6 et 1 ; Paris-Montsouris, 7 et 2 ; Paris-Orly, 5 et 2 ; Pau, 14 et 4 ; Perpignan, 14 et 3 ; Rennes, 6 et 5 ; Strasbourg, 5 et -6 ; Tours, 7 et 4 ; Toulouse, 12 et 6 ; Poitiers-Poitou, 29 et 21.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 17 et 3 degrés ; Amsterdam, 3 et -2 ; Athènes, 14 et 6 ; Berlin, 2 et -3 ; Bonn, 4 et -4 ; Bruxelles, 3 et 0 ; Le Caire, 21 et 13 ; Les Canaries, 21 et 16 ; Copenhague, 1 et -1 ; Dakar, 25 et 18 ; Djakarta, 17 et 3 ; Genève, 4 et -7 ; Jérusalem, 14 et 4 ; Lisbonne, 14 et 6 ; Londres, 6 et 1 ; Luxembourg, 0 et -5 ; Madrid, 10 et 1 ; Moscou, -4 et -12 ; Nairobi, 27 et 13 ; New-York, 6 et 1 ; Palma-de-Majorque, 16 et 1 ; Rome, 13 et 0 ; Stockholm, -3 et -8.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 26 janvier 1984 :

DES DÉCRETS

● Portant création du comité interministériel des programmes prioritaires d'exécution du Plan.

● Portant publication de l'accord complémentaire à la convention générale entre la République française et la République d'Autriche sur la Sécurité sociale du 28 mai 1971, signé à Paris le 9 juin 1980.

UN ARRÊTÉ

● Portant interdiction de la pêche des salmonides dans une partie du port de Fécamp.

PARIS EN VISITES—

SAMEDI 26 JANVIER

« Les petites écoles de Port-Royal », 15 heures, 123, boulevard de Port-Royal, M^{me} Lemarchand.

« Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M^{me} Zukowicz (Caisse nationale des monuments historiques).

« L'île Saint-Louis », 15 heures, métro Pont-Marie (Commissariat d'Ici et d'ailleurs).

« L'Académie et l'Institut », 15 heures, 25, quai Conti (M^{me} Lannier).

« Musée Rodin », 15 heures, 77, rue de Varenne (P.-V. Jaslet).

« La place Dauphine », 15 heures, métro Pont-Neuf (Paris autrefois).

« Quartier Saint-Sulpice », 15 heures, métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

« Raphaël », 11 h 30, Grand Palais (Visages de Paris).

SALON

FELINS POUR LA MAISON. — Sept cents chats et châtuns venus de plusieurs pays seront présentés au Pavillon Baltard à Nogent-sur-Marne (Val-de-Marne) samedi 28 et dimanche 29 janvier pour le III^e Salon du chat. Vedette de cette manifestation : le chat Sphinx appelé aussi chat Nu car il est dépourvu de pelage. Sa peau a la douceur du daim. Entrée : 20 F. Tarif réduit : 10 F.

loterie nationale LISTE OFFICIELLE DES BOMMES À PAYER AUX BILLETTS ENTIERS

La somme : 20 943 300 F 4 000 000,00 F

Les numéros approchant les dix

Décimale de mille	Mille	Centaine	Décimale	Unité	gagnant
219430	200430	209030	209400	209431	
229430	201430	209130	209410	209432	
239430	202430	209230	209420	209433	
249430	203430	209330	209440	209434	50 000,00 F
259430	204430	209530	209450	209435	
269430	205430	209630	209460	209436	
279430	206430	209730	209470	209437	
289430	207430	209830	209480	209438	
299430	208430	209930	209490	209439	

Tous les billets gagnent :

9 430	20 000,00 F
4 30	1 000,00 F
30	300,00 F
0	100,00 F

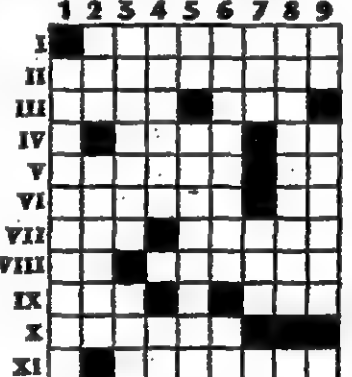
LOTTO 7 12 22 36 42 47 43

NUMÉRO COMPLÉMENTAIRE 84

TALOTAT TIRAGE DU 26 JANVIER 1984 6°

MOTS CROISÉS—

PROBLÈME N° 3633



HORIZONTALEMENT

I. Est plus appréciée avec un verre qu'avec un ballon. — II. Petites coupées faites au moule. — III. C'est en étant pleine qu'elle s'exprime avec le plus de clarté. Parti au Canada. — IV. Ont donc perdu leur situation. Note. — V. Fort donc venir ou font partir. Cité légendaire. — VI. Sont ses fils. Précède en doublant. — VII. Le premier amour, en quelque sorte. Sorti du bain pour être mis au lit. — VIII. Participe passé. Piquet sur le fait. — IX. Fait passer le courant entre l'Autriche et l'Allemagne. Lieu de cure. — X. Qu'on ait ou non du charme, elle est mordante. — XI. Fait le mur en se taillant.

VERTICALEMENT

1. Paroles d'honneurs. — 2. Tous jours plus pour le maître. Américain dont les essais furent souvent des coups de maître. — 3. Ni vue, ni comme. Propre quand il est petit. — 4. Actions qui sont faites à la corbeille. Sa transformation ne fut pas réussie. — 5. Ville. Panneau de signalisation. — 6. Fut très en avance au point de vue physique. Article étranger. — 7. Fait souvent appel à la troupe. Tire en l'air sans sommation. — 8. Ours bien léché. — 9. Femme d'être. Dica ressuscité en Egypte.

Solution du problème n° 3632

Horizontalement

I. Frivolité. — II. Eole. Aven. — III. Rues. Cram. — IV. Ré. Te. Bma. — V. Tapia. — VI. Ni. Lin. Az. — VII. Note. Vexé. — VIII. Ascôte. — IX. Eté. Arc. — X. Relet. Or. — XI. Es. Geisha.

Verticalement

1. Ferrousière. — 2. Roue. Io. Tes. — 3. Ile. Tati. — 4. Vestales. EG. — 5. Epi. Cane. — 6. Lac. Inverti. — 7. Ivres. Eté. — 8. Team. Azé. Oh ! — 9. Eusaque. Ara. — 10. GUY BROUTY.

Le Monde

Loisirs

NOUVEAU SUPPLÉMENT ILLUSTRÉ

AU « MONDE » DU VENDREDI DATÉ SAMEDI

SOMMAIRE DU VENDREDI 27 DATÉ SAMEDI 28 JANVIER 1984

VOYAGES :
l'île Maurice, paradis de la pêche au « tout-gros »

CYCLOTOURISME :
une nouvelle passion pour les Parisiens

PHOTOS :
des couleurs grand teint

HIPPISME :
le dernier Prix d'Amérique d'Idéal du Gazcau

Et un choix commenté des programmes de la radio et de la télévision pour la semaine

CE SUPPLÉMENT EST VENDU ENCARTÉ DANS L'ÉDITION QUOTIDIENNE DU « MONDE »

LE SWEEPSTAKE DU PRIX D'AMÉRIQUE VERS UN TERCÉ « PEUPION » ?

Aux palmiers du Prix d'Amérique figure le nom d'un cheval extraordinaire qui le remporta trois fois : BELLINO II. Cette année, les couleurs de son heureux propriétaire, M. Macheret, seront encore remarquablement représentées avec LURABO, dans le Championnat du monde des trotteurs qui se disputera à Vincennes le dimanche 29 janvier. Jean-Loup Paupion, le partenaire de l'inoubliable UNE DE MAL, qui ne put, elle, jamais s'imposer dans un Prix d'Amérique, devenu entraîneur, tentera de rééditer son récent exploit, réalisé dans le Prix de Belgique, épreuve-test, où ses trois pensionnaires, LURABO, MINOU DU DONJON et LASS QUICK, prirent les trois premières places.

Un tercé « Peupion »... peut-être, mais sûrement passionnant avec le Sweepstake de la Loterie nationale. En effet, le Prix d'Amérique offre aussi au public la possibilité de participer à une tranche hippique où l'intérêt du tirage est renforcé par les résultats de la course.

Pour le prix de 25 francs le dossier ou de 230 francs le billet entier, vous pouvez avoir une chance de gagner un des nombreux lots offerts par la Loterie nationale pour ce sweepstake, dont le premier est un gros lot de 5 000 000 de francs.

Le Monde

économie

LA CRISE PORCINE EN BRETAGNE

Les représentants syndicaux agricoles sont satisfaits de leur rencontre avec M. Rocard

Tandis que les dernières négociations se poursuivent à propos de la composition de la délégation bretonne qui sera reçue vendredi 27 janvier par M. Pierre Mauroy, M. Michel Rocard, qui s'est entretenu mercredi en compagnie des collaborateurs du premier ministre, avec les représentants socialistes bretons, rencontre jeudi matin les représentants des organisations agricoles. Ces derniers se sont déclarés satisfaits.

M. François Guillaume, président de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles), a répondu à Digne, où il présidait l'Assemblée générale de la Fédération départementale des Alpes-de-Haute-Provence, à deux déclarations de M. François Mitterrand lors du conseil des ministres : « Nous sommes bien conscients qu'il y a actuellement une politique agricole commune, un traité de Rome qui règle la vie des agriculteurs et de l'économie agricole dans toute l'Europe. » « Ce que nous demandons justement, a-t-il poursuivi, c'est le respect de cette politique agricole commune qui repose sur trois grands principes. Tout d'abord les prix communs : or les prix communs il n'y en a plus, à cause des montants compensatoires monétaires. Il y a la préférence communautaire : or la préférence communautaire est sous arrêt bafouée par des entorses permanentes. Et

il y a la solidarité financière : or cette solidarité financière est actuellement rejetée par l'Angleterre. »

« Les agriculteurs français, notamment la FNSEA et la CNJA (Centre national des jeunes agriculteurs), a conclu M. François Guillaume, défendent la logique communautaire, défendent la règle communautaire, et nous demandons que les pouvoirs publics français défendent cette règle communautaire. C'est notre seule revendication. Elle est tout à fait nécessaire et suffisante à elle-même. »

A Rennes, les représentants des syndicats agricoles bretons ont lancé mercredi soir un appel à la levée des barrières sur le réseau ferroviaire, indiquant toutefois qu'ils ne demandent pas qu'ils reprennent leur action si leur entrevue avec le ministre de l'Agriculture se révélait négative.

Le trafic ferroviaire est redevenu normal jeudi matin sur la voie Rennes-Paris, et la réflexion des voies dans le Finistère et le Morbihan est en cours. Les employés de la S.N.C.F. ont protesté contre ces actions « qui les empêchent de faire leur travail et mettent en cause la sécurité des voyageurs. »

Mais en dépit de la trêve décidée par le Comité de salut économique, des incidents ont éclaté dans les Côtes-du-Nord : des locaux d'une subdivision de l'équipement ont été saccagés à Trémou, le chargement d'un wagon incendié, le contenu d'un autre déversé sur la voie.

Les difficultés ne sont pas toutes résolues sur le terrain. Si le premier ministre accepte de recevoir trois membres de la délégation bretonne, si M. Rocard reçoit ce jeudi les syndicats agricoles, après avoir annoncé une série de mesures en faveur des éleveurs de porcs, en revanche, le gouvernement refuse toujours que M. Alexis Gourvenec, leader paysan, président de la SICA (Société d'intérêt collectif agricole) de Saint-Pol-de-Léon, fasse partie de la délégation qui devrait être reçue par les services du premier ministre.

En ce qui concerne M. Jean-Jacques Riou, le vice-président du C.D.J.A. du Finistère, écroulé après la mise à sac de la sous-préfecture de Brest, le procureur de la République de Brest a précisé que « la procédure normale serait suivie dans cette affaire ». On ne peut donc savoir la date du procès, mais l'avocat de M. Riou a indiqué qu'il allait demander la mise en liberté provisoire de son client.

SELON LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE

L'État ne doit pas intervenir plus qu'il le fait

Des mesures annoncées le 25 janvier en conseil des ministres pour résoudre la crise porcine, trois sont véritablement nouvelles. Il s'agit de la réduction des points de passage aux frontières par lesquels les viandes étrangères pourraient être importées, de l'attribution de nouveaux crédits pour l'Office des viandes qui serviront à harmoniser les relations entre producteurs et acheteurs de porcs, de la création d'une cellule de crise.

Une autre mesure pourrait être prise dans le futur. M. Michel Rocard, ministre de l'Agriculture, a précisé, en effet, qu'il étudierait la possibilité « de mettre un plancher aux basses possibilités sur le marché du porc ». La formule est encore stylisée. Il a rappelé les mesures précédentes, à savoir la limitation des importations en provenance des zones réputées dangereuses du fait de la peste porcine, l'aide communautaire au stockage privé, la création de la Caisse professionnelle de régulation, dotée de 100 millions de francs, dont le mécanisme, selon M. Rocard, devrait être plus efficace que les caisses de précaution qui existent déjà. Il a rappelé également qu'un « plan porc » avait été mis en place au printemps dernier par M^{me} Edith Cresson, qui prévoyait des aides à l'investissement pour les jeunes. Son application a été retardée par des blocages venant des milieux professionnels, a précisé le ministre.

Cadran d'être monopolisés. En tout cas, la coïncidence entre la chute brutale et inexplicable des cours, la mise à sac de la sous-préfecture de Brest et la venue à Paris de la délégation du Comité de salut économique pour le Bretagne en trouble plus d'un dans les allées ministérielles. M. Rocard s'est contenté « de souligner que les éleveurs se posent les bonnes questions qu'il convient de poser ».

Le ministre de l'Agriculture a tenu à souligner aussi les limites de l'action gouvernementale. S'il reconnaît que les crises porcines ont un effet sur la structure des élevages, en ce sens qu'elles éliminent les plus faibles, il pense que les mesures gouvernementales doivent être neutres à cet égard. Les corrections à apporter sont, en fait, d'ordre professionnel (par les groupements de producteurs) et interprofessionnelles (par les accords contractuels au sein de la filière). L'État, selon M. Rocard, ne doit pas intervenir plus qu'il le fait.

Il est vrai qu'il y a quelques paradoxes à voir les partisans déclarés de l'économie libérale réclamer l'intervention des pouvoirs publics dans cette crise de marché. M. Rocard n'a pas manqué de relever cette contradiction. Mais il dit encore que, si l'État intervient peu, le libéralisme absolu est impossible. D'où un plaidoyer pour la politique contractuelle.

Celle-ci fonctionne ailleurs qu'en Bretagne, et dans d'autres productions aussi : le sucre, la dinde, le poulet de chair. Dans le porc et l'œuf, qui sont des spécialités bretonnes, certains professionnels sont hostiles à cette « politique de filière » au nom de la concurrence. Le clivage entre libéraux et tenants de l'économie contractuelle est au cœur de la contradiction bretonne. Il s'est illustré sur le terrain par l'opposition entre la C.D.J.A. du Finistère, dont des membres ont participé à l'attaque de la sous-préfecture de Brest, et la FNSEA, plus favorable à l'analyse gouvernementale.

JACQUES GRALL

LA COMMISSION DEMANDE A LA FRANCE DE ROUVRIER SES FRONTIÈRES AUX IMPORTATIONS DE VIANDE DES PAYS-BAS

(De notre correspondant)

Bruxelles (Communauté européenne). — La Commission européenne a demandé, le 25 janvier, à la France de rouvrir, à compter du 30 janvier, ses frontières aux importations de porcs en provenance des Pays-Bas. Les expéditions à partir des régions néerlandaises contaminées par la fièvre aphteuse restent toutefois interdites. Aux termes de la législation communautaire, le gouvernement est tenu de modifier sa décision du 22 janvier dans le sens souhaité par Bruxelles.

Avant de formuler sa demande, la Commission a consulté le Comité vétérinaire de la CEE (où siègent les représentants des États membres) qui, à l'exception de la délégation française, a estimé que les mesures prises (isolement des régions affectées avec des zones-tampon d'une profondeur de 15 kilomètres) par les autorités de La Haye donnaient toutes les garanties sanitaires.

Le premier foyer de fièvre aphteuse s'était déclaré aux Pays-Bas à la fin de décembre dernier. Le 9 janvier, la Commission approuvait les dispositions arrêtées par les Pays-Bas. Depuis, l'épidémie a progressé. Au début de l'année, l'apparition de la peste porcine dans ce pays a conduit, le 17 janvier, les ministres de l'Agriculture des Dix à interdire les achats de produits originaires des zones affectées. — M. S.

« Les routiers contre la suppression de l'annexe B-ter ». — La Fédération nationale des transports routiers (FNTR) s'élève, dans un communiqué, « contre la suppression des correctifs tarifaires bretons qui permettent de compenser les réductions de prix de transport indispensables pour l'échouement par roue et par fer des produits agricoles de cette région ».

« Les CRS ne plaisent pas aux femmes »

De notre envoyée spéciale

Pleyber-Christ. — « S'il le faut, on reviendra demain. » Face au cordon de gendarmes mobiles qui gerdent sous la pluie la voie de Pleyber-Christ, c'est une femme qui parle. La viette engoncée sous un bonnet de laine, Christiane Philpot, trentenaire, est une des rares agricultrices présentes au piquet du Relais du Finistère. Robuste, calme, elle fait le coude à coude avec des centaines d'hommes qui sont, pour la plupart, des voisins. Aujourd'hui, on suit les informations heure par heure sur Radio-Bretagne-Ouest. On n'en finit pas d'attendre. A Paris, les ministres proposent. A Rennes, le comité régional de salut économique, qui siège en réunion « non-stop », dispose... Va-t-on vers la levée du blocus ou le durcissement des actions ? Ou encore vers la trêve, pour le temps de la réflexion ?

Flottements divers dans le piquet. Le café chaud se désemplit pas. La bière coule à flot. Trop, peut-être... Christiane Philpot, narquoise, se contente de café. « Dans la journée, ça va. C'est le soir que ça se gâte. » Il est environ 18 heures, le moment est venu de la relève. « J'ai les vaches à rentrer, annonce Christiane. Elles n'aiment pas la pluie. Mariée, deux garçons de treize et dix-huit ans, l'agricultrice travaille en GAEC avec ses parents dans la ferme natale de Plouzané — dix mille habitants. Soixante-dix truies, quarante vaches laitières. « Mon mari a fait le piquet hier. Aujourd'hui, c'est mon tour », explique Christiane Philpot. « Quand

les hommes sont là, il faut bien que les femmes restent à la maison pour le travail. » C'est le sort de la majorité d'entre elles. Elles ont, de plus, souvent des enfants en bas âge, ou parfois une activité salariée à l'extérieur. Selon Christiane, c'est la répartition du travail pour la cause commune. Les rares agricultrices présentes au piquet restent discrètes. Aux hommes de commander, ici, à Pleyber. « On n'est pas là pour la bagarre, on n'aime pas ça. On veut que les jeunes puissent continuer à s'installer. En ce moment, ils sont sur la paille. »

Christiane Philpot, responsable des groupes de vulgarisation de la Chambre d'agriculture, conseillère municipale d'opposition, est depuis vingt ans « de tous les mouvements ». Elle se bat pour le statut des agricultrices et la reconnaissance des six heures de travail qu'elles font en moyenne sur l'exploitation. « Si les femmes ne sont pas assez nombreuses, les CRS le sont trop. Les CRS ne plaisent pas aux femmes », lâche, gouailleuse, Christiane, avant de reprendre la route.

Dans le café survolté, on s'indigne des accusations des chemins CGT : « Quand il font grève, nous, on ne peut pas exécuter. Pas d'agriculteur, pas de trafic ! Il faudrait le comprendre. »

Pou après 21 heures, arrive enfin la décision du comité : « Grève ! La voie de Pleyber se vide aussi vite. » DANIELLE ROUARD.

LES RELATIONS «FRANCO-BRETONNES»

Acte X, scène Y

L'Hôtel MATIGNON, LE COMITÉ (de salut économique pour la Bretagne) :

— LE COMITÉ : Si vous ne recevez pas avant vendredi nous bloquerons la circulation des trains.

— MATIGNON : D'accord. On vous reçoit le 20 janvier, mais auparavant vous vous désolidarisez des casseurs de Brest.

— LE COMITÉ (bâillant) : Pas question. On voudrait bien, mais...

— MATIGNON : Dans ce cas, on ne vous reçoit pas. C'est dommage car on avait des propositions à vous faire sur les tarifs ferroviaires.

— LE COMITÉ (menaçant) : Nous, on bloque les trains à partir du mardi 24 janvier.

Plus tard...

— MATIGNON (après réflexion) : Je vous recevrai le 27. Trois d'entre vous seulement.

— LE COMITÉ : Nous voulons y aller tous.

— MATIGNON (à part) : Si Marcelin voulait bien élargir sa délégation...

— LE COMITÉ (douceux) : Si vous nous recevez tous, on lève les barrières des trains.

— MATIGNON : Hum... J. G.

Intervention ou libéralisme

Fallait-il pour autant attendre les violences pour agir, M. Rocard s'est retranché derrière le caractère cyclique de la production porcine que, depuis des dizaines d'années, personne n'a jamais pu maîtriser. « C'est venant, mais c'est ainsi », a-t-il dit. De là à prévoir la « surprise-baisse » de 33 centimes par kilo de porc enregistré au marché au cadran du Finistère... Surprenante car, à tort ou à raison, les pouvoirs publics d'aujourd'hui, comme l'avait pensé un moment M. Pierre Méhaignerie quand il était ministre de l'Agriculture, soupçonnent, sans le dire trop fort, ce marché au

(Publicité)

tous à la Bastille!

LES ETATS GENERAUX DE LA MICRO-INFORMATIQUE.
24-28 JANVIER 1984

Une manifestation originale

Les Etats Généraux de la micro-informatique ne sont pas seulement un salon; c'est aussi un véritable carrefour d'informations, d'opérations commerciales et d'événements quotidiens qui donneront le coup d'envoi du développement du marché de la micro en 1984.

CONSTRUCTEURS, DISTRIBUTEURS, SOCIÉTÉS :

tous à la Bastille!

MARON 24 JANVIER, DE 9 H 30 A 18 H 00.

MERcredi 25 JANVIER, DE 9 H 30 A 18 H 00.

JEUDI 26 JANVIER, DE 9 H 30 A 18 H 00.

VENREDI 27 JANVIER, DE 9 H 30 A 22 H 00.

SAMEDI 28 JANVIER, DE 9 H 30 A 18 H 00.

LES ETATS GENERAUX DE LA MICRO-INFORMATIQUE. UNE MANIFESTATION DIFFERENTE D'UNE AUTRE.

Marché commun : dedans ou dehors ?

« Les agriculteurs veulent-ils ou ne veulent-ils pas du Marché commun ? » En posant cette question — à laquelle il répond par avance que les dirigeants agricoles ont conscience que le Marché commun a été bénéfique pour l'agriculture française, — le chef de l'Etat a lancé, au conseil des ministres du 25 janvier 1984, un appel à la raison : si l'on accepte le Marché commun, il faut en respecter les règles. Il a lancé aussi un appel à la responsabilité des dirigeants et des agriculteurs. M. Mitterrand était dans son rôle. Mais la question qui se pose, en fait, est de savoir quelle perception ont les agriculteurs aujourd'hui de la réalité communautaire. Il y a quelques mois, l'hebdomadaire la France agricole, pour fêter son deux millionsième numéro, a procédé à un sondage (1), qui portait principalement sur l'image qu'ont les dirigeants du monde agricole. Il apparaît, comme par surprise, que cette image était globalement bonne. Mais, en question subsidiaire, il était demandé aussi aux agriculteurs ce qu'ils pensaient de l'Europe verte. La surprise est aussi forte. Sur cent paysans, cinquante-neuf pensent que l'agriculture française souffre du Marché commun agricole et que, si elle n'est pas aidée, elle en tirera de mauvais avantages. A titre de

compensation, sur cent Français non agriculteurs, trente-deux croient qu'elle en bénéficie beaucoup, quarante qu'elle en bénéficie peu et vingt-deux qu'elle en souffre.

M. Mitterrand demande aux dirigeants professionnels d'exposer à leur troupe cette évidence : on est dedans ou dehors. Mais si les troupes refusent d'adhérer qu'ils se posent la question : si les paysans savent ce que le Marché commun veut dire, ils sont intéressés par l'Europe verte parce qu'elle fut bénéfique pour leurs productions et leurs exportations, comme elle fut bénéfique pour l'ensemble des agricultures européennes. Aujourd'hui l'évidence, c'est que, nous ayant bien profités du système communautaire, les concurrents s'écroulent. Aussi la question n'est pas tant de savoir si l'on est dedans ou dehors, mais si l'on peut être dans le Communauté autrement.

(1) Sondage réalisé du 20 juin au 10 juillet 1983 par BVA et portant sur 1576 exploitants agricoles et 929 hommes et femmes non agriculteurs.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE TUNISIENNE
ET MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

COMPAGNIE DES PHOSPHATES DE GABES

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 9548

AVIS DE PRÉSELECTION

La Compagnie des Phosphates de Gabès lance un avis de préselection auprès des sociétés d'ingénierie ou bureaux d'études, pour la réalisation d'une étude relative à :

— L'utilisation du phosphate humide en vue de la réalisation d'une substation d'énergie par l'intermédiaire de l'opération de séchage dans des unités de lavage.

— Cette étude s'inscrira dans l'ensemble des travaux II et IV de Medenine à la l'usine III de M'Dhilla, aux équipements ferroviaires de la Société nationale de chemin de fer tunisien (SNTF) transportant le phosphate de Medenine et M'Dhilla à Gabès, ainsi qu'aux unités de production d'engrais, industries chimiques maghrébines (ICM) et Société arabe d'engrais phosphates et azotes (SAEPA) situées dans l'enceinte du complexe chimique de Gabès.

Les Sociétés d'ingénierie, ou autres, spécialisées, peuvent retirer les cahiers des charges contre paiement d'une somme de 20 dinars auprès de notre service général, 3, rue du Royaume d'Arabie Séoudite, Tunis.

Les demandes de candidatures rédigées en langue française doivent parvenir au nom de Monsieur le Directeur des achats — 2130 Medenine (Tunisie) et seront reçues au plus tard le 15 février 1984.

Les dossiers de candidatures doivent obligatoirement comporter les renseignements suivants :

- Capital social et le chiffre d'affaires des trois dernières années.
- Références dans ce domaine ou dans des opérations similaires.
- Effectifs permanents avec curriculum vitae des principaux responsables et du personnel d'encadrement.
- Liste du personnel avec CV que vous vous proposez d'utiliser pour la réalisation de cette étude.
- Liste des principales études effectuées au cours des cinq dernières années et en cours d'exécution en précisant pour chaque étude : nom et adresse du maître de l'ouvrage et objet de l'étude.

INVITATION*

Responsables d'Entreprises, venez rencontrer, dans une ambiance professionnelle, 100 exposants à l'écoute de vos problèmes.

Ils étudieront avec vous la solution informatique adaptée à votre cas.

☐ Nom : _____

☐ Fonction : _____

☐ Entreprise : _____

☐ Adresse : _____

INFOPRO du 24 au 28 janvier 1984
le forum de l'informatique appliquée aux PME et professions libérales.

Palais des Congrès PARIS : (Porte Maillot)
INFORMATIONS : 48 rue Saint-Ferdinand 75017 PARIS

* à découper et à renvoyer avant l'entrée à l'exposition.
* D'après étude d'Infoprog, mardi soir 1984.

هكذا من الرمال

DÉMOGRAPHIE

Nouveaux éclairages sur la population mondiale

II. — La planète s'est rétrécie

par LÉON TABAH

Dans un premier article (*le Monde* du 26 janvier), Léon Tabah a tracé l'état du monde, sur le terrain démographique. Effondrement de la natalité à l'Ouest, contrastes dans le tiers-monde : baisse en Chine, et même dans certains pays d'Amérique latine, mais forte croissance en Afrique, si bien que, tous comptes faits, l'on a enregistré en 1983 la plus forte augmentation de la population mondiale de l'histoire.

Quatre thèmes principaux feront l'objet de la conférence de Mexico : la famille et la fécondité ; les migrations et l'urbanisation ; les interactions entre la population, les ressources, l'environnement et le développement ; et, enfin, la santé et la mortalité.

Pour ce qui est de la famille et de la fécondité, les experts estiment qu'il est possible d'aller plus loin dans la régulation des naissances pour l'Amérique latine. Et ceci, sans que la famille, cellule de base par excellence, perde ses fonctions affectives et sociales. De nouvelles mesures devraient être prises par les gouvernements pour sensibiliser, informer, éduquer, provoquer des prises de conscience sur la nécessité de modifier les comportements traditionnels, faire adopter des recommandations sur la qualité des services délivrés, leur gestion, leur coût, l'information donnée aux usagers sur les avantages et les inconvénients des méthodes de régulation des naissances et s'assurer de leur variété.

Mais les experts restent très prudents sur les mesures d'encourage-

ment (distribution d'un avantage matériel à ceux qui se sont « bien comportés ») et de dissuasion (séparation des couples en cas de fécondité trop élevée) concernant la formation des unions et la reproduction.

On insiste davantage sur la responsabilité des couples dans l'exercice de leur droit au nombre et à l'espacement des naissances, qui doit rester un principe sacré-saint. Si les gouvernements ont bien la responsabilité d'assurer le plein exercice de ce droit, par contre, les couples ont, eux, la responsabilité d'en user dans les limites de l'intérêt collectif, c'est-à-dire avec modération. Lorsque les désirs des couples et les objectifs des gouvernements ne coïncident pas, une campagne d'information doit alors être faite dans la population pour expliquer de façon démocratique le bien-fondé des objectifs des gouvernements et éviter toute pression.

Sur le problème délicat, mais essentiel, de la formulation d'objectifs chiffrés et datés sur le nombre d'enfants souhaitable (par exemple, deux enfants à la fin du siècle), les experts considèrent que la conférence de Mexico devrait faire preuve d'une grande modération. Certes, de tels objectifs présenteraient l'avantage de mobiliser les esprits, et de suivre constamment la distance qui sépare à chaque moment des buts que les gouvernements se sont fixés, et au besoin de les réviser. Mais il apparaît que fixer des normes pour les pays asiatiques et les pays africains, par exemple, a peu de sens. Ce qui, par contre, serait hautement souhaitable est que les gouvernements se fixent eux-

mêmes des objectifs quantitatifs sur une base aussi rationnelle et réaliste que possible, et, sur ce point, plusieurs formulations sont possibles, tenant compte des formes culturelles variées.

L'avortement renoue les consciences

La conférence de Mexico ne saurait manquer d'évoquer le problème grave de l'avortement, toujours aussi controversé. L'avortement, qui est le plus souvent interdit dans le tiers-monde, y est cependant souvent répandu sous forme clandestine. Selon un document de la Fédération internationale sur la parité planifiée, huit décès sur dix de la mère ou de l'enfant dus à l'avortement pourraient être évités si l'avortement était pratiqué dans des conditions médicales satisfaisantes. Il est subi par les femmes qui, en général, le redoutent, et il est plus cruellement ressenti par les femmes les plus pauvres. La question ne cesse de remuer les consciences.

Un point sur lequel un consensus a été aisément atteint entre experts concerne l'importance que l'on doit attacher à l'intervention des corps intermédiaires, c'est-à-dire, outre la famille, les communautés de village, les corporations, les associations religieuses. Ces corps intermédiaires restent encore très vivants dans les sociétés traditionnelles à forte majorité rurale, alors que l'évolution des sociétés modernes tend à les faire disparaître. Les politiques démographiques ou celles qui concernent la protection de l'environnement ou de la santé les plus réussies jusqu'ici se sont appuyées sur des institutions locales capables de mobiliser les énergies. Le meilleur exemple que l'on puisse encore citer est celui de la Chine.

On ne manquera pas d'évoquer à Mexico la condition des femmes. Beaucoup d'entre elles pensent qu'on a trop longtemps abusé d'elles en les utilisant pour atteindre des objectifs démographiques au mépris de leur bien-être. Entre le moment où commence la fécondité et le moment où elle se termine s'écoule en moyenne quarante à dix-huit ans dans le tiers-monde, contre cinq ans dans les pays riches. C'est une longue période, pendant laquelle les femmes sont tenues au foyer, soumises à la domination masculine, dépourvues d'autres activités, ce qui ne les empêche pas d'accomplir près de deux tiers des heures de travail.

La poudrière

Autres thèmes de discussion à Mexico : la distribution des populations, la migration et le développement : 45 % de l'accroissement urbain sont dus à l'immigration et 55 % à la croissance naturelle en milieu urbain. Il faut contenir les mouvements migratoires et si possible les diriger. L'action dans ce domaine ne saurait se limiter à endiguer les migrations vers les très grandes villes ; elle devrait surtout tendre à diriger les flux migratoires vers les villes de petite ou de moyenne taille en agissant sur les facteurs qui sont à la fois cause et conséquence des migrations.

Il ne peut être question de subordonner le développement du milieu rural aux impératifs des choix industriels en milieu urbain. Combattre l'hypertrophie grandissante des villes du tiers-monde passe par une politique de réaménagement rural. Empêcher les migrants provenant des zones rurales d'aller chercher du travail dans les grandes villes sans même temps créer des raisons de

rester dans les campagnes, ou sans les attirer plutôt vers les zones rurales sous-peuplées par une politique d'emploi rural, ferait finalement plus de mal que de bien. Les grandes villes, même si elles paraissent saturées, offrent plus de possibilités, sinon d'espoir, qu'une campagne morte par manque de développement. Les politiques tendant à promouvoir les villes de petite ou de moyenne dimension devraient mettre l'accent sur leur potentiel économique, par exemple en encourageant les entreprises industrielles de moyenne dimension et les activités agro-industrielles.

Et la migration internationale ? Le grand brassage de population qui ne manquera pas de résulter à la fois des différences de croissance démographique et des différences de progrès économique pourra contribuer à faire de ce monde une véritable poudrière. L'histoire montre, en effet, que lorsque plusieurs groupes ethniques coexistent en nombre important sur un même territoire à la suite de mouvements migratoires, des conflits apparaissent tôt ou tard. Pour les travailleurs étrangers, leur condition d'« infra droit », le déracinement culturel, l'insécurité de l'emploi, et même parfois l'insécurité physique, la solitude linguistique, et malheureusement le rejet xénophobe, posent des problèmes de droit de la personne de plus en plus controversés. Les migrants sont plus souvent désignés comme responsables de la crise que comme les victimes.

Pays pauvres, vie brève

Un troisième groupe d'experts a étudié les problèmes de la santé et de la mortalité. Comment réduire l'écart qui existe entre les pays riches et les pays pauvres ? Il faut distinguer d'abord l'action sur le système sanitaire proprement dit et celle relative au développement. En effet, pour certaines maladies comme le paludisme, la tuberculose, la variole, la rougeole, c'est l'amélioration du système sanitaire qui joue un rôle décisif à travers des interventions directes, et relativement peu coûteuses, comme les vaccinations, alors que pour d'autres maladies, comme la diarrhée et nombre de maladies infectieuses, c'est le changement économique et social qui est déterminant, à travers une meilleure alimentation, des systèmes d'adduction d'eau et des égouts, une amélioration de l'éducation, notamment des femmes, etc., qui demandent du temps, et des investissements.

Le problème de stratégie sanitaire qui se pose au tiers-monde est entièrement différent de celui qui se pose aux pays riches non seulement parce qu'il y a une pathologie propre à chaque hémisphère, mais encore parce que les besoins à couvrir y sont beaucoup plus grands avec des moyens plus faibles. Ainsi les technologies des pays industrialisés fondées sur du matériel « lourd » ne seraient-elles transférées au tiers-monde, car elles ne sont pas applicables à une proportion suffisante de la population, surtout lorsque celle-ci comporte beaucoup de pauvres.

Des techniques plus simples, et capables d'épargner plus de vies humaines, adaptées aux conditions économiques, sociales et même culturelles du tiers-monde, doivent être trouvées, et c'est précisément le but de la formule des « soins de santé primaires » lancée par les Chinois, et avec succès, puisque leur espérance de vie à la naissance est comparable à celle de bien des pays industrialisés, avec cependant un revenu par tête infiniment plus bas. Mais il faut bien voir qu'une politi-

que de soins de santé primaires ne peut être mise en œuvre sans un minimum de ressources et d'engagement de la part des gouvernements. Or, dans les pays pauvres, la part du revenu consacrée directement à la santé est de l'ordre de 5 à 10 dollars par personne et par an contre environ 550 dollars dans les pays industriels.

Optimistes et pessimistes

Un dernier groupe d'experts avait la lourde charge d'une synthèse de la population et du développement compte tenu des ressources et de l'environnement, alors que la logique souterraine qui relie ces quatre groupes de facteurs est encore mystérieuse. Les optimistes pensent qu'aucune évolution n'est irréversible et que les dommages causés à l'environnement biophysique peuvent être corrigés par des actions qui se situent surtout au niveau institutionnel, social et politique. Après tout, disent-ils, il faut considérer la population à la fois comme sujet et objet de la détérioration de l'environnement et de l'épuisement des ressources, mais aussi comme l'agent de la correction des dégradations et des gaspillages. La pollution n'est pas une catastrophe naturelle, elle résulte de la main de l'homme, et il n'y a pas de raison qu'elle ne trouve pas son antidote.

D'autres, sans forcer la dose de pessimisme, trouvent dans l'avenir maintes raisons d'inquiétude. Pour eux, les pays en développement ont des problèmes d'environnement et de ressources bien plus difficiles à résoudre que les pays industriels, parce qu'ils sont exaspérés par la croissance inexorable de la population et sa mauvaise distribution par rapport aux ressources. Les technologies nouvelles qui économisent de la main-d'œuvre finiront par y pénétrer alors que leurs populations sont appelées à doubler ou même à tripler. Pendant les dix dernières années, l'étendue de terres défrichées n'a cessé de baisser. En Asie, presque toutes les terres potentiellement cultivables sont déjà productrices.

Ce qui est inquiétant c'est qu'au cours de ces dix dernières années la population du tiers-monde s'est accrue de 20 % alors que l'on a assisté dans le même temps à une dégradation sans précédent de son environnement, notamment du fait du déboisement, de l'érosion des sols et de la désertification. La planète donne l'impression de s'être rétrécie par rapport à une population croissante. Les attitudes au milieu naturel prennent dans le tiers-monde une tout autre dimension que dans les pays industriels et les moyens d'y remédier y sont beaucoup plus limités.

FIN

PRÉFECTURE DE LA HAUTE-VIENNE

Direction des collectivités locales
et de l'environnement

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Ambiement à 2 x 2 voies de la route nationale 20 entre Limoges et Razez, attribution de caractères de route express à la nouvelle voie et modification du plan d'occupation des sols de la commune de Beaune-la-Côte.

Conformément aux dispositions d'un arrêté de M. le Préfet de région en date du 20 décembre 1983 pris en application du Code de l'exploitation, il sera procédé à une enquête publique sur le projet comportant :

- l'aménagement à 2 x 2 voies de la route nationale 20 entre Limoges et Razez,
- l'attribution de caractères de route express à la nouvelle voie,
- la modification du plan d'occupation des sols de la commune de Beaune-la-Côte.

Un exemplaire du dossier d'enquête comportant :

- un plan de situation au 1/100.000,
- une notice présentant l'objet de l'opération, indiquant les caractéristiques principales des ouvrages les plus importants et l'appréciation sommaire des dépenses,
- le plan général des travaux au 1/10.000,
- une étude d'impact.

Les plans de l'état actuel et de l'état nouveau des emplacements réservés au plan d'occupation des sols de Beaune-la-Côte et un mémoire justificatif, sera déposé à la mairie de Limoges, à la mairie annexe de Beaune-la-Mine, dans les mairies de Beaune-la-Côte, Compeyrac, Saint-Sylvestre et Razez, pendant trente-deux jours consécutifs, du 23 janvier 1984 au 23 février 1984 inclus, afin que toute personne puisse en prendre connaissance pendant cette période aux heures d'ouverture des bureaux et, éventuellement, déposer sur les registres ouverts à cet effet, ses observations ou réclamations sur l'utilité publique des travaux, l'attribution du caractère de route express à la nouvelle voie et la modification du Plan d'occupation des sols de la commune de Beaune-la-Côte. Les observations ou réclamations pourront également être adressées par écrit à la mairie de l'une des communes intéressées au président de la commission d'enquête qui les verra et les adressera au registre correspondant.

Le dossier d'enquête pourra aussi être consulté à la Préfecture - Direction de l'environnement et des collectivités locales - 1^{er} bureau.

En outre, le dossier sera tenu à la disposition du public à la mairie de Limoges - Bureau administratif de Domaine - 4^e étage - le samedi 28 janvier et le samedi 4 février 1984, de 9 heures à 12 heures ainsi qu'à la mairie de Beaune-la-Côte le samedi 11 février 1984 de 9 heures à 12 heures.

Pendant la durée de l'enquête, M. Guy Chambon, professeur à l'université de Limoges, président de la commission d'enquête siégera de 14 heures à 17 heures :

- le 13 février 1984 à la mairie de Limoges,
- le 20 février 1984 à la mairie de Razez,
- le 21 février 1984 à la mairie de Beaune-la-Côte,
- le 23 février 1984 à la mairie de Limoges.

M. Pierre Digne, membre de la commission d'enquête, siégera de 14 heures à 17 heures :

- le 14 février 1984 à la mairie de Compeyrac,
- le 16 février 1984 à la mairie annexe de Beaune-la-Mine.

M. Paul Ardent, membre de la commission d'enquête, siégera de 14 heures à 17 heures :

- le 17 février 1984 à la mairie de Saint-Sylvestre.

où se recevront les personnes qui désireront s'entretenir directement avec eux de l'opération et consigner sur les registres les observations ou réclamations qu'ils auront présentées oralement.

La commission de l'enquête où l'un de ses membres se tiendra en outre à la disposition des personnes ou des associations qui demanderont à être entendues.

A l'issue de l'enquête, lorsque la commission aura formulé ses conclusions celles-ci seront portées à la connaissance du public et toute personne physique ou morale pourra en obtenir copie.

Les demandes devront être adressées à la Préfecture - Direction des collectivités locales et de l'environnement - 1^{er} bureau ou à la Direction départementale de l'équipement.

Vu,
le Secrétaire général,
Charles-Louis Donis.

L'argent ne pousse pas sur les arbres...

MAIS IL POUSSE SUR LES GAZONS !

Avec une Franchise de Super Lawns®

La demande de services de gazons a beaucoup augmenté dernièrement. Aux États-Unis, en 1982, l'industrie d'entretien des gazons avec des produits chimiques, groupant plus de 2000 entreprises, a réalisé un chiffre d'affaires de 1,85 milliard de dollars.

Avec une franchise de « Super Lawns », vous pouvez avoir votre propre affaire qui vous rapporte énormément de profit chaque année. « Super Lawns » cherche des gens qui veulent leur propre commerce, et une indépendance financière et personnelle. Nous vous fournirons des instructions, de meilleurs équipements et de meilleurs produits, et plus. Nous donnerons même une assistance financière à une personne qualifiée. Nous vous donnerons le désir de réussir.

Pour toutes informations complémentaires, téléphonez à Paris, à (1) 723-78-33 ou écrivez aux États-Unis.

Super Lawns®
P.O. Box 5677, Rockville, MD 20855 U.S.A.

LEMBAGA LITRIK NEGARA, TANAH MELAYU OFFICE NATIONAL DE L'ÉLECTRICITÉ DES ÉTATS DE MALAISIE DÉVELOPPEMENT DU RÉSEAU DE TRANSMISSION DE KUALA LUMPUR (EST)

CONTRAT 837084/1 (MATÉRIEL DE COMMUTATION)
CONTRAT 837084/3 (LIGNES DE TRANSMISSION)
CONTRAT 837084/4 (TRANSFORMATEURS)

Un appel d'offres est lancé pour la fourniture, l'installation et la mise en service du matériel de commutation, des câbles de 132 kV et des transformateurs brièvement décrits ci-dessous, à installer en Malaisie :

- Contrat 1 - Matériel de commutation isolé gaz scellé métal de 275 & 132 kV.
- Contrat 3 - Lignes de transmission 132 kV.
- Contrat 4 - Transformateurs : Autotransformateurs 240 MVA 275/132 kV, 2 transformateurs 90 MVA 132/33 kV, 2 transformateurs de mise à terre 200 kVA 33/0,415 kV.

Les contrats 3 et 4 seront entièrement financés par l'Office, et les offres seront évaluées en fonction de leur montant. Une invitation est lancée pour le financement du contrat n° 1.

Une brève description des travaux et les conditions générales pertinentes peuvent être obtenues sur demande à :

1. Ewbank Preece Power and Water Limited (EPPWL)
Prudential House
North Street
Brighton BN1 1RW
Sussex
(Angleterre).
2. Tenaga Ewbank Perunding (Malaysia) Sdn Bhd
135-2 Jalan Segambut
Kuala Lumpur
(Malaisie).

Prière d'indiquer les références 837084/1, 3 ou 4. Le dossier d'appel d'offres sera disponible au bureau de Brighton d'Ewbank Preece Water and Power Ltd à partir du 16 janvier 1984. Un jeu de trois documents pour s'imprimer lequel des contrats ci-dessus sera délivré contre remise d'un chèque de 50 £ à l'ordre d'Ewbank Preece Power and Water Limited. Un supplément de 30 £ par jeu sera perçu si le soumissionnaire désire un envoi par avion. Ces sommes ne seront pas remboursées.

Les offres devront parvenir au bureau de Brighton de la société Ewbank Preece Power and Water Ltd avant le 30 mars 1984 à midi. Une copie devra également parvenir au plus tard le même jour au Senior Purchasing and Contracts Officer, Lembaga Litrik Negara, Tanah Melayu, PO Box 1003, Kuala Lumpur (Malaisie).

L'Office malaisien de l'électricité ne s'engage pas à accepter l'offre la moins chère ou une offre quelconque, et n'assume aucune responsabilité en ce qui concerne les frais encourus par les soumissionnaires pour préparer leur offre.

L'ORDINATEUR PERSONNEL

Les réponses à toutes les questions des non-spécialistes sur l'acquisition et l'usage professionnel d'un micro-ordinateur.

Le N° 4-20 FF chez votre marchand de journaux.

RECTIFICATIF. - Des incidents techniques ont fait apparaître dans le premier article de Léon Tabah (page 2, première colonne, *le Monde* du 26 janvier) d'incongrues notations d'ordinateur. Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs. D'autre part, il fallait lire, quelques lignes plus bas : « Seuls quelques slots... » et non « seuls quelques slots ».

Lisez
Le Monde DE L'ÉDUCATION

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES
sur film ou sur papier photo Ilford Cibachrome
ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL PARIS 12^e ☎ 347.21.32

SOCIAL

CGC : UN « CONGRÈS EXTRAORDINAIRE » EN CATIMINI POUR RENFORCER L'EXÉCUTIF

Presque en cachette, la CGC tient le 27 janvier au Club des ingénieurs des arts et métiers, avenue d'Iéna à Paris, un congrès extraordinaire, appelé officiellement « assemblée générale extraordinaire », avec plusieurs centaines de délégués, pour procéder à une réforme partielle des statuts, entrant en vigueur au prochain congrès ordinaire du 18 au 20 mai à Versailles. Cette assemblée n'a été annoncée par aucune conférence de presse, aucun communiqué et se tiendra à huis clos. Il est vrai que la CGC est peut-être échaudée par l'expérience de son précédent congrès extraordinaire, le 28 octobre 1978, qui avait déjà réformé les statuts. Lors des débats alors publics, les journalistes avaient assisté au spectacle pitoyable de délégués en colère s'exprimant en brandissant leurs chaussettes.

Cette assemblée extraordinaire passe sous silence par le mensuel officiel, est annoncée seulement par une déclaration du président de la CGC, M. Jean Menu, à paraître dans la *Lettre confédérale* du 27 janvier. M. Jean Menu indique que l'adoption de cette réforme revient à ses yeux une « grande importance » : « elle vise à nous donner plus de compétence dans notre réflexion, plus d'efficacité dans notre action, plus de rapidité dans nos réactions » par un « renforcement sensible et une structuration rationnelle de l'exécutif » et une « concentration du législatif et du contrôle dans les mains d'un comité confédéral ». Initiateur de cette réforme, M. Paul Marchelli, délégué général, qui se prépare pour mai une élection de maréchal à la présidence, entend faire passer l'exécutif d'une structure pyramidale « militaire » à une structure de « concertation » horizontale.

Jusqu'à présent le bureau national de la CGC comprenait un président, un délégué général, un secrétaire général (poste vacant depuis le départ à la fin 1982 de M. Menin à la direction de l'APEC, MM. Marchelli et Mandinaud s'étant répartis ses attributions « par intérim »), cinq secrétaires nationaux et huit délégués nationaux. Avec la réforme statutaire, le poste de délégué général occupé depuis mai 1981 par M. Marchelli et avant lui par M. Jean de Santis, président de la Fédération des V.R.P., et par M. Correntin Calvez, va être supprimé. Le nouveau bureau national sera désormais composé d'un président, d'un secrétaire général et de six secrétaires nationaux, et sera assisté par un « comité exécutif » comprenant dix-huit délégués nationaux. Comme pour le bureau national, les membres du comité exécutif seront directement élus par le congrès ordinaire.

Une telle réforme va renforcer la « présidentialisation » de la CGC, le futur président n'étant plus doublé en permanence par un délégué général apparaissant quasiment comme un *alter ego*. L'ancien est que M. Marchelli supprime le délégué général après en avoir exercé les fonctions comme s'il ne voulait pas subir les mêmes inconvénients que M. Menu. M. Marchelli donne l'impression de ne pas vouloir être un « Menu bis » ayant sur le dos un « Menu bis ». Le nom le plus souvent avancé pour le poste de secrétaire général est celui de M. de Santis, le comité exécutif étant une sorte de vivier de futurs responsables (pouvant ainsi un jour se mettre sur les rangs pour la succession). Cette modification statutaire ne devrait guère provoquer plus qu'une bataille d'amendements, l'opposition ultra minoritaire ne pouvant même pas utiliser un cheval de bataille politique, la confédération ayant pluri-mis à propos des mutations, un bémol à ses critiques contre le gouvernement (M. Mitterrand recevra M. Menu le 10 février). Mais en procédant en catimini, M. Marchelli renforce le sentiment « fâcheux » qu'il se taille un appareil confédéral « sur mesure ».

MICHEL NOBLECOURT.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ hors	+ hors	Rep. + ou dép.	-	Rep. + ou dép.	-	Rep. + ou dép.	-
S.E.U.	8,5910	8,5935	+ 160	+ 190	+ 330	+ 375	+ 950	+ 1060
S.can.	6,8904	6,8941	+ 115	+ 160	+ 225	+ 305	+ 770	+ 875
Yen(100)	3,6722	3,6748	+ 170	+ 190	+ 345	+ 370	+ 1010	+ 1115
DM	3,0579	3,0596	+ 155	+ 165	+ 310	+ 330	+ 900	+ 945
Flors	2,7174	2,7190	+ 130	+ 145	+ 245	+ 285	+ 795	+ 840
F.R.(100)	14,9726	14,9869	+ 110	+ 200	+ 130	+ 285	+ 370	+ 465
F.S.	3,8399	3,8427	+ 275	+ 380	+ 597	+ 585	+ 1590	+ 1625
L.(1 000)	5,0237	5,0616	- 285	- 165	- 480	- 350	- 1225	- 1120
£	12,0875	12,0971	+ 265	+ 330	+ 550	+ 640	+ 1580	+ 1770

TAUX DES EURO-MONNAIES

	3/8	7/8	7/16	9/16	9/16	9/16	9/16	9/16	9/16
SE.U.	9 3/8	9 7/8	9 7/16	9 13/16	9 9/16	9 15/16	9 9/16	9 15/16	9 15/16
DM	5 3/8	5 7/8	5 9/16	5 11/16	5 11/16	5 11/16	5 11/16	5 11/16	5 11/16
Flors	5 5/8	6 1/8	5 3/4	6 1/8	5 7/8	6 1/8	6	6 3/8	6 3/8
F.R.(100)	10	10 1/2	10 5/8	11 3/8	11 1/8	11 7/8	11 3/8	12 3/8	12 3/8
F.S.	16	17	16 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2
L.(1 000)	16	17	16	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2
£	9 1/8	9 3/8	9 1/16	9 7/16	9 3/16	9 9/16	9 7/16	9 13/16	9 13/16
F. franc	12 1/4	12 1/2	12	12 1/4	12 3/8	12 7/8	13 7/8	14 1/8	14 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AUTOMOBILE

FACE A LA RÉDUCTION DE LEUR PRODUCTION

Les usines du Nord recourent au chômage technique

De notre correspondant

Lille. — Renault-Douai (huit mille trois cents salariés) mettra son personnel en chômage technique pendant sept à dix jours au cours du premier semestre de cette année. Cette période de chômage devrait coïncider avec les vacances scolaires de février.

Comme l'ensemble des constructeurs automobiles, Renault-Douai est affecté par la conjoncture difficile, mais surtout par le réajustement de charges de travail entre les différentes usines du groupe. De mille deux cent cinquante véhicules par jour (sur une capacité de 1 100), on est passé à mille quarante, chiffre qui correspond au seuil industriel au-dessous duquel l'usine ne peut descendre sans ennuis économiques. La production, qui avait été de deux cent quatre-vingt-dix mille voitures en 1982, a été limitée à deux cent quatre-vingt-dix mille en 1983.

Mais on se refuse tout à fait à parler de sureffectif à Renault-Douai. Il est vrai que l'entreprise, qui a employé jusqu'à mille deux cent cinquante salariés, n'en compte aujourd'hui que deux cents. Les contrats d'un millier d'entre eux n'ont pas été renouvelés. On précise que, s'il devait y avoir des points de production, on aurait recours de nouveau à des intérimaires, mais on estime que ce n'est guère probable en raison des perspectives qui s'annoncent difficiles pour 1984. Le mot d'ordre est de maintenir à tout prix la compétitivité.

On tient bien sûr le même langage à l'usine Peugeot de Lille, où l'on travaille à 70 % pour l'exportation. Spécialisé dans la fabrication des

moteurs Diesel haut de gamme pour Peugeot, mais aussi pour Ford (on y construit notamment les moteurs turbo qui équipent la 505 et la 604 GTD), l'établissement lillois n'a tourné en 1983 qu'à deux tiers de sa capacité : moins de 120 000 moteurs sont sortis de l'usine en 1983, contre plus de 160 000 l'année précédente. La récession qu'a connue le marché du Diesel en France (10,7 % des immatriculations en 1982, 9,4 % pour les onze premiers mois de 1983) ne saurait suffire à expliquer une telle chute de production. Il faut aussi prendre en compte l'abandon de la fabrication à Lille de l'ancien moteur des 305, dont le nouveau est désormais construit à Tremery, en Moselle.

Ce recul de la production ne va pas sans conséquences pour le personnel. La direction estime à 500 sur 2 100 salariés le nombre de personnes en sureffectif depuis un an. Cent quarante-deux personnes de plus de cinquante-cinq ans devraient prochainement partir en préretraite à la faveur de contrats F.N.E. Pour le reste, l'usine poursuivra en 1984 sa politique d'ajustement des effectifs — déjà engagée en 1983 : recours au chômage partiel (quarante jours pour le personnel ouvrier en 1983), prêt de personnel à d'autres usines du groupe, encouragements aux mutations. Cette politique sera complétée par un important effort de formation aux techniques nouvelles (électronique, pneumatiques, hydraulique).

JEAN-RENÉ LORE.

EN BREF

Conjoncture

Régime des prix assoupli pour les industries chimiques

Après deux mois de discussions serrées, les industriels de la chimie se sont finalement mis d'accord avec l'administration sur l'instauration pour 1984 d'un nouveau régime des prix. Dans le cadre de la lutte contre l'inflation, ils se sont engagés à modérer leurs augmentations de tarifs. L'Union des industries chimiques (UIC) est signataire de cet accord.

Ce n'est pas encore le retour à la pleine liberté des prix ardemment souhaitée par la profession. Mais le nouveau régime est moins restrictif que le précédent.

Les industriels ont ainsi obtenu de pouvoir fixer librement les prix d'un certain nombre de spécialités classées dans la chimie fine, à condition que ces prix excèdent déjà 12 francs le kilo. Sont concernés les produits appartenant aux familles suivantes : biochimie, chimie organique de synthèse, halogénés, tensio-actifs, détergents d'explosifs, noir de carbone, matières plastiques. En outre, une clause de l'accord autorise la répercussion automatique de la hausse des matières premières (dans la limite de 85 % de ces hausses) à partir du moment où les coûts de ces matières dépassent 25 % du prix de vente hors taxes.

S'agissant des prix des produits de la chimie de base et de la parachimie, ils pourront en moyenne être majorés de 2,25 % à compter du 1^{er} février prochain, puis encore de 2 % à partir du 1^{er} février et encore de 2 % le 1^{er} août avec la possibilité de modular à l'intérieur de la gamme de produits jusqu'à 50 %.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ hors	+ hors	Rep. + ou dép.	-	Rep. + ou dép.	-	Rep. + ou dép.	-
S.E.U.	8,5910	8,5935	+ 160	+ 190	+ 330	+ 375	+ 950	+ 1060
S.can.	6,8904	6,8941	+ 115	+ 160	+ 225	+ 305	+ 770	+ 875
Yen(100)	3,6722	3,6748	+ 170	+ 190	+ 345	+ 370	+ 1010	+ 1115
DM	3,0579	3,0596	+ 155	+ 165	+ 310	+ 330	+ 900	+ 945
Flors	2,7174	2,7190	+ 130	+ 145	+ 245	+ 285	+ 795	+ 840
F.R.(100)	14,9726	14,9869	+ 110	+ 200	+ 130	+ 285	+ 370	+ 465
F.S.	3,8399	3,8427	+ 275	+ 380	+ 597	+ 585	+ 1590	+ 1625
L.(1 000)	5,0237	5,0616	- 285	- 165	- 480	- 350	- 1225	- 1120
£	12,0875	12,0971	+ 265	+ 330	+ 550	+ 640	+ 1580	+ 1770

TAUX DES EURO-MONNAIES

	3/8	7/8	7/16	9/16	9/16	9/16	9/16	9/16	9/16
SE.U.	9 3/8	9 7/8	9 7/16	9 13/16	9 9/16	9 15/16	9 9/16	9 15/16	9 15/16
DM	5 3/8	5 7/8	5 9/16	5 11/16	5 11/16	5 11/16	5 11/16	5 11/16	5 11/16
Flors	5 5/8	6 1/8	5 3/4	6 1/8	5 7/8	6 1/8	6	6 3/8	6 3/8
F.R.(100)	10	10 1/2	10 5/8	11 3/8	11 1/8	11 7/8	11 3/8	12 3/8	12 3/8
F.S.	16	17	16 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2
L.(1 000)	16	17	16	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2
£	9 1/8	9 3/8	9 1/16	9 7/16	9 3/16	9 9/16	9 7/16	9 13/16	9 13/16
F. franc	12 1/4	12 1/2	12	12 1/4	12 3/8	12 7/8	13 7/8	14 1/8	14 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

MONNAIES

SELON LE GOUVERNEUR DE LA BANQUE DE FRANCE

La maîtrise des déficits internes commande les équilibres extérieurs

Du temps où la droite était au pouvoir et la gauche dans l'opposition, il était de bon ton, en France d'opposer les rigueurs d'une politique monétaire, qu'on supposait inspirée par un attachement fétichiste à la valeur de la monnaie, aux charmes négligés d'une politique d'expansion économique. Alors que les socialistes au pouvoir ont changé de cap, il a paru opportun au gouvernement de la Banque de France, dans l'exposé qu'il vient de prononcer à l'Académie des sciences morales et politiques sur « Les aspects extérieurs de la politique monétaire française », de dissiper des illusions toujours présentes à l'endroit de la politique monétaire ne s'oppose pas à la politique économique, car les déséquilibres monétaires et financiers ne sont pas autre chose que la traduction de déséquilibres entre les ressources réelles du pays et les dépenses qu'il engage. Le gouvernement Maury, s'il a amorcé un spectent de la balance des paiements, n'en est pas quitte pour autant. Le gouverneur rappelle qu'il convient maintenant de dégager sur les comptes extérieurs un surplus, afin de rembourser l'endettement contracté. Quant à l'origine du déficit de la balance des paiements, elle se trouve tout simplement dans le besoin de financement de la nation. C'est parce que l'épargne dégagee par les Français est insuffisante pour financer à la fois les déficits des administrations publiques (dont celui du budget de l'État) ainsi que les déficits des entreprises publiques et privées que la France doit emprunter la différence à l'étranger.

« En France, dit le gouverneur, au cours des cinq dernières années (1979-1983), les besoins de finan-

cement des entreprises et des administrations ont presque triplé, passant de 105 à 285 milliards de francs. En 1979 et 1980, la quasi-totalité des besoins était le fait des entreprises ; à partir de 1982, les besoins des administrations ont commencé à croître, de sorte qu'en 1983 ils se sont rapprochés de ceux des entreprises (respectivement 115 et 160 milliards). Quant aux capacités de financement des ménages et des institutions financières, elles n'ont fait que doubler, passant de 105 à 200 milliards, l'essentiel étant le fait des ménages. Pratiquement égaux en 1979, les besoins et les capacités de financement des agents intérieurs ont dégagé des soldes extérieurs négatifs croissants, c'est-à-dire un besoin de financement de la nation qui a atteint plus de 100 milliards de francs en 1982, pour revenir à environ 80 milliards en 1983, (estimation remontant à quelques mois, et probablement trop forte) ».

Une idée consolante, longtemps avancée par la Rue de Rivoli et ses inspecteurs des finances, était que, si l'encadrement du crédit pouvait bien présenter des inconvénients inhérents à toute méthode de confinement, il présentait un avantage considérable parce que, en limitant la quantité de crédits distribués, on évitait de contrôler la masse monétaire par l'élévation des taux d'intérêt comme cela s'est pratiqué en Angleterre et aux États-Unis. « C'est le contraire qui est vrai, dit M. de la Génère, ce sont les taux d'intérêt trop bas qui nous ont obligés à maintenir et à renforcer l'encadrement du crédit malgré ses effets secondaires néfastes ». Quant au maintien artificiel des taux à un niveau trop bas, il n'a pas non plus les effets bénéfiques que les tenants de l'expansion à tout prix croient lui trouver. Des taux d'intérêt trop bas (par rapport à l'inflation) répugnent dans le pays à l'investissement, dit M. de la Génère, la « sélection d'investissements moins rentables ». En définitive, ils « affaiblissent la croissance ». Et le gouverneur de

répondre : « Une autre manière de commettre la même erreur consiste à étendre le champ des bonifications d'intérêt, c'est-à-dire des crédits subventionnés (près de la moitié des crédits distribués en France). Le contrôle de la masse monétaire peut alors être retrouvé par des restrictions quantitatives telles que l'encadrement du crédit, mais la sélection des investissements demeure fautive ».

Quant à l'idée chère à de nombreux experts de la gauche, consistant à déconnecter les taux internes et les taux externes, elle ne peut avoir que les mêmes effets néfastes. Les partisans d'un franc flottant sont pareillement invités à mieux réfléchir sur les implications d'une solution qualifiée de « laxiste » et qui, de toute façon, ne convient pas « à un pays de dimension moyenne ».

Certes, le vocabulaire le plus souvent rigoureux du gouverneur s'écrit parfois lorsque l'ensemble des crédits internes croît plus vite que les besoins de monnaie. L'excès de monnaie ainsi créé sera effectivement réservé de deux manières, soit par une hausse des prix « dès que les capacités de production compétitive seront saturées », soit par des importations de biens et des exportations de capitaux. En réalité, l'octroi de crédits est exactement déterminé par les besoins de monnaie. La question est de savoir quelle est la nature de ces besoins. S'agit-il d'une demande de monnaie déterminée par l'activité économique ou par des déficits à combler ? C'est un fait que lorsque la monnaie est créée pour financer des déficits, la hausse des prix n'attend pas pour se manifester que les « capacités de production compétitive » soient saturées, comme l'atteste la coexistence actuelle de l'inflation et de capacités de production inutilisées.

Ce n'est pas la première fois que M. Renaud de la Génère, nommé gouverneur de la Banque de France, en novembre 1979, use d'une liberté de langage insouhaitée parmi les hauts fonctionnaires français. Il avait déjà fait cette année dans le chapitre introductif du rapport annuel de l'Institut d'émission adressé au président de la République.

C'est un fait que le maintien de M. de la Génère à son poste a été interprété, en France et à l'étranger, comme un des signes de la continuité après le 10 mai 1981 pour ce qui était l'essentiel, à savoir, l'ouverture de l'économie française sur le monde extérieur.

PAUL FABRA.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CESSION DE GARANTIE

La Banque Commerciale Privée, société anonyme au capital de 30.600.000 F ayant son siège social à Paris 75004, 89/91, rue du faubourg Saint-Honoré, informe le public qu'elle ne procède pas au renouvellement des garanties financières qu'elle accordait à la SARL Chertier et Denis, 6, rue Duvalier, 75007 Paris, au titre de ses activités de gestion immobilière et de transactions sur immeubles et fonds de commerce.

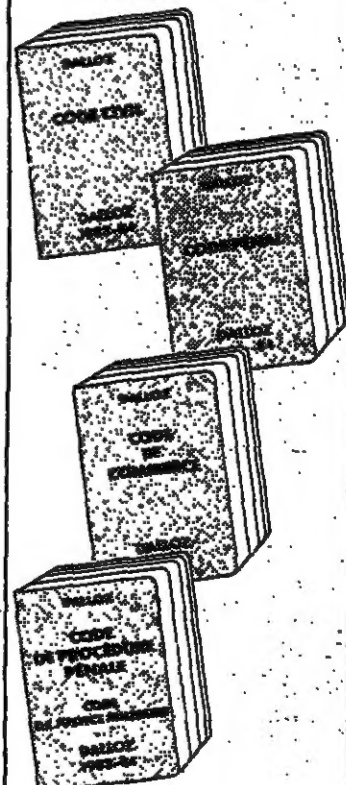
En conséquence, cette garantie prendra fin à l'expiration d'un délai de trois jours francs à dater de la présente publication conformément aux dispositions de l'article 44 du décret d'application 72-578 du 20 juillet 1972 de la loi 70-9 du 2 janvier 1970.

Conformément aux dispositions de l'article 45 du même décret, les créances ayant pour origine un versement ou une remise effectuée pendant la période de garantie, à l'occasion d'une opération prévue au 1^{er} 5^e et au 6^e de l'article premier de la loi du 2 janvier 1970, restent couvertes par la Banque Commerciale Privée à condition d'être produites par les créanciers dans les trois mois de cette insertion, au siège de la Banque Commerciale Privée.

Il est précisé qu'il s'agit de créances évaluable et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement de sommes dues et ne peut en aucune façon mettre en cause la solvabilité et l'honorabilité de la SARL Chertier et Denis.

Le nouveau gérant devrait être désigné par la Banque Sudaméricaine, 12, rue Halévy, 75009 Paris.

LES PETITS CODES DALLOZ 1983-84



instruments de travail permanents pour les juristes, étudiants et hommes d'affaires, ils se complètent admirablement et assurent au lecteur

LA SÉCURITÉ JURIDIQUE

Prix public TTC : 105 F

DALLOZ
11 rue Soufflot 75240-PARIS
CEDEX 05

L'ÉDUCATION
JANVIER 1984
ÉLECTRONIQUE INFORMATIQUE :
LES FORMATIONS EFFICACES
— EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX —
11 F

مكتبة الامم المتحدة

UN JOUR
DANS LE MONDE

IDÉES

2. « Réconciliations », par Frère Roger, de Taizé.
 3. « Journées intimes », de Françoise Bott.

ÉTRANGER

3. AMÉRIQUES
 3. DIPLOMATIE
 4. PROCHE-ORIENT
 - ISRAËL : la Knesset a fait un accueil glacial au chancelier Kohl.
 4. EUROPE
 6-7. AFRIQUE
 - MAROC : le bilan officiel des élections.

POLITIQUE

9. L'examen du projet de loi sur la presse à l'Assemblée nationale.
 10. La quinzième convention nationale des Clubs Perspectives et Réalités.
 - Le communiqué officiel du conseil des ministres.

SOCIÉTÉ

12. JUSTICE : Arméniens : les silences du commando suicide au procès Parbas.
 20. ÉDUCATION : l'avancée des « pions ».
 - SPORTS : la caisse noire des « verts ».

LE MONDE
DES LIVRES

13. LE FEUILLETON : l'insoutenable légèreté de l'ère, de Milan Kundera, par Bertrand Poirot-Delpech.
 14. LA VIE LITTÉRAIRE
 15. AU FIL DES LECTURES
 16. PORTRAIT : les méditations et rêveries de Jean Grenier.
 17. ROMAN : découvrir Nicolas Sautray.

SUPPLÉMENT

- 18-19. La X^e Salon de la bande dessinée à Angoulême.

CULTURE

21. MUSIQUE : la Kovenstschina au Châtelet ; Le MOÏSE de Carné.
 23. COMMUNICATION.
 - Les grandes radios d'intérêt aux petites : RMC veut vendre son expérience.

ÉCONOMIE

26. LA CRISE PORCINE EN BRETAGNE.
 27. DÉMOGRAPHIE : « Nouveaux décalages sur la population mondiale » (II), par Léon Tabah.
 28. MONNAIES.
 - SOCIAL.

- RADIO-TÉLÉVISION (23)
 INFORMATIONS
 « SERVICES » (25)
 Mode : Journal officiel ;
 Météorologie ; Mots croisés ;
 Loterie nationale ; Loto.
 Annonces classées (24) ; Car-
 net (20) ; Programmes des spec-
 tacles (22) ; Marchés financiers
 (29).

MATELAS • SOMMIERS • ENSEMBLES

TRÉCA ÉPÉDA SIMMONS

EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI

CAPÉLOU

DISTRIBUTEUR

37 Av. de la République - PARIS 11
 Métro Parmentier - Parking assuré
 Tél. 357.46.35

LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE
 DANS TOUTE LA FRANCE

LE ROY

Opticiens
 DES TECHNICIENS
 AU SERVICE DE VOTRE VUE

104, Champs-Élysées
 11, bd du Palais
 158, rue de Lyon
 147, rue de Rennes
 5, place des Terres
 27, bd Saint-Michel
 127, Fg Saint-Antoine
 30, bd Barbès

Tous les jours, sauf le dimanche

LE CONTENTIEUX DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

Folle nuit à Limeil-Brévannes !

La décision du Conseil d'État d'inverser les résultats des élections municipales à Limeil-Brévannes mais de maintenir le maire, M. Berjal (PC) à son poste, à la suite des fraudes constatées lors du scrutin de mars, a créé une situation sans précédent et inextricable. Avec la réunion du conseil municipal organisée le mercredi 25 janvier, cette paisible commune du Val-de-Marne a vécu une de ses nuits les plus épiques.

Tout a commencé vers 22 heures avec une manifestation des partisans de l'opposition nationale qui, bannière en tête, ont emprunté la rue principale pour se rendre à la mairie. La salle du conseil, les escaliers étaient comblés. Plusieurs maires de l'opposition — MM. Dell'Agnola (Thiais), Murgesser (Noisy-le-Grand), Faisse (Villeneuve-Saint-Georges) — étaient venus apporter leur soutien à M. Bessière (RPR). A 20 h 30, la séance est ouverte, et immédiatement M. Maurice Lagarrigue (opposition) prend la parole en tant que doyen d'âge et déclare : « J'exerce désormais les fonctions de maire et je prends la présidence de l'assemblée municipale. » M. Berjal répond qu'il ne peut y avoir deux maires dans une commune. M. Bessière demande une réunion du conseil en comité secret. M. Berjal lève la séance.

Tout cela, qui ne dura que quelques minutes, se déroule dans un brouhaha indescriptible. M. Berjal, en compagnie des élus de gauche, tient une conférence de presse dans son bureau. Il dit regretter « l'attitude de l'opposition, qui aboutit à un blocage du conseil municipal ». Répondant aux questions de la presse, qui s'étonne de le voir, lui, maire communiste, à la tête d'un conseil municipal de trente-trois élus comptant vingt-cinq représentants de l'opposition, il déclare : « J'ai invité l'opposition à prendre sa place toute sa place. » Et il ajoute aussitôt qu'il

n'est pas question pour lui de laisser son poste de maire. Pendant ce temps, les vingt-cinq élus de l'opposition siègent dans la salle du conseil et procèdent, le quorum étant atteint, à l'élection du nouveau maire, M. Gérard Bessière, et de ses adjoints.

Si tôt l' scrutin terminé, M. Bessière annonce que les questions à l'ordre du jour de la séance sont reportées à une prochaine réunion. En revanche, le dossier le plus urgent et le plus important pour la ville, qui ne figurait pas à l'ordre du jour — l'urbanisation de la zone des Grands Champs, avec la construction de cinq cents appartements — est aussitôt évoqué, et M. Bessière demande de surseoir à sa construction.

A 22 heures, la réunion est levée une seconde fois. Les élus de l'opposition et certains de leurs supporters restent en mairie, qu'ils entendent occuper par roulement jusqu'au 27 janvier, dans l'attente de la proclamation de la décision du Conseil d'État concernant la situation de Villepinte qui doit faire jurisprudence. A 3 h 30, M. Berjal, resté dans son bureau, demande au préfet de faire évacuer la mairie. Les forces de l'ordre trouvent en face d'elles des élus portant l'écharpe tricolore sur la poitrine, dont M. Jean-Marie Poirier, maire de Sucy, ancien porte-parole de l'Elysée, et elles n'insistent pas.

Le préfet, M. Maurice Theys, va saisir le tribunal administratif. Selon lui, l'élection de M. Bessière et de ses adjoints pourrait ne pas être prise en compte, cette élection n'ayant pas été mentionnée, et pour cause, sur la convocation du conseil municipal, il fait remarquer : « M. Berjal a clos la séance, ce qu'on dit après est-il encore valable ? » A moins d'un miracle administratif, il semble que l'on se dirige vers une dissolution du conseil.

FRANCIS GOUGE.

223,6 millions de francs

auraient été détournés

dans l'affaire des « avions renifleurs »

Selon *L'Économiste*, qui s'est procuré auprès de la Centrale des bilans belges les comptes de deux sociétés des « inventeurs » des « avions renifleurs », la Compagnie européenne de recherches (CER) et le Centre de recherches fondamentales (CRF), une partie importante des fonds versés par le groupe ELF-ERAP entre 1976 et 1978 a été détournée. Cette somme est évaluée par le quotidien à 223,6 millions de francs. Des « experts » consultés par *L'Économiste* estiment à 201,81 millions de francs les dépenses totales des deux sociétés.

Ces estimations contredisent largement les évaluations fournies jusqu'à présent par M. De Weck, ancien président de l'Union des banques suisses, sur l'utilisation des fonds et les dépenses réelles des inventeurs (70 % de 555 millions de francs, soit 388,5 millions de francs). Permettent-elles d'affirmer à coup sûr que plus de 200 millions de francs ont été détournés ? Cela semble un peu hâtif.

La CER et le CRF n'étaient pas les seules sociétés créées par les deux inventeurs. Selon M. De Weck, quatre autres sociétés au moins avaient été créées pour mettre en œuvre le procédé : la société Extral (Liechtenstein), créée en juillet 1976, liquidée en 1980, qui assurait le financement des voyages ; la société pour la promotion et le financement de la recherche scientifique, qui gérait des immeubles (logements du personnel, labora-

toires, etc.), et dont une filiale, Pro-motion et Investement Cie, en Irlande, devait assurer le financement d'autres recherches ; la société Experts General et Cie (Panama), fondée en 1977, liquidée en 1980, qui assurait le traitement du personnel ; et enfin la Fondation Antinea pour la promotion et l'autodéveloppement (Liechtenstein), créée en décembre 1976, liquidée en juillet 1982, qui, avec sa filiale Air Aid, finançait des opérations d'aide au développement.

Le nombre des sociétés et la complexité des liens existants entre elles, sans compter les sociétés créées par ELF-ERAP ou celles créées en commun avec les inventeurs (l'ont notamment), rendent quasiment impossible l'estimation des dépenses réelles correspondant à la mise en œuvre du procédé.

V. M.

Le MRG souligne « le droit absolu de la population mahoraise à l'autodétermination »

Le secrétariat national du MRG, réuni mercredi soir 25 janvier, s'est déclaré « attentif » à l'avenir de l'île de Mayotte dont la possession est revendiquée par les Comores (le *Monde* du 25 janvier).

M. Jean-François Hory, député de cette collectivité territoriale, secrétaire exécutif du parti, a souligné, comme il l'avait fait dans la matinée devant la presse, que le rattachement de Mayotte aux Comores « serait une triple erreur : une erreur juridique, parce que ce serait mépriser la Constitution et que la revendication de Mayotte par les Comores n'a pas de fondement en droit international public, une erreur politique, parce que cela inquiéterait l'ensemble des populations d'outre-mer très soucieuses en ce qui concerne leur attachement à la France et une erreur morale.

Le numéro du « Monde » daté 26 janvier 1984 a été tiré à 457 030 exemplaires

A B C D F G H

En RFA

LE MINISTRE DE L'ÉCONOMIE
ANNONCE UNE RÉDUCTION
DE 17 % DE LA PRODUCTION
D'ACIER D'ICI À 1986

La production d'acier de la RFA sera réduite de 9 millions de tonnes à l'horizon 1986 par rapport à celle enregistrée en 1980, et devrait être ramenée, alors à 45 ou 46 millions de tonnes environ, en baisse de 17 %, a annoncé le 25 janvier 1984 à Bonn, le ministre fédéral de l'économie, le comte Otto Lambsdorff.

Le nombre des emplois dans cette branche sera amputé de 21 000 et réduit à 146 000 dans le même laps de temps. Les sidérurgistes allemands investiront 7 milliards de marks (21 milliards de francs) en 1984 et 1985, ce qui leur permettra d'améliorer leurs structures et de renforcer leur compétitivité.

Les pouvoirs publics les aideront à hauteur de 3 milliards de marks (9 milliards de francs) dont 1,2 milliard pour les investissements (20 % du total) et 1,8 milliard au titre d'un plan social destiné à accompagner les suppressions d'emplois. La Commission budgétaire du Parlement a donné son accord à une subvention de ce montant dans le cadre d'un plan de restructuration de la sidérurgie allemande que le gouvernement fédéral présentera le 31 janvier prochain à la Commission de Bruxelles.

Le ministre n'a pas voulu donner des détails précis sur ce plan, se bornant à indiquer que de futures concentrations n'étaient pas exclues.

Le ministre a rappelé, enfin, le souhait de son pays de voir prolonger le système des quotas de production dans la CEE, la part de la RFA s'élevant à 31 % de la production communautaire.

On sait que le conseil des ministres des Dix, qui se réunit jeudi 26 janvier dans l'après-midi à Bruxelles doit statuer sur la reconduction éventuelle du système des quotas, prorogé pour six mois, du 31 juillet 1983 au 31 janvier 1984. Une décision à ce sujet n'avait pas été prévue au deuxième semestre 1983 en raison de l'attitude de l'Italie, qui veut obtenir un quota supplémentaire de 1,2 million de tonnes.

Sur le vif

Naufrages

Vous allez voir, vendredi, sur FR 3, vous devez voir — c'est un document accablant — une enquête coup de poing d'Anne Gallard sur le divorce entre cirquante et sobriété ans. Vous allez rencontrer des femmes ravagées, naufragées, inondées de larmes, échouées, seules, le soir de Noël, devant leur toile cirée, jetées avec leurs affaires, leurs meubles entassés dans de sinistres studios-cuises-v.c. Des femmes cassées. Des femmes plaquées par leur mari. A cet âge-là, trois fois sur quatre, c'est lui qui se tire. Pour une autre, l'autre, la secrétaire, l'employée, la « jeunesse » qui accuse votre vieillesse.

A peine a-t-il fait la malle que tout le monde le suit — c'est ça le pire, — tout le monde vous fuit : les enfants, les voisins, les amis. Même le chien cherche à prendre la porte. Normal : vous n'existez plus. On ne va pas rester là, à vieillir une morte. En revanche, s'il était mort, lui, si vous étiez veuve, vous existeriez encore, c'est ça le plus fort ! Mais là, non, fini, terminé, pas question de refaire votre vie, vous en êtes persuadée. Vous n'avez plus qu'à crever.

Vous me direz, oui, mais tout ça, c'est de l'histoire ancienne. Il y a eu le MLF, la révolution

sexuelle. Nous, les filles, nous ne serons pas demain dans la situation de nos mères aujourd'hui. Sans doute. Méfiez-vous quand même. Prenez garde aux idées reçues, entretenues par les hommes depuis des siècles. A partir de la cinquantaine — Montand le proclamait encore l'autre soir à la télé — la femme perd et l'homme garde toutes ses chances de procréer, donc de séduire. Alors là, excusez-moi, mais pas de la façon qu'il croit. Pas pour ses beaux yeux frisés. Pour son expérience, son aide, sa protection, son compte en banque ou sa célébrité. Le jour où vous me montrerez un vieil O.S. convolant en secondes noces avec la jeune PDG de l'entreprise, je changerai peut-être d'avis.

En attendant, un bon conseil : au lieu d'écouter Montand, regardez Sophie Loren ou Simone Veil. Et prenez-en de la graine. La nature n'exige plus que nous soyons jetées après usage. A nous de le prouver en nous montrant, le temps venu, aussi sûres de nous, aussi bien dans notre peau, aussi riches dans tous les sens du mot, que nos contemporains de route. A séducteur, séductrices et dam.

CLAUDE SARRAUTE.

NOUVEAU RECU DU DOLLAR
8,59 F

En RFA, lundi 25 janvier à 8,44 F contre 8,55 F la veille, le dollar a enregistré un recul plus accentué jeudi 26 janvier 1984, revenant à 8,59 F contre 8,55 F la veille. A Francfort, il est passé de 2,820 DM à 2,875 DM. Ce recul est attribué à la construction de 1,1 % des commandes américaines de biens durables, en décembre 1983, et à de nouvelles remarques déjà démenties, mercredi soir, à Washington, selon lesquelles le président Reagan se serait opposé à la fin de 1984.

A Paris, le franc français, qui d'habitude traîne en arrière, a été tiré en avant, mercredi, à l'annonce de la nomination de M. Delors à la Banque d'Europe, a officiellement enregistré un recul de 1,1 %.

ABONNEMENT A LA CARTE

Vos affaires vont prendre des ailes.



Mieux desservir votre région, multiplier les liaisons possibles, à des conditions plus intéressantes, c'est le principe du nouvel abonnement à la carte.

Cet abonnement vous permet, en effet, d'amorcer rapidement vos déplacements en bénéficiant d'une réduction de 30 % sur de longues lignes au départ de Paris.

Par exemple :	Prix d'achat
Carte annuelle PARIS — NIMES + PARIS — LYON	3.180 F
PARIS — BREIST + PARIS — TOULON	3.805 F
PARIS — PAU + PARIS — GRENOBLE	3.545 F

Pour tous renseignements appelez Air Inter Paris : Tél. (1) 320.13.60 ou votre agence de voyages.

AIR INTER

le raccourci des Français.

قناة من الإمل